

Département  
de la  
Vendée

Commune de  
**SAINT VINCENT  
SUR GRAON**

# **PLAN LOCAL D'URBANISME**

**1**

## **RAPPORT DE PRESENTATION**

ELABORATION 0.0 prescrite le: 21-10-2004  
ELABORATION 0.0 arrêt du projet le: 26-07-2007  
ELABORATION 0.0 approuvée le: 31-07-2008

Vu pour être annexé à notre délibération  
en date du: 31-07-2008



## **SOMMAIRE**

<b>INTRODUCTION .....</b>	<b>4</b>
---------------------------	----------

<b><u>PREMIERE PARTIE - ANALYSE DE LA SITUATION EXISTANTE .....</u></b>	<b>7</b>
---	----------

<b>I – LES ASPECTS PHYSIQUES ET ENVIRONNEMENTAUX .....</b>	<b>8</b>
--	----------

<b>1.1 – LA MORPHOLOGIE DU SITE .....</b>	<b>8</b>
---	----------

➤ La géologie .....	8
➤ La topographie .....	10
➤ Le réseau hydrographique .....	11
➤ Le contexte météorologique .....	19

<b>1.2 – LE MILIEU NATUREL .....</b>	<b>21</b>
--------------------------------------	-----------

➤ Le bocage et la plaine .....	21
➤ Les marais .....	23
➤ Le site Natura 2000 .....	24
➤ Les Zones Naturelles d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique (Z.N.I.E.F.F.) .....	34
➤ Les Zones Importantes pour la Conservation des Oiseaux (Z.I.C.O.) ..	42
➤ Le Parc interrégional du Marais Poitevin .....	44
➤ Les risques naturels .....	44
➤ La zone humide du Marais Poitevin .....	45

<b>II – LE PAYSAGE DE LA COMMUNE .....</b>	<b>47</b>
--	-----------

<b>2.1 – LES PAYSAGES NATURELS DE MARAIS .....</b>	<b>47</b>
--	-----------

<b>2.2 – LES PAYSAGES AGRICOLES DE TYPE BOCAGER .....</b>	<b>47</b>
---	-----------

<b>2.3 – LES PAYSAGES URBANISÉS .....</b>	<b>48</b>
---	-----------

<b>III – LE PATRIMOINE DE LA COMMUNE .....</b>	<b>53</b>
--	-----------

<b>3.1 – LES MONUMENTS HISTORIQUES .....</b>	<b>53</b>
--	-----------

<b>3.2 - LE PATRIMOINE ARCHÉOLOGIQUE .....</b>	<b>54</b>
--	-----------

<b>IV – LES DONNÉES SOCIO – DÉMOGRAPHIQUES .....</b>	<b>56</b>
--	-----------

<b>4.1 – LA DÉMOGRAPHIE .....</b>	<b>56</b>
-----------------------------------	-----------

➤ L'évolution démographique .....	57
➤ Les mouvements de la population .....	59
➤ La structure par âge de la population .....	60

<b>4.2 – LE LOGEMENT .....</b>	<b>61</b>
--------------------------------	-----------

➤ L'évolution du parc de logement de 1990 à 1999 .....	61
➤ La politique intercommunale de l'habitat .....	64

<b>V – LES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES .....</b>	<b>65</b>
<b>5.1 – LES EMPLOIS ET LA POPULATION ACTIVE .....</b>	<b>65</b>
➤ La localisation des emplois .....	66
➤ L'évolution du nombre d'emplois .....	67
➤ La population active et les migrations alternantes .....	68
<b>5.2 – L'AGRICULTURE .....</b>	<b>69</b>
➤ L'évolution du nombre des exploitants et la taille moyenne des exploitations .....	69
➤ Le statut des chefs d'exploitation .....	70
➤ L'âge des exploitants agricoles .....	71
<b>VI – LES ÉQUIPEMENTS PUBLICS .....</b>	<b>72</b>
<b>6.1 – L'ENSEIGNEMENT .....</b>	<b>72</b>
<b>6.2 – LES ÉQUIPEMENTS COMMUNAUX ET LE MONDE ASSOCIATIF .....</b>	<b>72</b>
➤ Les équipements communaux .....	72
➤ Les associations .....	72
<b>6.3 – LES ÉQUIPEMENTS TOURISTIQUES ET DE LOISIRS .....</b>	<b>73</b>
<b>VII – LES ÉQUIPEMENTS D'INFRASTRUCTURE .....</b>	<b>73</b>
<b>7.1 – LE RÉSEAU ROUTIER .....</b>	<b>73</b>
<b>7.2 – L'EAU .....</b>	<b>74</b>
➤ L'eau potable .....	74
➤ L'assainissement .....	76
<b>7.3 – LA COLLECTE DES DÉCHETS .....</b>	<b>80</b>

## **SECONDE PARTIE -**

### **PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION ET MISE EN ŒUVRE DU P.L.U. ....**

81

#### **CHAPITRE 1 - PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION, DÉMOGRAPHIE ET LOGEMENT .**

82

##### **1.1 – L'ÉVOLUTION DÉMOGRAPHIQUE .....**

82

##### **1.2 – L'ÉVOLUTION DU PARC DE LOGEMENTS .....**

85

#### **CHAPITRE 2 -**

#### **ÉVOLUTION DU TERRITOIRE "RURAL" ET DES ESPACES A VOCATION AGRICOLE**

88

##### **2.1 – UNE GESTION ÉCONOME DE L'ESPACE POUR UN TERRITOIRE AGRICOLE PRÉSERVÉ .....**

88

##### **2.2 – LES ESPACES NATURELS AU CŒUR DU PROJET DE DÉVELOPPEMENT ET DE L'IDENTITÉ COMMUNALE .....**

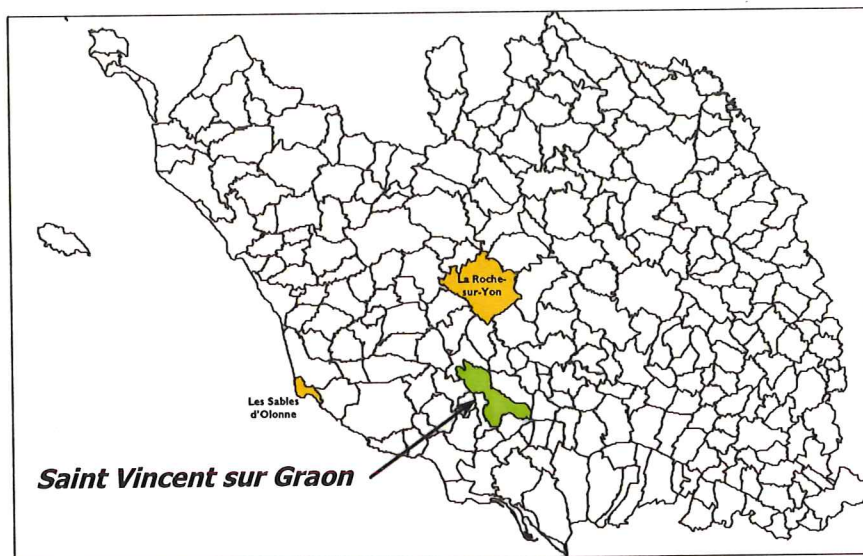
90

##### **2.3 – LE SECTEUR Nc - LA CARRIÈRE DU DANGER .....**

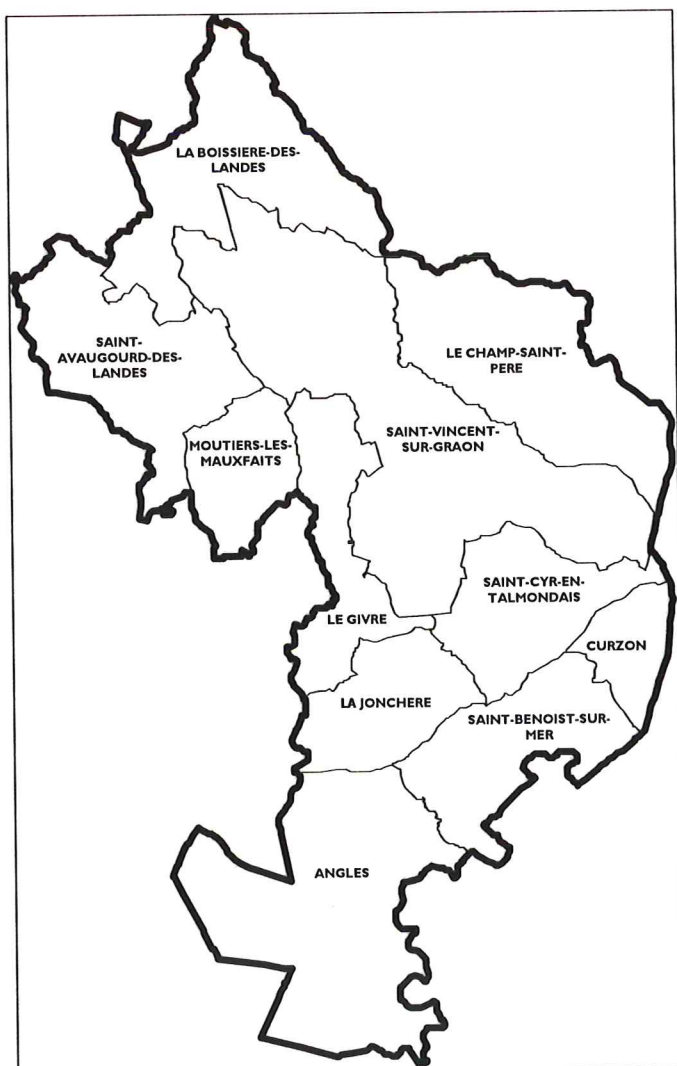
97



La Commune de SAINT-VINCENT-SUR-GRAON se situe dans le quart Sud-Ouest du Département de la Vendée, à une vingtaine de kilomètres de la côte atlantique et du chef-lieu de Préfecture, La Roche-sur-Yon.



### **PAYS MOUTIERROIS**



SAINT-VINCENT-SUR-GRAON adhère à la Communauté de Communes du Pays Moutierrois, composé des onze communes suivantes :

- La Boissière-des-Landes
- Saint-Avaugourd-des-Landes
- Moutiers-les-Mauxfaits
- Saint-Vincent-sur-Graon
- Le Champ-Saint-Père
- Le Givre
- Saint-Cyr-en-Talmondaise
- La Jonchère
- Curzon
- Saint-Benoist-sur-Mer
- Angles

La structure intercommunale assure en lieu et place des communes membres, un certain nombre de compétences qui lui sont transférées :

1. Aménagement de l'espace
2. Action de développement économique
3. Protection et mise en valeur de l'environnement
4. Politique du logement et du cadre de vie
5. Divers

<b><u>CHAPITRE 3 - LE DÉVELOPPEMENT DE L'URBANISATION</u></b> .....	98
<b>3.1 – LES ZONES URBAINES</b> .....	99
<b>3.2 – LES ZONES À URBANISER À VOCATION PRINCIPALE D'HABITAT</b> .....	101
<b>3.3 – LES ZONES À URBANISER À VOCATION DE SPORTS, LOISIRS ET TOURISME</b> .	108
<b>3.4 – LA ZONE À URBANISER À VOCATION D'ACTIVITÉS</b> .....	109
 <b><u>CHAPITRE 4 - IMPACT SUR L'ENVIRONNEMENT</u></b> .....	110
<b>4.1 – LES ZONES URBANISÉES</b> .....	110
<b>4.2 – LES ZONES À URBANISER</b> .....	111
<b>4.3 – LES ZONES AGRICOLES ET NATURELLES</b> .....	112
<b>4.4 – LA PROTECTION DE LA RESSOURCE EN EAU</b> .....	113
 <b><u>CHAPITRE 5 - TABLEAU DES SURFACES</u></b> .....	114
<b>5.1 – SURFACES DES ZONES ET SECTEURS</b> .....	114
 <b><u>CHAPITRE 6 - MOYENS DE LA MISE EN ŒUVRE</u></b> .....	115
<b>6.1 – LE DROIT DE PREEMPTION URBAIN (D.P.U.)</b> .....	115
 <b><u>CHAPITRE 7 - LES SERVITUDES D'UTILITÉ PUBLIQUE</u></b> .....	115

## **1. AMENAGEMENT DE L'ESPACE**

- Amélioration de l'espace (hors Palulos)
- Création et aménagement de zones vertes et de loisirs
- Programmes locaux de l'habitat
- Schéma directeur : élaboration de Schéma de COhérence Territoriale (S.C.O.T.)
- Contrat région de développement

## **2. ACTION DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE**

- Création et aménagement de zones d'activités - promotion des zones existantes
- Création d'ateliers relais
- Gestion des bâtiments relais existants
- Promotion de l'accueil touristique
  - Acquisition foncière bâtie ou non bâtie
  - Aménagement, création d'équipements structurants permettant une action de développement touristique d'intérêt communautaire

## **3. PROTECTION ET MISE EN VALEUR DE L'ENVIRONNEMENT**

- Intégralité de la compétence élimination et valorisation de déchets des ménages prévue à l'article L 2224-13 du Code Général des Collectivités Territoriales et des autres déchets prévus à l'article L 2224-14 du même code
- Création et entretien des sentiers de randonnées, à l'exclusion des zones domaniales de l'Etat
- Entretien et aménagement de cours d'eau

## **4. POLITIQUE DU LOGEMENT ET DU CADRE DE VIE**

- Implication dans toutes démarches partenariales pour lutter contre les exclusions et favoriser l'insertion sociale et économique des personnes défavorisées
- O.P.A.H.
- Construction, extension et réhabilitation de salles omnisports
- Initiation et soutien au développement de la musique, du sport et de la culture

## **5. DIVERS**

- Toutes actions en faveur de la formation professionnelle
- Acquisition et gestion des matériels nécessaires au service de débroussaillage et de fauchage des voies communales et rurales
- Gestion du service de balayage mécanique des voies communale à l'exclusion de tout autre mode de nettoyage
- Acquisition et entretien du matériel spécifique au nettoyage des plages qui sera mis à disposition des communes de la communauté intéressées qui en assureront le fonctionnement
- Gestion du Point Accueil de l'Epinette
- Système d'Information Géographique (S.I.G.)
- Création de site Internet d'intérêt communautaire

Les récentes lois, sur l'intercommunalité (dite loi "Chevènement"), sur les Pays (loi "Voynet") ainsi que les lois "S.R.U." (Solidarité et Renouvellement Urbains) et "Urbanisme et Habitat" donnent une nouvelle dimension à la démarche d'aménagement et d'urbanisme, en réaffirmant l'importance de la cohérence territoriale et en mettant au centre la notion de "développement durable".

Le projet de territoire que traduit le P.L.U. à l'échelle communale et le S.C.O.T. à l'échelle intercommunale constitue un support pour un développement harmonieux intégrant préservation de l'environnement et développement de l'urbanisation et des infrastructures.

La volonté d'un projet de territoire est un des objectifs nécessaires afin de développer l'emploi, créer des infrastructures pour les déplacements, aménager les zones futures destinées à accueillir les activités et l'habitat tout en préservant l'environnement.

L'élaboration du Plan Local d'Urbanisme est l'occasion pour la commune d'établir un diagnostic complet à l'échelle du territoire communal. Ce rapport de présentation expose dans un premier temps l'analyse de l'état initial (données environnementales, urbaines, socio-démographiques, économiques, ...) puis la justification et la mise en œuvre du document d'urbanisme.

# **PREMIÈRE PARTIE**

## **ANALYSE DE LA SITUATION EXISTANTE**

# **I – LES ASPECTS PHYSIQUES ET ENVIRONNEMENTAUX**

## **1.1 – LA MORPHOLOGIE DU SITE**

### **➤ La géologie**

Le Département de la Vendée est, sur le plan géologique, un territoire de transition entre le Massif Armoricaire et le Bassin Aquitain. La partie Sud du Massif Armoricaire dont l'origine remonte à plus d'un milliard d'années, s'est ennoyée sous les couches sédimentaires jurassiques du Bassin Aquitain dans le tiers Sud du Département.

La région de Saint-Vincent-Sur-Graon est constituée de terrains sédimentaires primaires légèrement métamorphisés, recoupés par d'importantes intrusions granitiques.

De multiples transgressions marines se sont avancées sur cette plate-forme, comme en témoignent les nombreux dépôts résiduels tapissant le fond des vallées.

Les principales formations géologiques que l'on trouve sur le territoire communal sont les suivantes :

- les formations quaternaires constituées essentiellement de dépôts d'alluvions modernes. Ces alluvions occupent les parties basses de la Commune, notamment dans le Sud-Sud-Est où les altitudes de 2 à 3 m NGF sont courantes. La toponymie reflète bien cet état de fait puisque l'on note "Le Marais, le Grand Marais de Marigny"...
- les schistes, formations rencontrées au Sud du Bourg de Saint-Vincent-Sur-Graon. Ils sont métamorphisés en micaschiste sur quelques kilomètres au contact du granit. Ils présentent une perméabilité de fissure.
- le granit : il constitue le substratum affleurant entre La Roche-sur-Yon et le bourg. Ce granit à deux micas est intrusif dans les terrains primaires. Il constitue le massif dit de La Roche-sur-Yon.



<b>QUATERNAIRE</b>		<i>Au cours du Quaternaire, la région est restée en zone basse, soumise à la dynamique périglaciaire. Le faible enfoncement des vallées traduit la stabilité tectonique de cette région pendant les deux derniers millions d'années.</i>	
		<b>Holocène</b>	La transgression flandrienne a donné le trait de côte du littoral actuel et provoqué l'apparition de marécages (« terres à bri ») en noyant les estuaires des fleuves côtiers. C'est au cours de cette transgression que se sont mises en place les dunes qui bordent la majeure partie du littoral.
		<b>Pléistocène</b>	Les alternances climatiques du quaternaire se révèlent surtout par quelques dépôts interglaciaires (cordons littoraux) qui montrent que depuis 2 ma, le bord de mer était, soit éloigné et beaucoup plus bas (vers - 80 à - 100 m) lors des maximums de froid, soit proche de l'actuel littoral, oscillant dans l'intérieur des terres sur une bande de moins de 10 km par rapport au rivage actuel. C'est au cours de la dernière glaciation que les limons éoliens se sont déposés sur les plateaux vendéens, lors des maxima de froid sec.
<b>TERTIAIRE</b>		<b>1.65</b>	
		<b>Pliocène</b>	Une transgression marine a couvert la région, régularisant le relief déjà peu contrasté et laissant des sables et des galets que l'on retrouve désormais près des sommets des interfluves.
		<b>5.3</b>	
		<b>Miocène</b>	
		<b>23.5</b>	
		<b>Oligocène</b>	
		<b>34</b>	Le territoire subit différentes transgressions marines. Il a pu être recouvert d'une faible tranche d'eau marine ou constituer une basse terre soumise à une altération continentale sous climat chaud.
		<b>Éocène</b>	
		<b>53</b>	
		<b>Paléocène</b>	
		<b>65</b>	
<b>SECONDAIRE</b>		<b>Crétacé</b>	La transgression marine recouvre la surface continentale dont le relief semble structuré par un réseau hydrographique. La régression qui suit laisse une région émergée avant la fin du Crétacé.
		<b>135</b>	
		<b>Jurassique</b>	Émersion
		<b>205</b>	

Ma : Millions d'années

Ce tableau présente les grandes étapes de la constitution de cette région en fonction de l'échelle des temps géologiques. Il permet de mieux comprendre la géologie et la topographie du secteur d'étude.

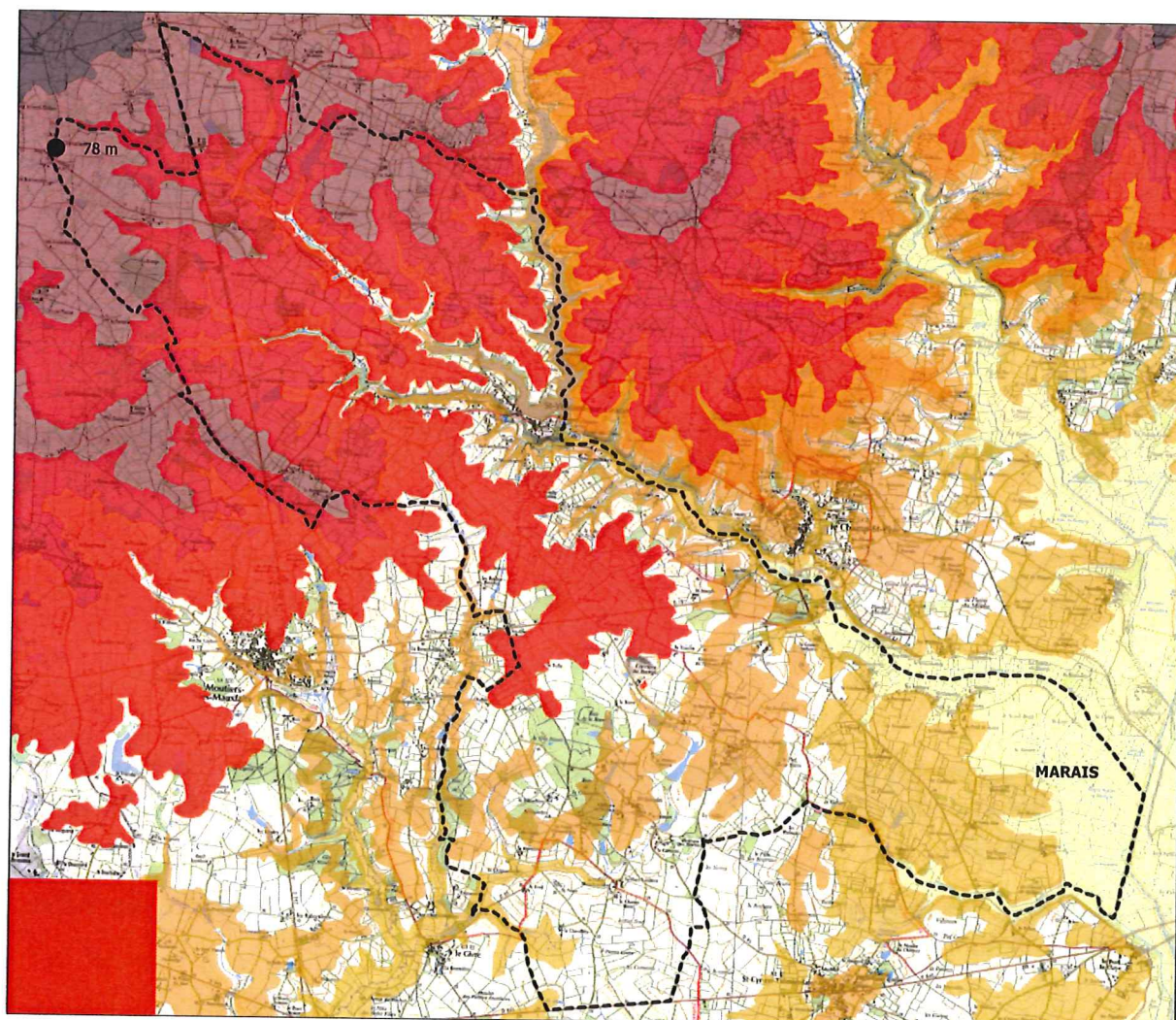
Les différentes transgressions et régressions marines ont façonné le territoire de Saint-Vincent-sur-Graon.



## ➤ La topographie

La carte ci-dessous permet de mieux visualiser les différentes entités géographiques de la Commune :

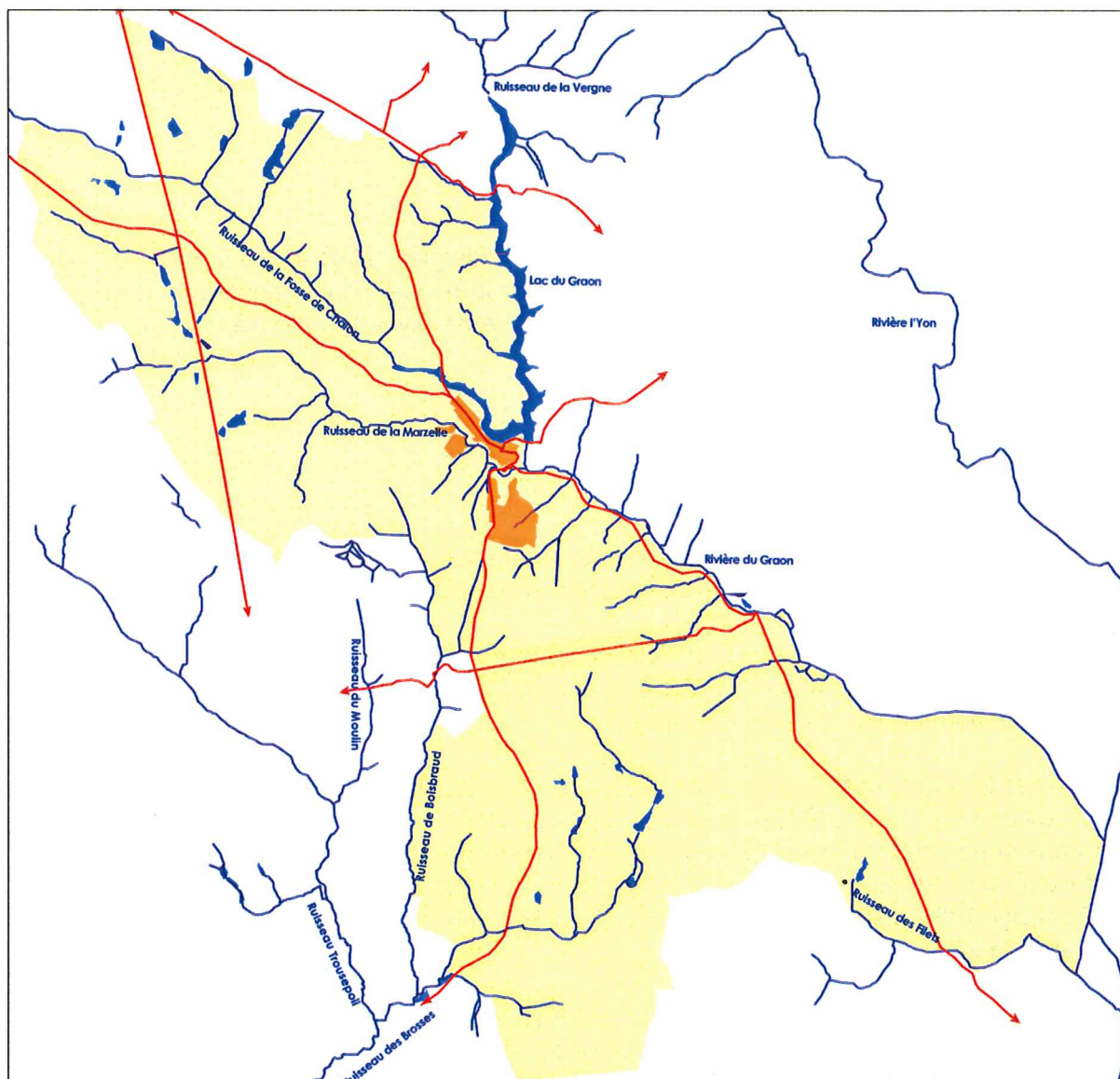
- Le plateau bocager au Nord du territoire communal entaillé par les ruisseaux du Fosse Châlon et de la Marzelle. Le point haut est relevé à l'extrémité Nord de la Commune, au niveau du village de la Chevallerie
- La vallée du Graon qui forme la frontière Est de la Commune et les marais à l'Ouest
- La partie centrale de la Commune, caractérisée par un relief moins chahuté.





## ➤ Le réseau hydrographique

- **L'organisation du réseau hydrographique**



Les frontières communales s'appuient sur des ruisseaux ou des rus. L'élément le plus important en est bien entendu la rivière Le Graon qui, sur près de 9 kilomètres longe la frontière Est de la Commune de Champ-Saint-Père et forme en aval du bourg la retenue d'eau appelée Lac du Graon.

La partie Nord de la Commune (au Nord de l'axe Moutiers-les-Mauxfaits - Champ-Saint-Père) est fortement irriguée. On y trouve successivement :

- le ruisseau du Fossé du Chalon
- le ruisseau de la Marzelle (tous deux alimentant la retenue d'eau)
- le ruisseau de Boisbraud

La partie Sud est nettement moins vascularisée, avec toutefois une forte densité de rus à écoulement temporaire, caractéristique des zones de substrat à forte perméabilité (schistes fissurés). Les écoulements de surface sont faibles à inexistant.

Il n'y a que dans l'extrême partie Sud de la Commune que l'on trouve un paysage de marais avec une forte densité de fossés et canaux. Cette partie constitue le champ d'expansion naturel des crues du Graon et du Lay.

La zone d'étude montre également un nombre relativement important de plans d'eau, les argiles accompagnant l'altération du granit et favorisant les retenues d'eau.

Cet élément est important compte-tenu des besoins de l'agriculture moderne.

### • **Le risque inondation**

Selon les indications du Dossier Départemental des Risques Majeurs (D.D.R.M.), la Commune de Saint-Vincent-sur-Graon est concernée par le risque inondation lié à la rupture du barrage de la retenue d'eau potable du Graon (risque de niveau 4, c'est-à-dire avec enjeux humains).

### • **La retenue d'eau potable**

La Commune de Saint-Vincent-sur-Graon est assujettie à une servitude d'utilité publique correspondant à la protection des eaux potables et minérales.

En effet, la protection des captages d'eau potable constitue une nécessité pour assurer la sauvegarde de la qualité des eaux distribuées aux usagers : qualité en conformité avec les dispositions du code de la Santé Publique.

Prévue par le décret-loi du 30 octobre 1935, mais non appliquée, l'instauration de périmètre de protection concerne tous les points de prélèvement (captages des eaux souterraines ou des eaux superficielles) et les ouvrages qui ne bénéficient pas de protections naturelles. La protection des captages n'est devenue obligatoire que par les lois du 16 décembre 1964 et du 3 janvier 1992 donnant cinq ans aux collectivités concernées pour se mettre en conformité avec la loi.

La circulaire du 15 Février 1993 du Ministère de l'Environnement précise les cas où la mise en place de périmètres de protection s'impose et demande aux Préfets de Département de dresser la liste des points de prélèvement qui paraissent relever du domaine d'application de la loi.

Ces périmètres sont définis réglementairement autour des points de prélèvement après une étude hydrographique et prescrits par une Déclaration d'Utilité Publique (D.U.P.).

Autour du Lac du Graon, deux périmètres de protection de 70 et 300 m ont été institués par arrêté préfectoral en date du 4 Novembre 1970.

- **Le S.D.A.G.E. du Bassin Loire Bretagne et le S.A.G.E. du Lay**

La loi sur l'eau du 16 décembre 1964 a organisé le territoire de la France métropolitaine en six grands bassins hydrographiques. Elle a créé, dans chaque bassin :

- le comité de bassin, qui réunit tous les utilisateurs de l'eau,
- et l'agence de l'eau, établissement public de l'État, chargée d'aider financièrement et techniquement les élus et les usagers de l'eau à concilier les différents usages de l'eau.

Cette loi instaure ainsi trois principes :

- l'unicité du bassin hydrographique : la gestion de l'eau ne peut être que globale, de l'amont à l'aval,
- la solidarité entre les usagers de l'eau, solidarité au regard d'un milieu vivant complexe et d'une ressource indispensable à tous et à chacun
- le principe pollueur-payeur, et son corollaire, "qui dépollue est aidé".

Le 3 Janvier 1992, une nouvelle loi sur l'eau met à jour le cadre législatif en soulignant l'unicité de la ressource et la nécessaire préservation de l'équilibre des milieux.

Pour ce faire, elle prescrit de définir, dans chaque grand bassin hydrographique, un S.D.A.G.E. (Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux) qui fixe les orientations générales, (à 10-15 ans), de gestion et de protection des ressources en eau et des milieux aquatiques. Élaboré par le comité de bassin, le S.D.A.G.E. Loire-Bretagne est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> Décembre 1996.

Sept objectifs vitaux sont définis :

1. Gagner la bataille d'alimentation en eau potable
2. Poursuivre l'alimentation de la qualité des eaux de surface
3. Retrouver des rivières vivantes et mieux les gérer
4. Sauvegarder et mettre en valeur les zones humides
5. Préserver et restaurer les écosystèmes littoraux
6. Réussir la concertation, notamment avec l'agriculture
7. Savoir mieux vivre avec les crues

Dans des bassins versants plus restreints, des S.A.G.E. (Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux) sont élaborés pour mettre en œuvre concrètement les orientations du S.D.A.G.E.

Les Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux existent grâce à l'article 5 de la loi sur l'eau de 1992.

"Le S.A.G.E. fixe les objectifs généraux d'utilisation, de mise en valeur et de protection quantitative des ressources en eau superficielle et souterraine et des écosystèmes aquatiques ainsi que la préservation des zones humides".

Le S.A.G.E. du secteur d'étude doit être compatible avec le S.D.A.G.E. du bassin hydraulique Loire-Bretagne.

C'est bien une politique d'aménagement et de gestion de la ressource en eau au niveau local.

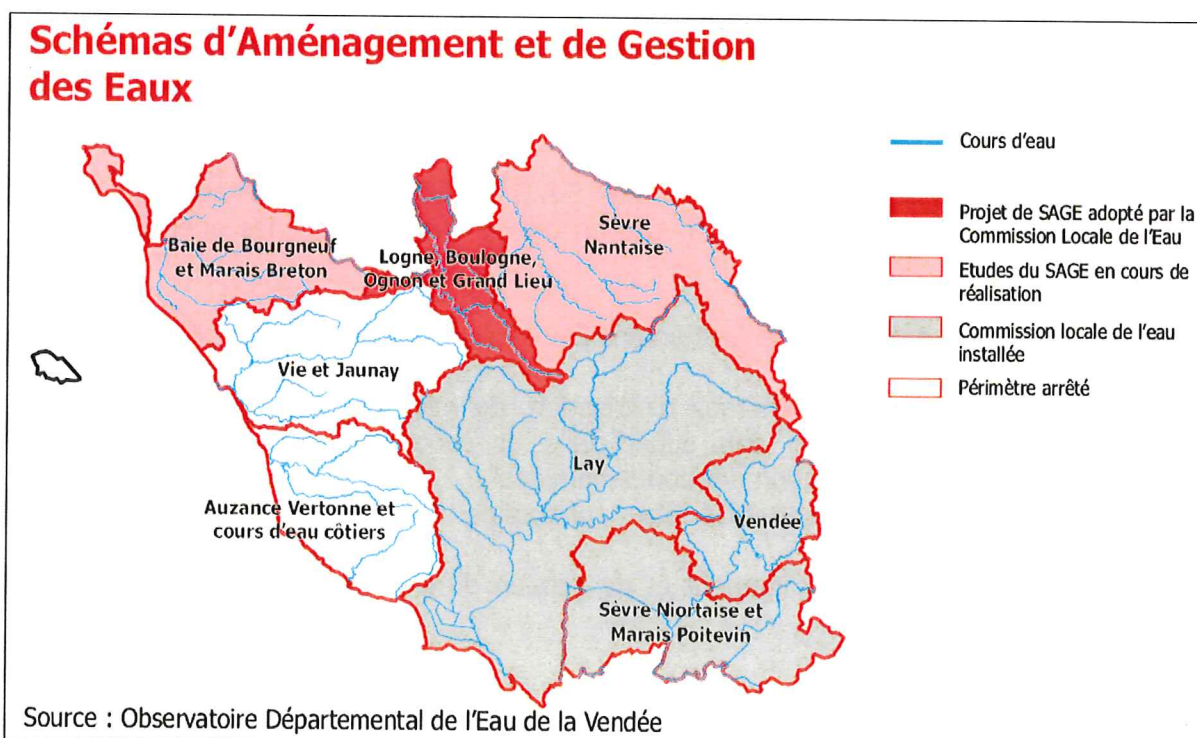
**Le S.D.A.G.E. et les S.A.G.E. sont opposables aux administrations** (Etat, collectivités locales, établissements publics) mais pas aux tiers. Leur effet est différencié en fonction du type de décision :

- Les programmes et les décisions administratives afférant au domaine de l'eau doivent être compatibles ou rendus compatibles avec leurs dispositions
- Les autres décisions administratives doivent prendre en compte les dispositions de ces schémas.

**La circulaire du 15 Octobre 1992 précise la notion de compatibilité et liste les décisions administratives concernées relevant du domaine de l'eau.** A noter que les P.L.U. et les S.C.O.T. ne figurent pas dans cette liste. Cependant, certaines décisions sont en rapport direct avec des documents d'urbanisme, telles que (liste non limitative) :

- La définition du zonage d'assainissement (article 35 de la loi sur l'eau) ;
- Les périmètres de protection des captages d'eau destinée à l'alimentation humaine ;
- Les plans de surfaces submersibles, remplacés depuis par les plans de prévention du risque d'inondation visant le libre écoulement des eaux, la conservation des champs d'inondation et le fonctionnement des écosystèmes ;
- Les installations, ouvrages, travaux soumis à autorisation ou déclaration, notamment les travaux en zones humides.

La loi 2004-308 du 21 Avril 2004, a modifié les rapports juridiques entre les documents de planification de l'usage des sols et la planification de la gestion de l'eau. Ainsi, le P.L.U. doit être compatible, conformément à l'article L 123-1 du Code de l'Urbanisme, avec les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et les objectifs de qualité et de quantité des eaux définis par les schémas directeurs d'aménagements et de la gestion des eaux, en application de l'article L 212-1 du Code de l'Environnement ainsi qu'avec les objectifs de protection définis par les schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux en application de l'article L 212-3 du même Code.





Le S.D.A.G.E. de Loire-Bretagne interdit les affouillements et exhaussements du sol dans les zones humides et inondables. A ce sujet, il est nécessaire de préciser qu'aucun document n'identifie de telles zones sur le territoire communal.

Le Comité de Bassin Loire-Bretagne vient d'engager une Révision du S.D.A.G.E., approuvée le 26 Juillet 1996, en vue de son adoption en 2009. Si la Révision du S.D.A.G.E. est approuvée après l'approbation du P.L.U., ce dernier doit, si nécessaire, être rendu compatible dans un délai de trois ans.

La Commune de Saint-Vincent-sur-Graon appartient au S.A.G.E. du Lay. La motivation de la démarche et les objectifs poursuivis sont les suivants :

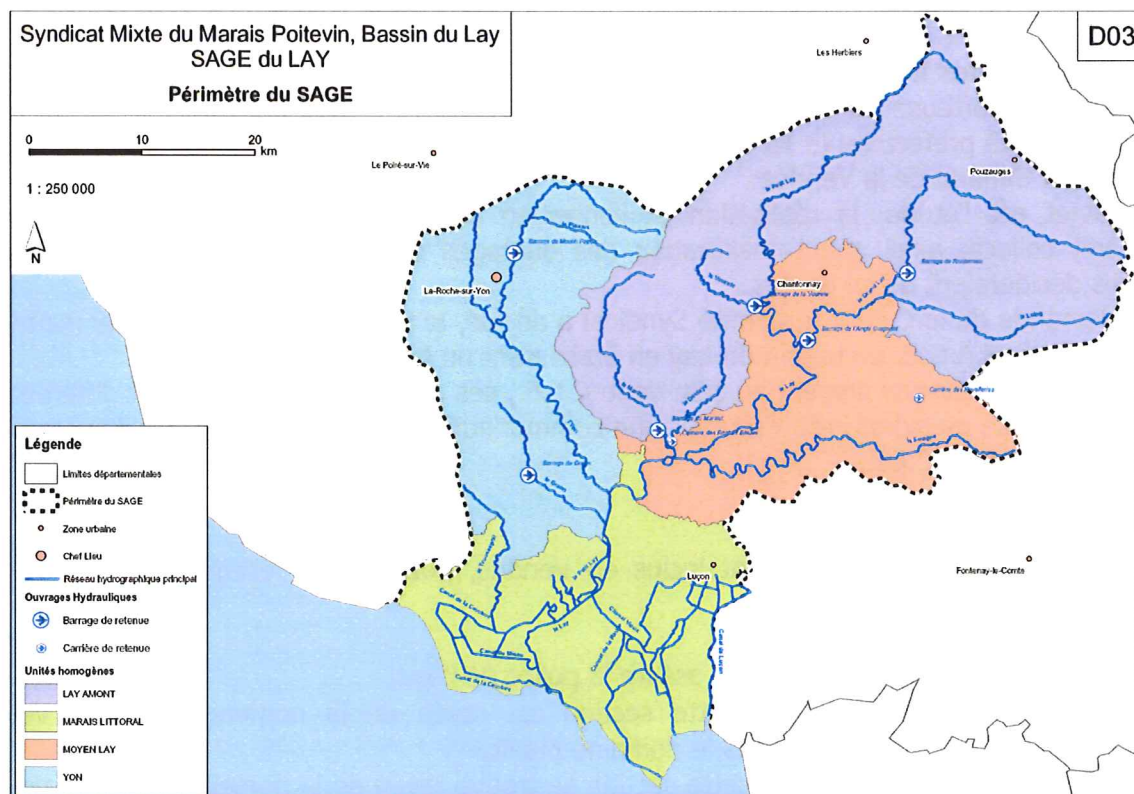
La démarche du S.A.G.E. du Lay, jugé prioritaire par le S.D.A.G.E. Loire Bretagne est de répondre aux objectifs du S.D.A.G.E. au point nodal, (objectifs qualitatifs et quantitatifs) ainsi que sur la zone nodale (baie de l'Aiguillon).

Il est en effet demandé de retrouver une bonne qualité bactériologique (A) dans les zones conchylicoles.

Il s'agit aussi d'améliorer l'information, la gestion et la protection des crues et inondations.

Enfin, la C.L.E. devra définir les recommandations d'aménagement et de gestion nécessaire à la sauvegarde et la préservation des zones humides et du Marais Poitevin selon la réglementation en vigueur et le Plan d'action interministériel pour le Marais Poitevin.

Les objectifs ont été déterminés lors de l'élaboration de la stratégie par la C.L.E. du Lay après la phase de diagnostic et de scénarios proposés par le bureau d'étude prestataire.



Les objectifs principaux du S.A.G.E. du Lay sont les suivants :

- la qualité des eaux
- la gestion de la ressource
- la protection et la restauration des zones humides

### **Caractéristiques physiques du bassin**

Le bassin versant du Lay est caractérisé par des milieux naturels diversifiés :

- le bocage où alternent prairies, cultures et espaces forestiers linéaires et où circulent des cours d'eau drainant les coteaux présents dans ce territoire ;
- la plaine qui s'étend sur la zone d'extension d'aquifères calcaires productifs et utilisés par l'agriculture céréalière très développée sur ce secteur ;
- les marais entre plaine et mer, dissociés entre les marais desséchés sillonnés par les réseaux de canaux mais eux-mêmes peu hydromorphes et d'autre part les marais mouillés, zones d'épandage des crues, marquées par leur richesse écologique ;
- le littoral qui se caractérise d'une part par des grandes plages sableuses très touristiques et d'autre part par la baie de l'Aiguillon et le pertuis breton, zones de fortes conchyliques.

### **Caractéristiques socio-économiques du bassin**

Le périmètre du S.A.G.E. du Lay regroupe 105 communes, soit près de 170 000 habitants sur 2 195 km<sup>2</sup> (le tiers du département de la Vendée).

Si l'industrie n'est pas dominante sur le secteur, l'agriculture fait, du département, l'un des premiers au niveau national. De la même manière, le tourisme rend la Vendée le deuxième département visité en France. La conchyliculture n'est pas négligeable de part son importance patrimoniale dans la Baie de l'Aiguillon.

La ressource en A.E.P. provient à plus de 90% de ressources superficielles sur le bassin versant : des 12 barrages vendéens, 6 barrages sont sur le S.A.G.E. du Lay et 5 sont équipés en usine de potabilisation.

### **Caractéristiques institutionnelles du bassin**

La structure porteuse du S.A.G.E. est le Syndicat Mixte du Marais Poitevin, Bassin du Lay créé par arrêté préfectoral le 15 décembre 1981. Il se compose de communes du Lay aval et du Conseil Général de la Vendée.

Son objet est l'étude, la réalisation et l'entretien des nouveaux ouvrages hydrauliques d'intérêt collectif ainsi que l'amélioration des ouvrages existants que les associations de marais décideraient de lui confier.

A la demande de la C.L.E., le Comité Syndical a décidé, le 9 avril 1998, d'assurer la maîtrise d'ouvrage du S.A.G.E. du bassin du Lay en établissant un budget annexe.

Si le syndicat n'est pas présent au sein de la C.L.E., ses membres y représentent différentes collectivités. Le président, représentant une communauté de communes, est élu dans toutes les instances de la C.L.E.

### Caractéristiques juridiques :

Le S.A.G.E. du Lay, intégralement inclus en Vendée, possède un réseau hydrographique géré par la M.I.S.E. 85.

On distingue :

- le domaine privé dont la D.D.A.F. assure la police de l'eau,
- Le Domaine Public Fluvial : cette section est rayée de la nomenclature des voies navigables mais maintenue dans le domaine public,
- Le Domaine Public Maritime : cette section se trouve rayée de la nomenclature des voies navigables mais maintenue dans le domaine public. La police de l'eau est assurée par la D.D.E. sur le canal mais les bras morts, les milieux aquatiques en général sont gérés par la D.D.A.F.

- **Les zones humides et inondables**

- **Les zones humides dans le cadre du S.D.A.G.E. Loire-Bretagne**

Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion de l'Eau (S.D.A.G.E.) du Bassin Loire-Bretagne indique : « *Il nous faut protéger énergiquement (et dans certains cas restaurer ou reconstituer) les zones humides dont la haute valeur écologique et les fonctions de régulation (auto-épuration ou amortissement des variations de débit et de niveau d'eau) ont été très souvent négligées jusqu'ici.* »

Le S.D.A.G.E. préconise de nombreuses mesures notamment :

- De considérer les zones humides comme des "infrastructures naturelles" dans les politiques d'équipements, de modernisation agricole, de tourisme, de gestion de l'eau ; leurs valeurs fonctionnelles et patrimoniales sont indissociables.
- Par rapport aux zones humides et à l'agriculture, il s'agit de :
  - Susciter l'élaboration de chartes d'aménagements fonciers et agricoles, en concertation avec la profession agricole, dans le but de mettre en oeuvre la panoplie des mesures incitatives à une gestion plus respectueuse des milieux naturels aquatiques : plan de développement durable, mesures agri-environnementales, Opération Groupée d'Aménagement Foncier (O.G.A.F.), plan simple de gestion forestier, modalités de règles de gestion à inclure dans le bail environnemental prévu par la loi relative au développement des territoires ruraux.
  - Supprimer les aides publiques d'investissement aux activités et aux programmes de nature à compromettre l'équilibre biologique des zones humides.
- Concernant la conservation des zones humides, le S.D.A.G.E. demande :
  - D'interdire tous les travaux susceptibles d'altérer gravement l'équilibre hydraulique et biologique des zones humides (drainage, recalibrage du cours d'eau, conversion de prairies et cultures, etc., ...)
  - De prendre en compte les zones humides dans les documents d'urbanisme : « les zones humides (...) sont des infrastructures naturelles de l'aménagement du territoire qui doivent être prises en compte dans l'établissement des schémas directeurs pour l'organisation et l'affectation de l'espace et des Plans Locaux d'Urbanisme ».
  - Les schémas directeurs et les P.L.U. doivent prendre en compte les zones humides, notamment celles qui sont identifiées par le S.D.A.G.E. et les S.A.G.E., en édictant des dispositions appropriées pour en assurer la protection, par exemple le classement en zones N (secteur NP ou NL), assorti de mesures du type :
    - \* interdiction d'affouillement et d'exhaussement du sol,
    - \* interdiction stricte de toute nouvelle construction,
    - \* protection des boisements par classement en espace boisé.

Le S.D.A.G.E. Loire-Bretagne recommande clairement la préservation des zones humides. Il s'applique à l'ensemble du bassin versant du Lay.

## ➤ **Les zones humides et la Loi sur l'Eau**

Reconnaître une zone comme étant une zone humide, c'est se référer à la Loi sur l'Eau, et donc à l'article R 214-1 du Code de l'Environnement et à son annexe. La nomenclature indique des seuils réglementaires :

Assèchement, mise en eau, imperméabilisation, remblais de zones humides ou de marais, la zone asséchée ou mise en eau étant :

- supérieure ou égale à 1 hectare : dossier d'Autorisation et enquête publique
- de 0,1 à 1 hectare : dossier de Déclaration à la police de l'eau.

La nouvelle Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques a été approuvée le 20 Décembre 2006.

Les zones humides du bassin sont souvent des microzones qui n'entrent pas dans ce contexte, mais qui ont un réel intérêt et nécessitent d'être préservées. Le maintien de cette « mosaïque » est source de la richesse environnementale du bassin versant de la Sèvre Nantaise.

Remarque : L'arrêté du 12 Septembre 2006, relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L. 253-1 du Code Rural (cf. J.O. n° 219 du 21 Septembre 2006, Titre III) interdit l'usage de produits phytosanitaires à moins de 5 mètres au minimum des points d'eau (cours d'eau, plans d'eau, fossés et points d'eau permanents ou intermittents figurant en points, traits continus ou discontinus sur les cartes au 1/25 000 de l'Institut Géographique National.

**Le territoire de Saint-Vincent-sur-Graon est marqué par les ramifications d'un réseau hydrographique dense, affluent du Lay.**

**Ce réseau est accompagné de zones humides et inondables que le P.L.U. s'attache, dans la continuité du P.O.S., à conserver en espaces naturels "sensibles" au sein desquels les occupations du sol sont fortement restrictive (Ns et Nsm).**

**Dans le prolongement de cette démarche et afin de se conformer aux objectifs du S.A.G.E., la Municipalité procèdera à l'inventaire des zones humides.**

**Cet inventaire sera réalisé à une échelle plus large que celle du seul territoire de Saint-Vincent-sur-Graon ; la réflexion est engagée à cet égard au niveau de la Communauté de Communes.**

**Le P.P.R.I. du Lay, en cours de réalisation, constitue une première base de connaissances à exploiter lors de l'élaboration de l'inventaire des zones humides.**

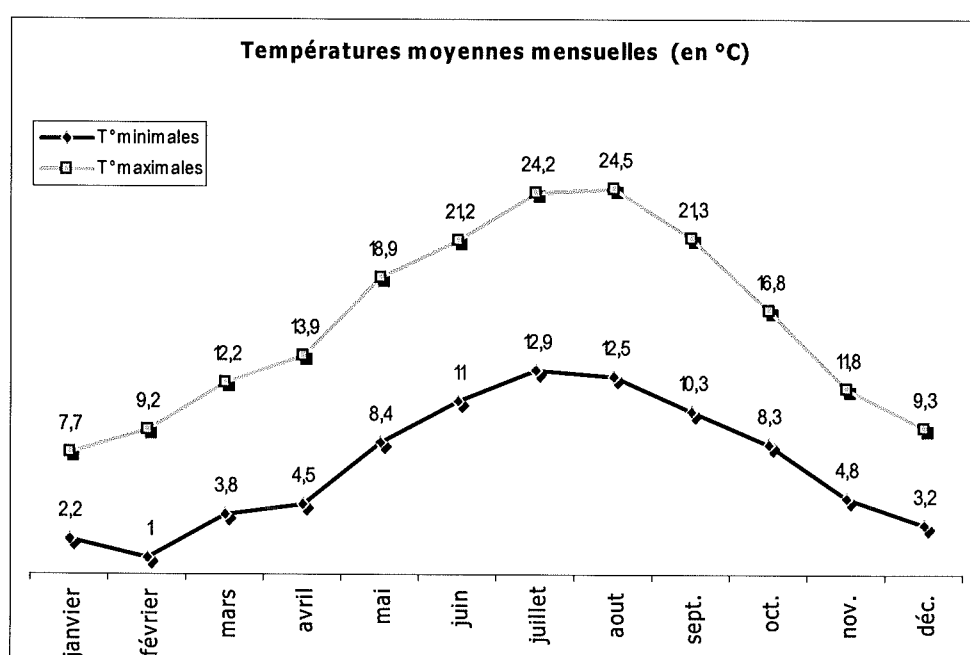


## ➤ Le contexte météorologique

### • L'insolation

De par sa situation rétro-littorale, la Commune de Saint-Vincent-sur-Graon bénéficie d'un climat océanique, marqué essentiellement par des vents d'Ouest.

Les mesures climatologiques, effectuées à la station de La Mothe-Achard (pour la période de 1951-1981), permettent de mieux appréhender les différentes catégories de ce type de climat.



Source : Météo-France

L'été est plutôt sec (de juin à août) et l'ensoleillement est élevé avec des températures supérieures à 18° (jusqu'à plus de 25°C). Les pluies sont de faibles intensités et souvent associées à des vents dominants Sud-Ouest à Ouest.

L'hiver est relativement doux (6 à 7°C en moyenne pour les mois de décembre à février).

Les températures sont tempérées par l'influence de l'océan.

- **La pluviométrie**

La pluviométrie annuelle moyenne relevée à La Mothe-Achard (commune la plus proche de Saint-Vincent-sur-Graon ayant des données météorologiques) est de 910 mm/an (moyenne sur la période de Janvier 1990 à Décembre 2001).

Selon le tableau ci-dessous, la répartition annuelle de la pluviométrie s'effectue avec un minimum de 45 mm en Juin et un maximum de 112 mm en Novembre.

Mois	Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Total
<b>P (mm)</b>	95	77	67	60	61	45	49	57	81	95	112	110	910

*Source : Météo France*

Le bilan hydrique permet de cerner l'ampleur de sécheresse pédologique en cours au prévisible.

Il se calcule en soustrayant l'Evapo-Transpiration Potentielle (E.T.P.) aux précipitations mesurées. Selon ce calcul et les données fournies par la station de La Mothe-Achard, le bilan hydrique met en évidence :

- une période estivale (de mai à septembre) présentant un bilan négatif : les sols s'assèchent, les rivières amorcent leur étiage et le niveau des nappes diminue
- une période hivernale (d'octobre à avril) présentant un bilan positif : la pluviosité est importante, les sols reconstituent leurs réserves hydriques et les nappes souterraines atteignent leur niveau des hautes eaux.

- **Rose des Vents**

Les enregistrements de la direction des vents faits par Météo-France montrent que :

- 60% des vents faibles (2 à 4 m/s) se répartissent entre les directions Ouest à Sud-Ouest et Nord-Est avec une faible dominance pour cette dernière direction
- 30% des vents de vitesse comprise entre 5 et 8 m/s (vents moyens) se répartissent en durée égale entre les directions précédentes.

Les vents forts (vitesse supérieure à 8 m/s) sont essentiellement de direction Ouest à Sud-Ouest.

## 1.2 – LE MILIEU NATUREL

Les conditions climatiques et édaphiques sont favorables aux forêts de feuillus à base de chênes. Le chêne pédonculé est l'essence feuillue spontanée la plus répandue sur le massif Armoricaïn. Ses exigences relativement souples lui permettent de supporter des situations très contrastées, tant du point de vue de la nature du sol que des conditions climatiques. Sur le territoire de la Commune de Saint-Vincent-sur-Graon, il constitue l'élément principal du bocage.

### ➤ Le bocage et la plaine

- **Le bocage**, localisé sur la partie armoricaïne de la Commune (roches cristallines) est caractérisé par une trame de haies plus ou moins lâche enserrant des parcelles cultivées ou des prairies.

Les haies jouent un rôle de brise-vent pour les cultures et les prairies, d'abri pour le bétail et la faune sauvage et de régulateur et de drain naturel par rapport aux précipitations.

Les haies du bocage sont de composition variable :

- ◇ des haies élevées, dominées par le chêne pédonculé. Parmi ceux-ci, on trouve quelques ormes et frênes. La strate arbustive est composée d'aubépines, de prunelliers, d'ajoncs d'Europe, ...
- ◇ des haies peu élevées, dominées par l'aubépine et le prunellier. Elles sont souvent impénétrables par la présence de ronces, d'ajonc et de fragonnette.

- **Les prairies et prés pacagés** occupent de vastes surfaces sur la Commune de Saint-Vincent-sur-Graon.

Les principales essences rencontrées sont les suivantes :

- la crécelle des prés
- l'ivraie vivace
- le trèfle
- le vulpin des prés
- la carotte sauvage
- le plantain majeur
- le pissenlit officinal
- la pâquerette vivace, ...

- **Les terres labourées et les champs cultivés** occupent la plus grande partie du domaine agricole. Les techniques culturales contribuent à une uniformisation des groupements d'adventices de culture, ne laissant subsister que de rares espèces messicoles (moissons) ou arvicoles (cultures sarclées). Ces espèces sont localisées sur les bords ou angles des champs cultivés et souvent en ourlet des haies bordant ces champs.

Parmi les espèces les plus répandues, on note :

- le renoncule âcre
- le géranium herbe
- la renouée des oiseaux
- le liseron des champs
- la pensée des champs, ...

L'intérêt faunistique, par opposition à la richesse du marais, la flore du bocage et de la plaine paraît fortement banalisée.

L'abondance et la variété des oiseaux qui sont observés dans ces milieux sont à mettre en relation avec la présence des haies bordant les parcelles.

Les oiseaux trouvent dans les haies un milieu propice à leur alimentation, leur repos et leur nidification.

Les haies sont fréquentées par un grand nombre de passereaux :

- fauvettes grisettes
- chardonnerets
- rouge-gorges
- verdiers
- grives et merles, ...

Lorsque le chêne est bien représenté dans la haie, on y trouve aussi serins, tourterelles des bois, pies, coucous, pics-verts, ...

Dans la plaine, cultivée ou en prairie, l'intérêt avifaunistique est plus limité. Celle-ci accueille des oiseaux des milieux ouverts. Les espèces dominantes sont :

- le moineau domestique
- l'étourneau
- la corneille, ...

Les prairies hébergent par ailleurs un grand nombre de micro-mammifères (campagnols, mulots, ...)

- **Les boisements**, notamment le Bois de la Barre, le Bois de la Coussotte, le Bois de Talmont et les zones boisées des bords des thalwegs rassemblent une avifaune très diversifiée.

La richesse est fonction de la nature des peuplements :

- tourterelle des bois
- geai des chênes
- rossignol
- milan noir
- épervier
- faucon crécelle, ...

La présence du chevreuil et du sanglier est notée dans ces bois.

## ➤ Les marais

- **Le marais**, dans la partie Sud de la Commune représente un vaste ensemble de secteurs inondables de la Vallée du Lay. On trouve de grandes prairies humides bordées de canaux et de fossés. Ce site, géré par le pâturage et la fauche, a conservé une grande valeur biocénotique. Le marais présente les groupements végétaux habituels des milieux humides rassemblant une végétation adaptée aux différents degrés d'humidité.

Plusieurs espèces protégées au plan national y sont représentées.

Les fonds humides des vallons sont marqués par des prairies où se mêlent :

- le lotier des marais
- la menthe aquatique
- le jonc glauque
- la renoncule flammette
- l'iris bâtard, ...

L'intérêt faunistique de la Commune est surtout concentré dans la zone de marais (le Grand Marais de Marigny, le Maréchal) qui offre une grande diversité pour l'habitat et une zone de halte-migratoire et d'hivernage pour l'avifaune.

Outre le héron cendré, de nombreuses espèces de canards et de passereaux (en période de nidification) sont présents sur le site :

- courlis cendré
- bécasseau combattant
- barge à queue noire, ...

Les grenouilles (verte et agile) et la reinette sont très abondantes.

## ➤ **Le site Natura 2000**

### • **Les protections réglementaires : Site Natura 2000**

« Considérant que le but principal de la présente directive étant de favoriser le maintien de la biodiversité, tout en tenant compte des exigences économiques, sociales, culturelles et régionales, elle contribue à l'objectif général d'un développement durable ;

Considérant que le maintien de cette biodiversité peut, dans certains cas, requérir le maintien, voire l'encouragement, d'activités humaines ;

Considérant que, sur le territoire européen des États membres, les habitats naturels ne cessent de se dégrader et qu'un nombre croissant d'espèces sauvages sont gravement menacées ;

Etant donné que les habitats et espèces menacés font partie du patrimoine naturel de la Communauté et que les menaces pesant sur ceux-ci sont souvent de nature transfrontalière ;

Il est nécessaire de prendre des mesures au niveau communautaire en vue de les conserver »

(extrait de la directive « Habitats », mai 1992).

### **QU'EST CE QU'UN SITE NATURA 2000 ?**

**Natura 2000 a pour objectif de préserver la diversité biologique en Europe** en assurant la protection d'habitats naturels exceptionnels en tant que tels ou en ce qu'ils sont nécessaires à la conservation d'espèces animales ou végétales. Les habitats et espèces concernées sont mentionnées dans les directives européennes « Oiseaux » et « Habitats ».

**Natura 2000 vise à construire un réseau européen des espaces naturels les plus importants.**

Ce réseau rassemble :

- **Les zones de protections spéciales ou ZPS** relevant de la directive « Oiseaux » ;
- **Les zones spéciales de conservation ou ZSC** relevant de la directive « Habitats ».

**La mise en place d'un site Natura 2000 se décompose en trois volets :**

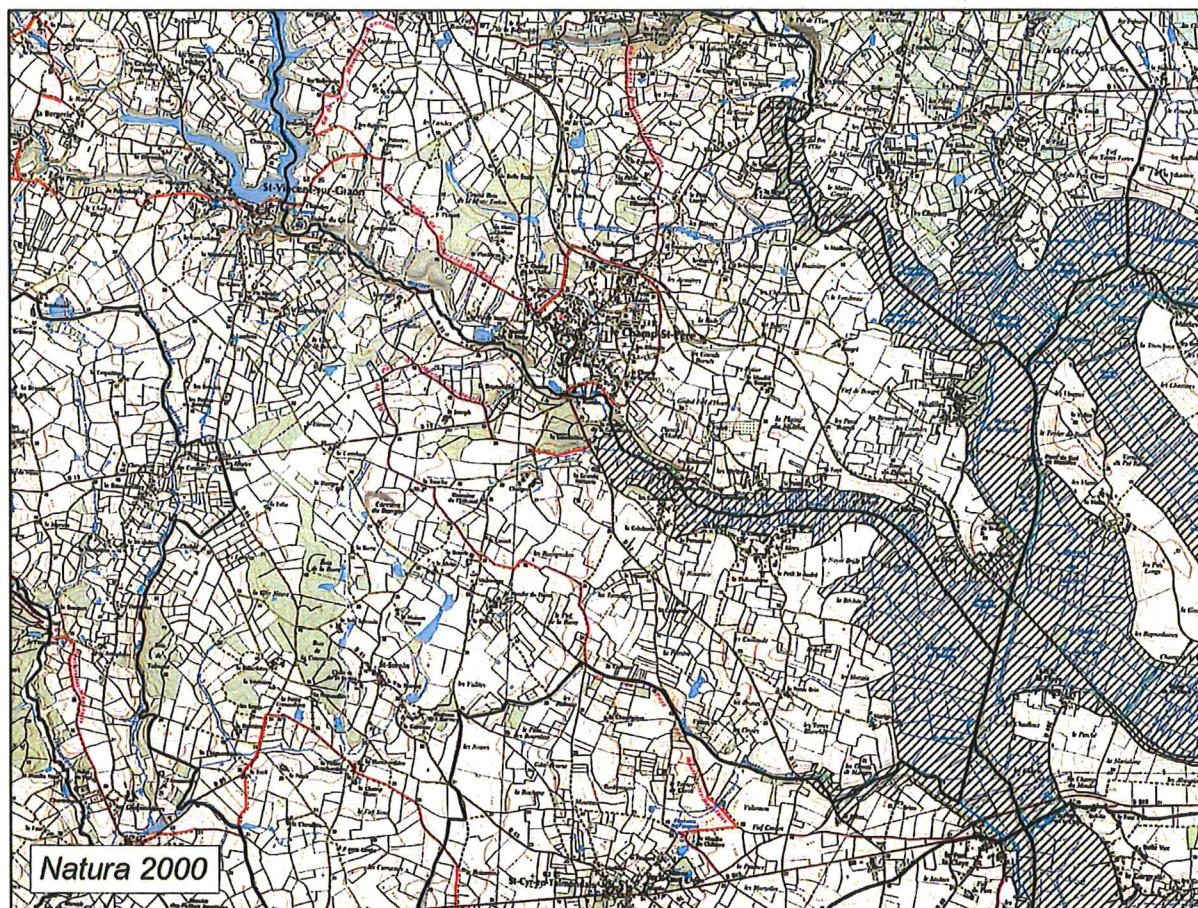
- **La désignation du site** est établie par un arrêté ministériel après une consultation locale.
- **Un document d'objectifs** organise, pour chaque site, la gestion courante.
- **Les projets d'aménagement** susceptibles de porter atteinte à un site Natura 2000 doivent faire l'objet d'un volet complémentaire d'analyse préalable et appropriée des incidences.

L'intégration d'un espace naturel à ce réseau fait l'objet d'une **désignation** précédée d'une phase d'inventaire : l'inventaire des zones importantes pour la conservation des oiseaux (ZICO) conduit à la désignation des ZPS, l'inventaire puis la proposition de sites d'importance communautaire (SIC) conduit à la désignation des ZSC.

A terme, **la Région des Pays de la Loire comportera une soixantaine de sites Natura 2000** (prévision de 18 ZPS et 40 ZSC), concernant une quarantaine de sites naturels différents, certains faisant l'objet de l'application à la fois de la Directive « Oiseaux » et de la Directive « Habitats ».



A Saint Vincent sur Graon, c'est l'extrémité Est du territoire communal qui fait partie du site « **NATURA 2000** » du **Marais Poitevin et de la Baie de l'Aiguillon**. Il s'agit du Grand Marais de Marigny (inclus dans la plus vaste entité du marais de la Bretonnière) et de la vallée du Graon, dans sa partie aval; ces deux espaces constituent le champ d'expansion naturel des crues du Lays et du Graon



La source "de référence" en matière de patrimoine naturel qui dresse un diagnostic très précis et très documenté des différentes entités naturelles qui constituent le vaste complexe écologique du Marais Poitevin est "le document d'objectifs Natura 2000 du Marais Poitevin" édité en Décembre 2003, à l'initiative du dispositif Européen "Natura 2000", des préfectures et D.I.R.E.N. des Régions Pays de la Loire et Poitou Charente et du Parc Interrégional du Marais Poitevin.

Ce document, très complet, dresse un diagnostic et un inventaire des données socio-économiques et biologiques ; il décrit la richesse écologique des différentes entités et identifie les enjeux en matière de préservation des espèces animales et végétales et des systèmes. Enfin, il développe un volet action qui constitue l'élément opérationnel du document qui :

*« définit le cadre technique et juridique des contrats à passer avec les "titulaires de droits réels et personnels" du site et le contexte d'application des mesures réglementaires existantes ou à créer ; il programme les études et les actions à mener dans les six années qui viennent, pour parfaire la connaissance et le suivi des milieux naturels et restaurer ou améliorer les richesses et les fonctionnalités écologiques du territoire.*

En France, la gestion courante du patrimoine naturel justifiant la création de ces sites résulte d'**une démarche contractuelle** : c'est la démarche du document d'objectifs.

La mise en oeuvre des actions de gestion découlant du document d'objectifs est le fruit d'accords passés entre l'Etat et les gestionnaires du territoire comme les agriculteurs, les forestiers, les communes... Cette gestion qui porte sur des centaines de milliers d'hectares en France ne consiste pas à ajouter un dispositif d'interdictions. Pour atteindre les objectifs de Natura 2000, il s'agit de concilier, dans chaque site, la conservation des habitats naturels et les activités socio-économiques. Ainsi Natura 2000 contribue au soutien des activités locales et aux projets territoriaux tout en s'inscrivant dans un contexte de développement durable.

Les projets d'aménagements susceptibles d'avoir un effet sur un site Natura 2000 restent instruits selon les procédures classiques. Cependant certaines de ces procédures (incidence loi sur l'eau, étude ou notice d'impact, site classé...) prévoient que les projets doivent contenir **un volet d'analyse préalable et appropriée des incidences** sur Natura 2000. Cela permet à l'Etat, avant de statuer, d'évaluer précisément l'impact du projet et de s'assurer que la conservation du site n'est pas menacée. Une circulaire va venir préciser l'application du dispositif de l'analyse préalable et appropriée des incidences issu du décret du 20/12/2001 relatif à la gestion des sites Natura 2000.

## **NATURA 2000 ET DOCUMENTS D'URBANISME**

Bien qu'un site Natura 2000 n'entraîne ni servitude d'utilité publique ni interdiction particulière (rien n'y est interdit à priori), **des précautions doivent être prises afin de préserver les milieux** pour lesquels il a été désigné.

De façon générale, **il est souhaitable qu'un site Natura 2000 fasse l'objet d'un zonage et d'un règlement appropriés** (zone naturelle ou agricole) afin de maintenir la nature et la qualité des milieux. C'est d'ailleurs au travers du PADD établi lors de l'élaboration ou de la révision d'un document d'urbanisme, que cette cohérence doit être démontrée.

Il est donc prudent, au moment de l'élaboration d'un document d'urbanisme, de **s'assurer de la compatibilité entre la vocation d'aménagement attribuée à un secteur et la conservation du patrimoine naturel visé par Natura 2000**. Cela peut aller jusqu'à la réalisation d'une étude spécifique d'incidence portant sur tout ou partie de la zone Natura 2000 concernée afin d'appréhender la faisabilité du ou des types d'aménagements envisagés. Ensuite, au moment de la réalisation du projet définitif, le volet « incidence Natura 2000 » obligatoire permettra d'évaluer précisément l'impact du projet sur lequel l'Etat statuera.

**La DIREN veille à la prise en compte des sites Natura 2000 dans les documents d'urbanisme.**



*Dans l'esprit qui préside à la constitution du réseau Natura 2000, il met en place les conditions de la gestion durable des richesses naturelles par les activités socio-économiques du territoire maraîchin et tout particulièrement par une agriculture dynamique, sur laquelle doit reposer le maintien et l'extension du maillage des prairies. Un tel résultat sera obtenu grâce à une complémentarité optimale entre cultures et élevage, à un bon niveau d'entretien et de gestion des réseaux hydrauliques et à une lutte active contre la déprise et l'enfrichement »*

(Extrait page 84 du doc. d'objectif Natura 2000-2003)

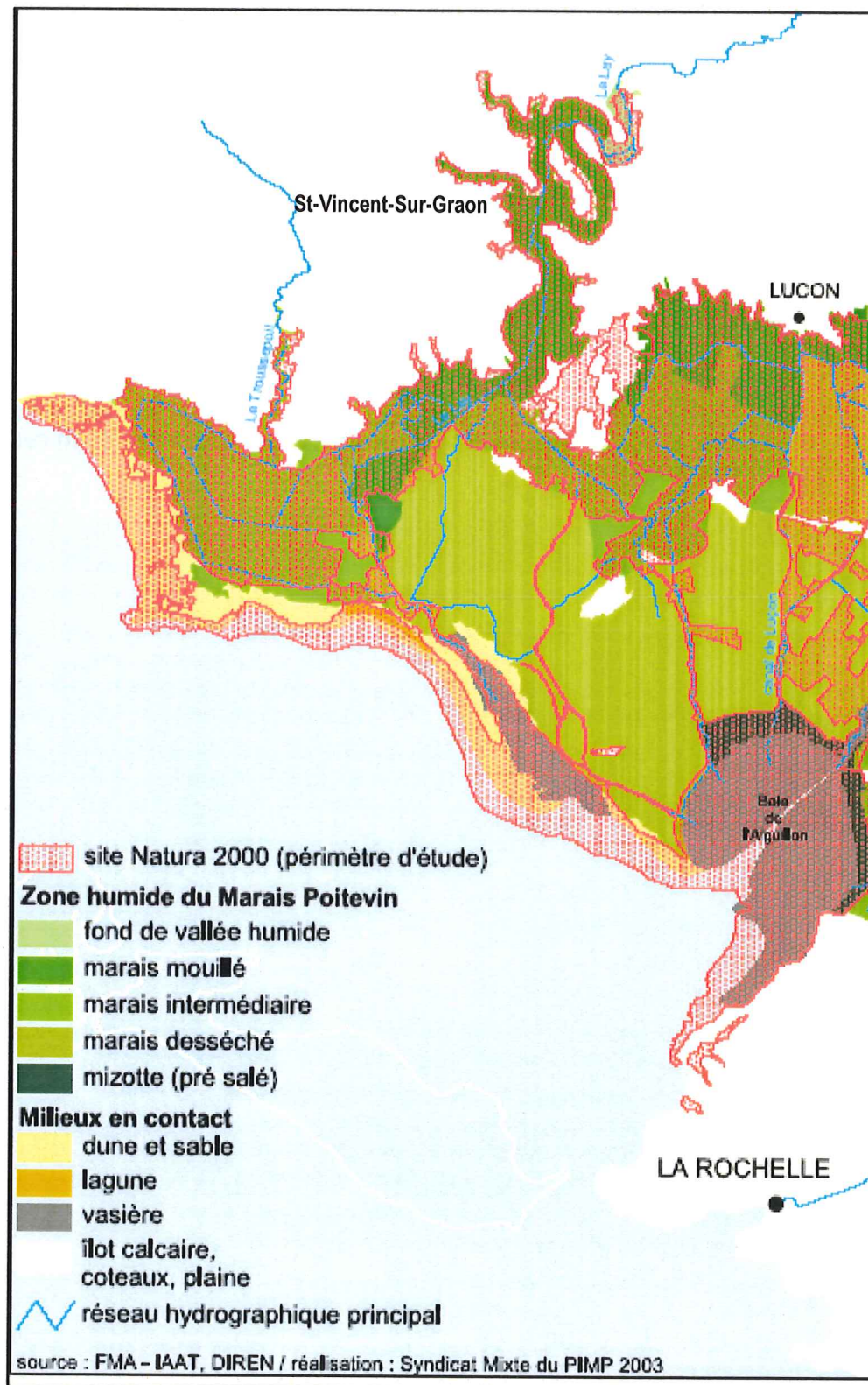
Parmi les six entités qui, sur l'ensemble du Marais Poitevin sont recensés comme abritant les espèces et les habitats d'intérêt communautaire présents sur le site Natura 2000, le territoire de Saint-Vincent-Sur-Graon est concerné par « **les marais ouverts desséchés, intermédiaires et mouillés** ».

Les éléments présentés dans les pages suivantes, sous forme de description et de cartographies sont issues du document d'objectifs Natura 2000 du Marais Poitevin.

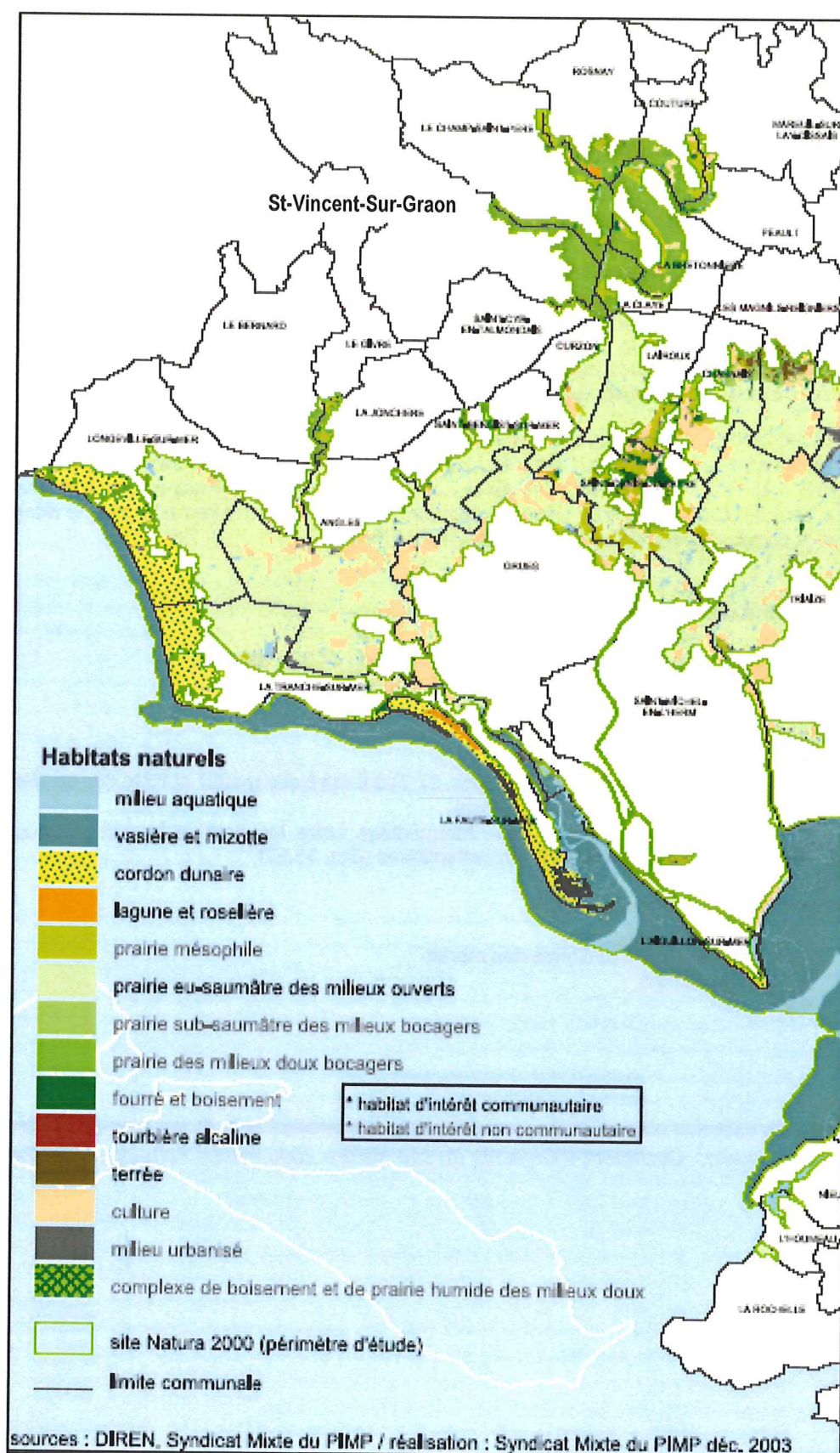
Sans prétendre être exhaustif, ces éléments visent à appréhender de façon globale, le contexte écologique "sensible" de la partie sud-est du territoire communal et d'en comprendre les enjeux, ce afin que le document d'urbanisme soit établi en cohérence et en compatibilité avec les objectifs Natura 2000.

## Typologie de la zone humide du Marais Poitevin et site Natura 2000

(extrait de la cartographie, page 18 du document d'objectifs Natura 2000)



# Habitats naturels (Inventaire de terrain réalisé de 2001 à 2002) (extrait de la cartographie, page 43 du document d'objectifs Natura 2000)





### III.3 MARAIS MOUILLES BOCAGERS ET VALLEES

Les marais mouillés et intermédiaires bocagers présentent un ensemble de parcelles de petite taille quadrillées par un maillage hydraulique dense bordé d'alignements de frênes têtards, de peupliers et d'aulnes ; localement, sur les sols plus drainants et moins inondés, des essences de haies vives se maintiennent. Le parcellaire se partage traditionnellement entre les prairies destinées à l'élevage, les cultures maraîchères (appelées « mottes ») et les terrées pour le bois de chauffage. Face à la déprise agricole que rencontre l'élevage depuis 25 ans et l'intensification des pratiques agricoles, les marais mouillés se cultivent et des peupleraies en plein se plantent pour valoriser les parcelles abandonnées.

Les vallées qui drainent le bassin versant du Marais Poitevin sont intégrées dans leur partie aval au site du Marais Poitevin. Leur rôle hydraulique dans l'alimentation en eau du marais est essentiel. Les fonds de vallées inondables sont traditionnellement occupés par des prairies (vallée du Lay, Curé, amont de l'Autize, Vendée) bien que des cultures telle que le maïs ou encore la populiculture y trouvent aujourd'hui leur place.

#### *Habitats d'intérêt communautaire :*

- ♦ « Forêts alluviales d'aulnes et de frênes » (Cor. 44.33) : terrées
- ♦ « Mégaphorbiaies eutrophes » (Cor.37.7 et 37.1)

#### *Habitats d'espèces :*

- ♦ « Prairies humides eutrophes » (Cor. 37.2) à Cuivré des marais et Râle des genêts
- ♦ Alignements d'arbres et peupleraies
- ♦ Prairies subsaumâtres : milieu intermédiaire entre les prairies humides eutrophes (Cor. 37.2) et les prés salés thermoatlantiques (Cor. 15.52)

#### *Espèces d'intérêt communautaire :*

- ♦ Rosalie des Alpes et Cuivré des marais
- ♦ Râle des genêts
- ♦ Hérons

*Source: Document d'Objectifs du site Natura 2000 Marais Poitevin, décembre 2003*

## Prairies humides eutrophes

Habitat d'espèces qui accueille des espèces d'intérêt communautaire

### Définition, localisation :



**Marais mouillé oriental**



**Vallée du Lay**

### 1- Prairies mésohygrophiles :

L'ensemble des prairies mésohygrophiles, soit « moyennement » humides, sur substrat doux correspond à la catégorie des « prairies humides eutrophes » de la nomenclature Corine-Biotope (Cor. 37.2).

Plusieurs distinctions d'associations peuvent être précisées en fonction de la localisation géographique :

#### → Pelouses inondées à *Agrostide* et *Fétuque faux-roseau* (Cor. 37.242)

Cette typologie de prairies correspond aux prairies mésohygrophiles pâturées rencontrées dans le marais mouillé doux oriental (Venise verte) et la vallée de l'Autize.

Espèces caractéristiques : *Festuca arundinacea*, *Agrostis stolonifera*, *Ranunculus repens*, *Oenanthe silaifolia*, *Alopecurus pratensis*, *Cardamine pratensis*, *Poa trivialis*, *Oenanthe media*, *Senecio aquaticus*, *Rumex crispus*, *Bromus racemosus*, *Carex hirta*, *Carex disticha*.

#### → Prairies humides atlantiques et subatlantiques (Cor. 37.21)

Phytosociologie : Alliance du *Bromion racemosi*,

Ces prairies se rencontrent à l'ouest du Marais Poitevin en marais doux et à partir, d'est en ouest, des communes de Maillé et Damvix.

Deux associations sont distinguées. La première correspond aux prairies mésohygrophiles fauchées des vallées du Lay et de la Vendée. La deuxième correspond aux prairies pâturées du mésohygrophile supérieur en zone de marais.

#### - Association du *Senecio aquatici-Oenanthetum mediae* = prairies fauchées, mésohygrophiles

Localisation : vallée de la Vendée, vallée du Lay

Espèces caractéristiques : *Hordeum secalinum*, *Agrostis stolonifera*, *Ranunculus repens*, *Oenanthe silaifolia*, *Alopecurus pratensis*, *Cardamine pratensis*, *Poa trivialis*, *Oenanthe media*, *Orchis laxiflora*, *Fritillaria meleagris*, *Senecio aquaticus*, *Lychnis flos-cuculi*, *Trifolium fragiferum*, *Rumex crispus*, *Gaudinia fragilis*, *Bromus racemosus*, *Carex hirta*

#### - Association de l'*Hordeo secalini-lolietum perennis* = prairies pâturées, mésohygrophile supérieur

Localisation : marais doux à sub-saumâtres à l'ouest de la Venise verte.

Espèces : *Hordeum secalinum*, *Agrostis stolonifera*, *Ranunculus repens*, *Trifolium fragiferum*, *Rumex crispus*, *Gaudinia fragilis*, *Bromus racemosus*, *Festuca arundinacea*.

### 2- Prairies hygrophiles :

Ces prairies très humides, longtemps en eau, se situent en marais mouillé et dans les fonds de vallée comme dans la vallée du Lay. Dans la cartographie, elles sont appelées « prairies hygrophiles des systèmes doux ». Quatre groupements floristiques sont identifiés :

#### → Alliance du *Glycerio fluitantis-Sparganium neglecti* (Cor. 53.4)

Source: Document d'Objectifs du site Natura 2000 Marais Poitevin, décembre 2003



## La Rosalie des Alpes (*Rosalia alpina*)

### Définition, localisation :



Code EU : 1087

Insecte de l'ordre des coléoptères et de la famille des Cérambycides.

Directive Habitats : annexes II et IV, espèce prioritaire

Convention de Berne : annexe II

Protection mondiale : « vulnérable »

Protection nationale : « vulnérable »

De couleur bleue, ce grand coléoptère de 15 à 38 mm est l'un des plus spectaculaires d'Europe. La larve, au thorax très large est blanche.

Son cycle de vie s'étend sur 2 ou 3 ans. La larve xylophage, se nourrit de bois morts ou dépérissant. C'est pourquoi les adultes se retrouvent dans les boisements et alignements d'arbres des bocages et ripisylves.

Son aire de répartition s'étend de l'Espagne à l'Asie mineure. Surtout présente en altitude, les populations sont aussi observées en plaine, particulièrement dans l'ouest de la France (vallée de la Loire et Marais Poitevin). Les populations sont en régression, dans la partie nord de son aire de répartition.

La Rosalie des Alpes est apparue dans le Marais Poitevin dans le secteur de la Venise Verte au début du XX<sup>ème</sup> (Gelin, 1904). Elle fut probablement introduite par le transport de bois en provenance du Massif Central et du sud-est de la France. Considérée comme rare et localisée au moment de sa découverte, la Rosalie est aujourd'hui en expansion ; on la rencontre dans la plupart des boisements humides du Marais Poitevin mais également dans les zones bocagères des coteaux calcaires et les grands massifs forestiers de Vendée, des Deux-Sèvres et des Charentes.

Dans le marais, l'espèce est surtout liée au frêne. Son milieu de prédilection semble être la « terrée », plantation de frênes traités en têtards (*Fraxinus excelsior* et *Fraxinus oxyphylla*) et le bocage des marais mouillés à savoir les alignements de frênes têtards.

## Le Râle des genêts (*Crex crex*)

### Définition, localisation :



Oiseau de la famille des Rallidés.

Directive Oiseaux : annexe I

Protection nationale

Le Râle des genêts est un oiseau migrateur de 27 à 30 cm de long qui se reproduit en Europe au printemps et repart à l'automne en zones d'hivernage en Afrique de l'Est. Son habitat est principalement les prairies humides de fauche où il constitue son nid à même le sol. Il peut également nicher dans des jachères.

Cet oiseau est en diminution en France du fait de la régression de son habitat (disparition des prairies humides) et des modifications de gestion (mécanisation et avancement des dates de fauche).

Dans le Marais Poitevin, seule une dizaine de couples se maintient, répartie entre les vallées du Curé, la Lay et les marais des communes du Mazeau, de Sansais, du Vanneau et de la Grève-sur-Mignon. Les couples arrivent au mieux à la fin du mois d'avril et repartent au plus tard courant septembre.

### Enjeux de conservation et menaces :

Dans le Marais Poitevin, l'objectif général est la protection des milieux de nidification sur les secteurs où les noyaux de population existent encore. Cette protection se décline en plusieurs enjeux :

- le maintien des prairies de fauche
- des dates de fauche ou de broyage retardées sur les prairies et jachères fréquentées grâce à la mise en place de contrats agri-environnementaux adaptés
- le suivi des populations pour orienter et cibler géographiquement les actions d'animation

Source: Document d'Objectifs du site Natura 2000 Marais Poitevin, décembre 2003

Le document d'objectifs Natura 2000, dresse un diagnostic, définit les enjeux centraux pour chaque type de milieu qui, enfin se déclinent sous forme de fiches d'action élaborées en concertation avec les acteurs concernés. Ses fiches actions contiennent des cahiers des charges opérationnels (mesures agri-environnementales) ou à l'état de projet.

Le secteur Natura 2000 situé sur le territoire de St-Vincent-Sur-Graon entre dans le cadre des actions définies pour « **les marais mouillés et vallées humides** » :

**Enjeu :** Maintien du maillage caractéristique composé de prairies et boisements avec un parcellaire dense bordé de frênes et peupliers et quadrillé par un réseau hydraulique indispensable à la fonction de réceptacle des crues des marais mouillés. Lutte contre la friche et la fermeture de l'espace.

Objectifs	Actions
Soutien à l'élevage et reconversion de friches et cultures en prairies	► 1, 2
Entretien et restauration du réseau hydraulique tertiaire	► 4
Soutien au PARM (Plan d'aménagement et de restauration des marais mouillés)	► 43
Gestion des mégaphorbiaies remarquables	► 11
Maintien et entretien des alignements d'arbres	► 20
Gestion et conservation des terrées	► 18
Gestion des tourbières et trous de bris	► 15
Gestion des peupleraies en plein	► 19
Actions en faveur du Rôle des genêts	► 28
Protection des Hérons	► 32
Etude hydrogéologique des marais mouillés	► 45

*Source: Document d'Objectifs du site Natura 2000 Marais Poitevin, décembre 2003*

## ➤ Les Z.N.I.E.F.F.

### • Les inventaires

« Les espaces, ressources et milieux naturels [ ...] , les espèces animales et végétales, la diversité et les équilibres biologiques auxquels ils participent font partie du patrimoine commun de la nation. Leur protection, leur mise en valeur, leur restauration, leur remise en état et leur gestion sont d'intérêt général et concourent à l'objectif de développement durable qui vise à satisfaire les besoins de développement et la santé des générations présentes sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs » (article L.110-1 du code de l'Environnement).

## QU'EST-CE QU'UN INVENTAIRE, QU'EST-CE QU'UNE Z.N.I.E.F.F. ?

**L'inventaire des Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique floristique et faunistique (ZNIEFF) a été initié en 1982 par le ministère de l'environnement**, puis précisé par la circulaire n°91.71 du 14 mai 1991. Ensuite, la loi "Paysage" du 8 janvier 1993 est venue donner une assise réglementaire aux Z.N.I.E.F.F. en prévoyant que l'Etat peut décider l'élaboration d'inventaires locaux et régionaux du patrimoine faunistique et floristique. La loi du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité est venue confirmer cet objectif, en officialisant la constitution par l'Etat d'un inventaire du patrimoine naturel sur l'ensemble du territoire national.

**Les inventaires constituent le fondement de la connaissance.** «Pour conduire une politique de développement durable, la connaissance du patrimoine naturel et paysager est un préalable indispensable» (dans «Patrimoine naturel, les chiffres 2003, connaître, protéger, gérer» MEDD). Les inventaires sont nécessaires à la mise en oeuvre des politiques de conservation de la nature. Ils sont réalisés sous la responsabilité scientifique du Muséum National d'Histoire Naturelle avec l'aide de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage, des 8 conservatoires botaniques nationaux et du réseau associatif. Les collectivités territoriales sont informées de cette élaboration.

**Une Z.N.I.E.F.F. est l'identification scientifique d'un secteur du territoire national** particulièrement intéressant sur le plan écologique. L'ensemble de ces secteurs constitue l'inventaire des espaces naturels exceptionnels ou représentatifs du patrimoine naturel évoqué ci-dessus. On distingue deux types Z.N.I.E.F.F. :

- **les Z.N.I.E.F.F. de type 1** recensent les secteurs de très grande richesse patrimoniale (milieux rares ou très représentatifs, espèces protégées ...) et sont souvent de superficie limitée.

- **les Z.N.I.E.F.F. de type 2** définissent les ensembles naturels homogènes dont la richesse écologique est remarquable. Elles sont souvent de superficie assez importante et peuvent intégrer des Z.N.I.E.F.F. de type 1.

**En France, 15 000 Z.N.I.E.F.F. ont été inventoriées dont 850 en Pays de la Loire.** L'actualisation de l'inventaire des Z.N.I.E.F.F. des Pays de la Loire a été validé par le Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel (C.S.R.P.N.).



La Commune de Saint-Vincent-sur-Graon est concernée par plusieurs Z.N.I.E.F.F. de types 1 et 2.

### ① **Marais Dulicole de la Bretonnière et ses coteaux**

***Zone naturelle d'intérêt écologique faunistique et floristique (ZNIEFF)***

**Numéro régional: 50550001 Type: 1**

Nom de la zone: **MARAIS DULCICOLE DE LA BRETONNIERE ET SES COTEAUX**

Année de description: **1993** Année de mise à jour: **1998**

Altitude: **24** Surface: **1539**

Commentaire général:

TYPE DE MILIEU :

Vallée fluviale à prairies humides dominantes, zones bocagères et marais ouverts. Réseau aquatique composite et dense.

NOMENCLATURE PHYTOSOCIOLOGIQUE :

Alnetea glutinosa, Agrostienea stoloniferae, Potametea lemnetea, Phragmitetea, Querco-Fagetea, Prunetalia, Brometalia.

ETAGE ET SERIE DE VEGETATION (La Rochelle 44) :

Série de l'aulne, prairies humides, série des eaux douces et du bord des eaux, série du chêne pédonculé et du chêne pubescent.

INTERET :

Vaste ensemble composite de marais inondables de la vallée du Lay avec marais bocagers et semi-bocagers et grands marais ouverts. Prairies humides dulcicoles sur argiles marines et enclavées au sein de coteaux calcaires. Zones humides étroitement liées sur le plan fonctionnel (hydraulique, faunistique) au marais Poitevin.

Intérêt botanique : Très grande richesse floristique et diversité des groupements végétaux. Présence de nombreuses espèces protégées au plan national (*Gratiola officinalis*, *Damasodium stellatum*, *Pullicaria vulgaris*, *Ranunculus ophioglossifolius*) et régional (+5sp).

TYPE DE MILIEU :

Vallée fluviale à prairies humides dominantes, zones bocagères et marais ouverts. Réseau aquatique composite et dense.

NOMENCLATURE PHYTOSOCIOLOGIQUE :

Alnetea glutinosa, Agrostienea stoloniferae, Potametea lemnetea, Phragmitetea, Querco-Fagetea, Prunetalia, Brometalia.

ETAGE ET SERIE DE VEGETATION (La Rochelle 44) : Série de l'aulne, prairies humides, série des eaux douces et du bord des eaux, série du chêne pédonculé et du chêne pubescent.

### **Références réglementaires**

- Circulaire n° 91.71 du 14 mai 1991 du Ministère de l'Environnement
- Article 23 de la loi n° 93-24 du 8 janvier 1993 dite loi paysage ;
- Article 109 de la loi du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité modifiant le code de l'environnement.

## **Z.N.I.E.F.F. ET DOCUMENTS D'URBANISME**

**Le préfet doit porter à la connaissance** de la commune ou de l'établissement public compétent, toutes les informations utiles contenues dans les inventaires et nécessaires à l'élaboration des documents d'urbanisme.

**Le zonage et le règlement des P.L.U.** doivent s'efforcer d'être compatibles avec les ZNIEFF, particulièrement celles de type 1. Le classement en zone N (anciennement ND) est souvent le plus approprié.

**La D.I.R.E.N. veille à la prise en compte des Z.N.I.E.F.F.** dans les documents d'urbanisme.

### **Le statut juridique des Z.N.I.E.F.F.**

Il a été précisé par réponse ministérielle à une question écrite (JOAN du 28 décembre 1992, p. 5842) : "L'inventaire des Z.N.I.E.F.F. résulte d'un travail scientifique qui consiste à localiser et à décrire les secteurs du territoire national particulièrement intéressants sur le plan écologique. Il s'agit, avant tout, d'un outil de connaissance. Il n'a donc, en lui-même, pas de valeur juridique directe".

Cependant, **les Z.N.I.E.F.F. peuvent avoir une valeur juridique indirecte.** En effet, l'inventaire étant destiné à éclairer les décisions publiques et privées, la Z.N.I.E.F.F. peut constituer dans certains cas, un indice pour le juge administratif lorsqu'il doit apprécier la légalité d'un acte administratif en regard de dispositions législatives et réglementaires protectrices des espaces naturels.

**La non prise en compte d'une Z.N.I.E.F.F. peut être considérée comme une erreur manifeste d'appréciation** par le juge, dans l'exercice de son contrôle des procédures administratives, en matière d'urbanisme, d'aménagement, d'autorisations diverses ... Par exemple, dans le cas des «porter à connaissance», les préfets indiquent aux communes les éléments qu'elles doivent prendre en compte dans les documents d'urbanisme. La présence d'une ou plusieurs Z.N.I.E.F.F. sur le territoire d'une commune doit être mentionnée à cette occasion.

## INTERET :

Vaste ensemble composite de marais inondables de la vallée du Lay avec marais bocagers et semi-bocagers et grands marais ouverts. Prairies humides dulcicoles sur argiles marines et enclavées au sein de coteaux calcaires. Zones humides étroitement liées sur le plan fonctionnel (hydraulique, faunistique) au marais Poitevin.

Intérêt botanique : Très grande richesse floristique et diversité des groupements végétaux. Présence de nombreuses espèces protégées au plan national (*Gratiola officinalis*, *Damasodium stellatum*, *Pulicaria vulgaris*, *Ranunculus ophioglossifolius*) et régional (+5sp).

## ZONE NATURELLE D'INTÉRÊT ÉCOLOGIQUE FAUNISTIQUE ET FLORISTIQUE

N° Régional : 50550001

Nom de la zone : MARAIS DULCICOLE DE LA BRETONNIERE ET SES COTEAUX

Type : 1





## ② Bocage à chêne tauzin entre les Sables d'Olonne et La Roche-sur-Yon

**Zone naturelle d'intérêt écologique faunistique et floristique (ZNIEFF)**

**Numéro régional: 5009 Type: 2**

Nom de la zone: **BOCAGE A CHENE TAUZIN ENTRE LES SABLES D'OLONNE ET LA ROCHE-SUR-YON**

Année de description: **1989** Année de mise à jour: **1998**

Altitude: **35 81** Surface: **33230**

Commentaire général:

**TYPE DE MILIEU :**

Bocage avec petits bois, plans d'eau, vallons, nombreux éléments de landes sur les talus. Nombreux reboisements de pins maritimes.

**ETAGE ET SERIE DE VEGETATION (Nantes 37) :**

Série du chêne pédonculé, série du chêne tauzin, landes et pelouses des séries atlantiques.

**INTERET :**

Zone bocagère typique où le chêne tauzin, assez abondant par places, est accompagné sur les talus de landes méso-philés typiques à bruyère ciliée, potentille des montagnes, asphodèle, etc., ... Présence par places d'un peu de chêne vert.

Parties intéressantes à mieux prospecter et à délimiter avec précision (la limite proposée correspond à un vaste périmètre dont diverses parties sont probablement à exclure).

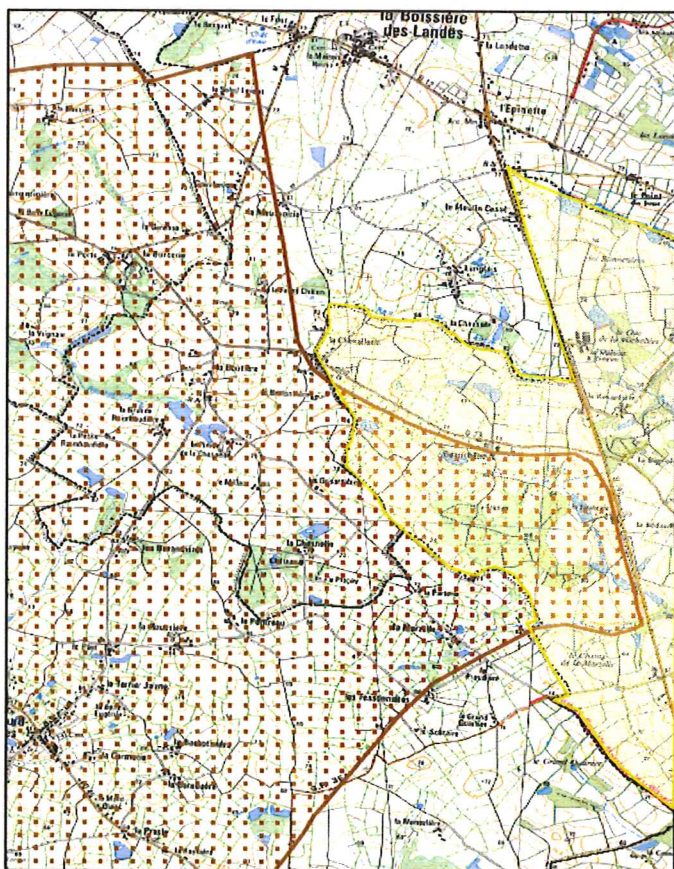
Présence d'une plante protégée sur le plan régional (*Ornithopus ebracteatus*)

Près du lac du Jaunay et sans doute ailleurs.

Des monuments mégalithiques près d'Avrillé.

Intérêt ornithologique : Zone de stationnement migratoire du courlis corlieu en Avril-Mai (jusqu'à 10 000 individus observés simultanément).

Intérêt mammalogique : Présence de la loutre d'Europe. Cette zone constitue un secteur de transition indispensable entre les peuplements du marais Breton et du marais Poitevin.



**POTENTIALITES BIOLOGIQUES DE LA ZONE :**

Intérêt herpétologique et batracologique des étangs à préciser.



### ③ Vallée du Graon et bois près de Champ Saint Père

**Zone naturelle d'intérêt écologilologique faunistique et floristique (ZNIEFF)**

**Numéro régional: 5043 Type: 2**

Nom de la zone: **VALLEE DU GRAON ET BOIS PRES DE CHAMPSAINT-PERE**

Année de description: **1900** Année de mise à jour: **1998**

Altitude: **11 61** Surface: **349.9**

Commentaire général:

TYPE DE MILIEU :

Vallée, bois, plans d'eau, bocage.

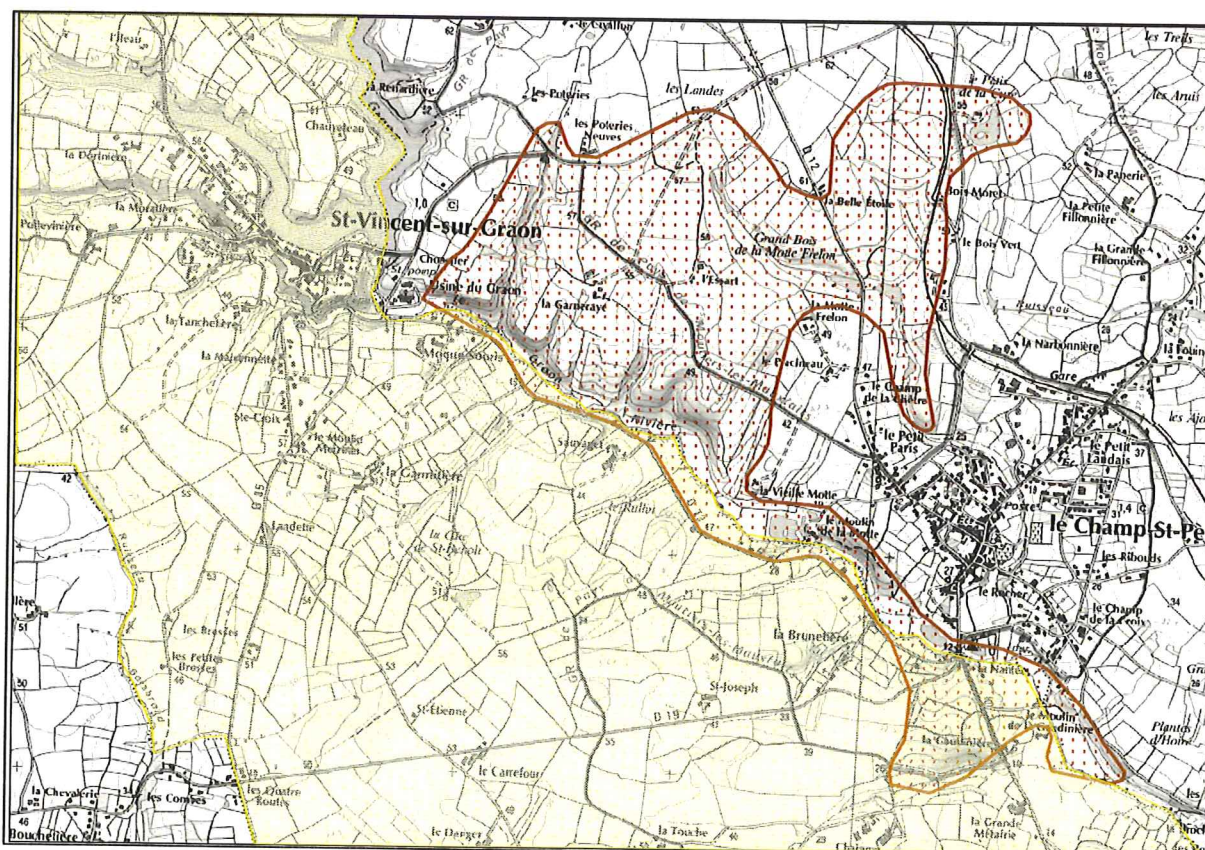
ETAGE ET SERIE DE VEGETATION (La Rochelle 44) : Séries du chêne sessile, du chêne pédonculé, des eaux douces et bords des eaux.

INTERET :

Végétation diversifiée, en particulier au niveau des vallons où diverses espèces à tendance continentale se trouvent sur leur limite occidentale, comme *Doronicum pardalianches*, *Corydalis solida*.

DEGRADATIONS ET MENACES :

La partie plus en amont était au moins aussi intéressante, avec un relief accusé au bas de la vallée. Mais tout le fond a été noyé par un vaste plan d'eau.





Des études complémentaires sont en cours sur le Département de la Vendée qui ont pour objectif de mettre à jour les inventaires ZNIEFF et de les compléter. Dans ce contexte, les périmètres des ZNIEFF trouveront, après validation par le Muséum National d'Histoire Naturelle, leurs nouvelles limites appelées « ZNIEFF de deuxième génération ».

A Saint-Vincent-Sur-Graon, sont recensés deux mise à jour de **ZNIEFF de type I**:

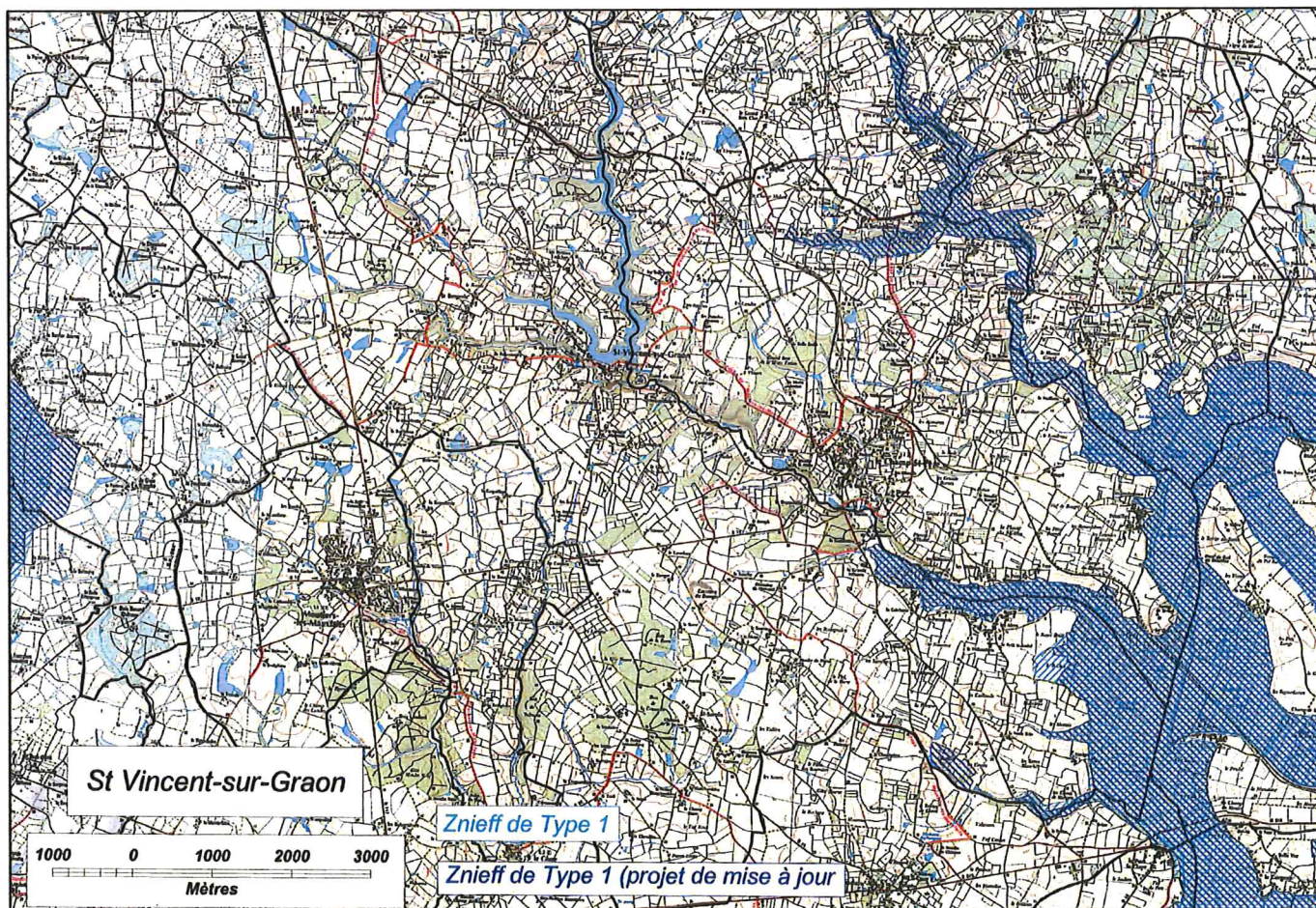
**- Marais dulcicole de la Bretonnière et ses coteaux**

Identifiant régional : 50550001 Identifiant SPN : 520013141 Type de zone : I

**- Coteau de Valençon**

Identifiant régional : 50550079 Identifiant SPN : 520616247 Type de zone : I

*Sur la cartographie ci-dessous, les deux générations de ZNIEFF se superposent et laissent apparaître en plus clair les extension liées à la seconde génération.*

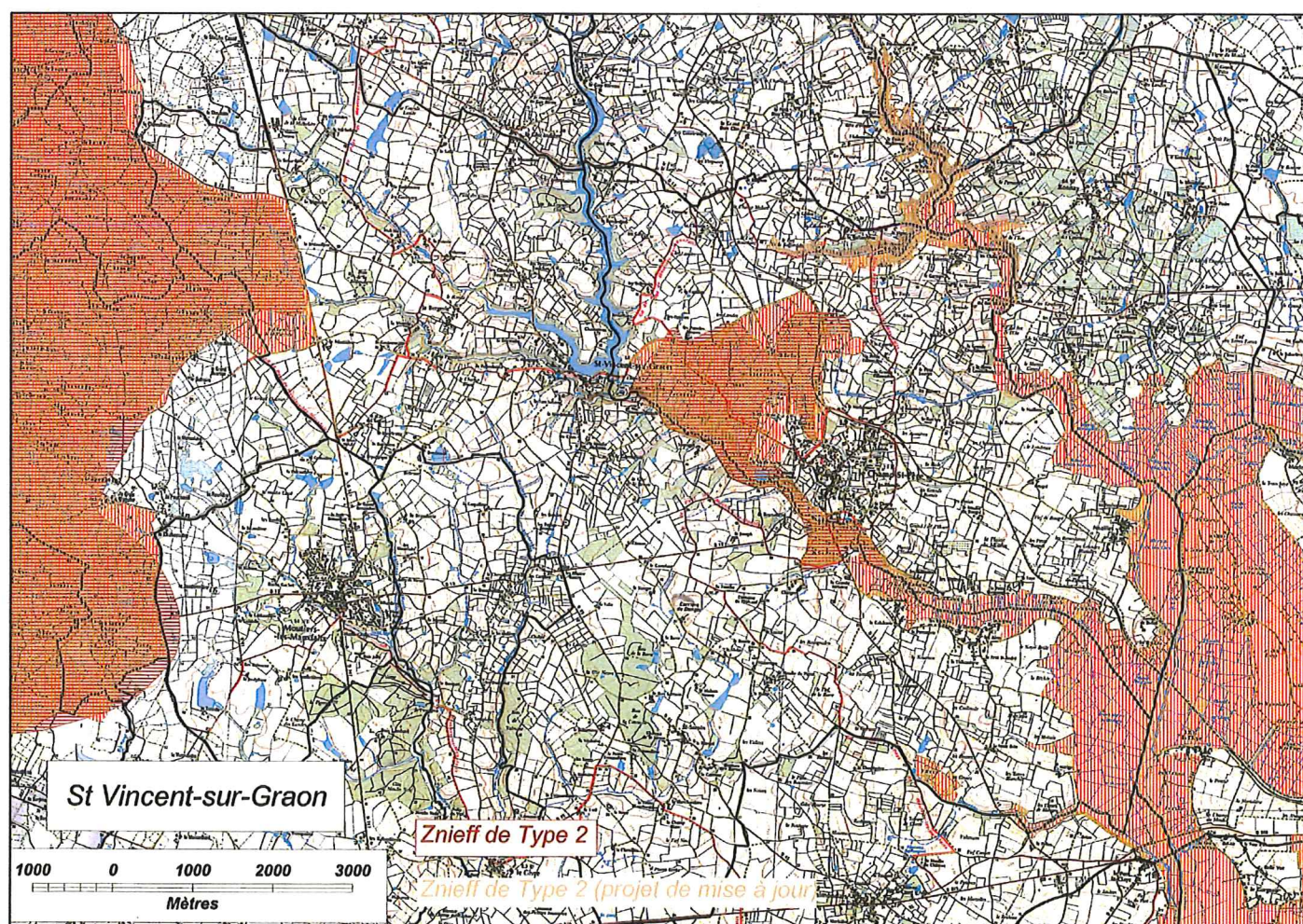




De même, la commune compte trois projets d mise à jour des inventaires **de type II**:

- **Bocage à chêne tauzin entre les Sables d'Olonne et La Roche-sur-Yon**
- **Vallée du Graon et Bois près de Champ-Saint-Père**
- **Complexe écologique du Marais Poitevin, des zones humides littorales voisines, vallées et coteaux calcaires attenants**

*Sur la cartographie ci-dessous, les deux générations de ZNIEFF se superposent et laissent apparaître en plus clair les extension liées à la seconde génération.*



➤ **Les Zones Importantes par la Conservation des Oiseaux (Z.I.C.O.)**

***Zone Importante pour la Conservation des Oiseaux (Z.I.C.O.)***

**Numéro régional: PL13**

Nom de la zone: **MARAIS POITEVIN ET BAIE DE L'AIGUILLON**

Année de description: **1991** Année de mise à jour: **1998**

Altitude: **0 25** Surface: **77900** - hectare(s) m

**INTERET DU MILIEU :**

Très vaste complexe littoral et arrière littoral comprenant une baie maritime avec ses vasières et ses prés salés (les mizottes), plusieurs cours d'eau et leurs estuaires, une lagune, des massifs dunaires en partie boisés, mais aussi et surtout encore d'importantes surfaces de marais saumâtre ou doux, occupés par des prairies humides ou bien boisés (les terrées). Cette zone humide figure parmi les sites d'importance internationale pour l'hivernage et la migration des oiseaux d'eau (Tadornes de Belon, Oie cendrée, Canard pilet, souchet et sif-fleur, Avocette, Pluvier argenté, Vanneau huppé, Barge à queue noire, Courlis corlieu, Bécasseau maubêche et variable, etc...). Elle abrite aussi une avifaune nicheuse remarquable (Blongios nain, Bihoreau gris, Héron pourpré, Aigrette garzette, Bondrée apivore, Milan noir, Busard des roseaux et cendré, Guilfette noire, Marouette ponctuée, Hibou des marais, Alouette caladrelle, Pipit rousseline, etc., ...).

**PROTECTIONS REGLEMENTAIRES :**

- Réserve naturelle de St-Denis-du-Payré : 206 ha.
- Réserve naturelle volontaire du Poiré-sur-Velluire : 260 ha.
- Réserve naturelle volontaire de la ferme de Choisy : 85 ha.
- Zone de Protection Spéciale : 26 250 ha. (extension prévu)
- Réserve de chasse : 2 862 ha.
- Réserve naturelle de la Baie de l'Aiguillon : 2300 ha.
- Réserve biologique domaniale : 290 ha.

**MESURES FONCIERES :**

- Acquisitions de terrains par la Ligue pour la Protection des Oiseaux (L.P.O.).
- Acquisition de mizottes par la Fondation pour la Protection des Habitats de la Faune Sauvage.
- Espaces Naturels Sensibles du Département.
- Forêt domaniale

**MESURES DE GESTION :**

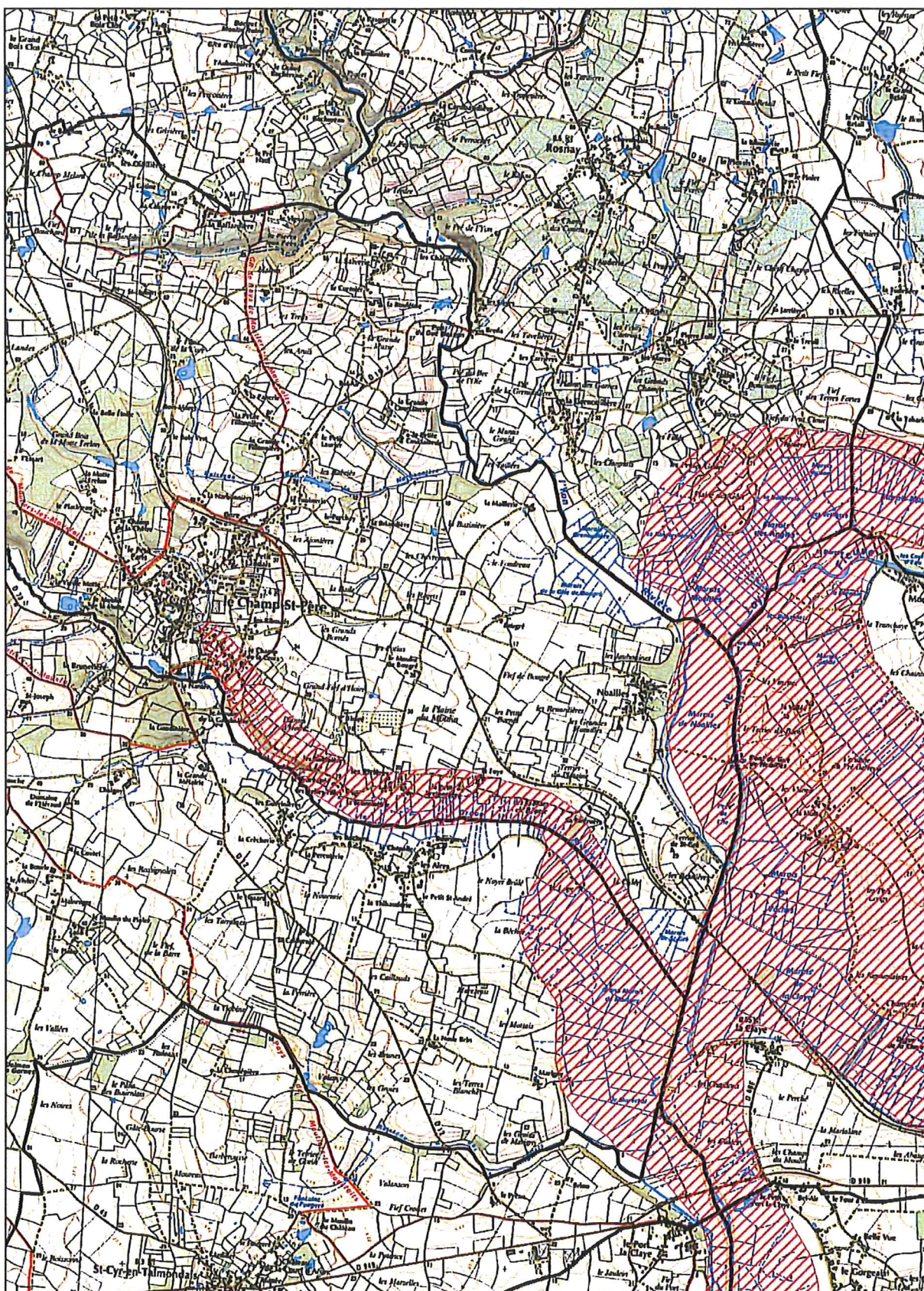
- Opérations locales agri-environnement
- Territoire inclus dans le Parc Naturel Régional du Marais Poitevin
- Gestion ONF pour la Forêt domaniale (Réserve biologique domaniale)

**MENACES :**

- Extension des zones cultivées
- Drainage, assèchement, pompage pour l'irrigation
- Gestion hydraulique mal contrôlée.
- Extension des infrastructures linéaires (lignes électriques, réseau routier)
- Déprise agricole
- Extension des zones conchylicoles
- Pression de chasse excessive
- Remblayages
- Urbanisation périphérique
- Pollution chronique
- Surfréquentation estivale sur le littoral



**Zone Importante pour la Conservation des Oiseaux (Z.I.C.O.)**  
**PL13 - MARAIS POITEVIN ET BAIE DE L'AIGUILLON**  
 Année de description: 1991 Année de mise à jour: 1998





### ➤ **Le Parc Interrégional du Marais Poitevin**

La Commune de Saint-Vincent-sur-Graon ne faisait pas jusqu'alors partie du Parc Interrégional du Marais Poitevin. Par délibérations respectives des 24 et 25 Octobre 2002, les conseils Régionaux des Pays de la Loire et Poitou-Charentes ont prescrit l'élaboration d'une nouvelle charte de Parc Naturel Régional (P.N.R.). Cette dernière est en cours d'élaboration par le Syndicat Mixte du Parc Interrégional du Marais Poitevin basé 2 rue de l'Eglise à Coulon (79). Le périmètre d'étude de cette charte de P.N.R., plus grand que le périmètre actuel du parc, comprend notamment la Commune de Saint-Vincent-sur-Garon.

### ➤ **Les risques naturels**

Trois arrêtés de catastrophe naturelle sont recensés sur le territoire de Saint-Vincent-sur-Graon.

Code INSEE de la commune	Nom de la Commune	Code de l'aléa	Libellé de l'aléa	Début de la catastrophe naturelle	Fin de la catastrophe naturelle	Arrêté de la catastrophe naturelle	Date de la publication au Journal Officiel
85277	Saint-Vincent-sur-Graon	1.1.1	Inondation - Par une crue (débordement de cours d'eau)	25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999	30/12/1999
85277	Saint-Vincent-sur-Graon	1.1.2	Inondation - Par ruissellement et coulée de boue	25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999	30/12/1999
85277	Saint-Vincent-sur-Graon	1.2	Mouvement de terrain	25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999	30/12/1999

### ➤ **Les risques majeurs**

Le dossier Département des Risques Majeurs indique que la Commune est soumise à plusieurs risques :

- Un risque d'inondation lié à la rupture du barrage de la retenue d'eau potable du Graon, de niveau 1 (risque avec enjeux humains)
- Un risque d'inondation terrestre de niveau 3 (sans enjeu humain)
- Un risque technologique dû au transport de matières dangereuses sur le réseau routier (RD 747).



### ➤ **Les risques de nuisances dus au bruit**

La Commune est concernée par l'application de l'arrêté préfectoral n° 01 DDE 221 du 19 Mars 2001, relatif au classement acoustique des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments dans les secteurs affectés par le bruit, compte tenu du passage sur son territoire de la RD 747 et RD 949.

Nom de la voirie : RD 747 et RD 949  
Catégorie : 3  
Marge de l'isolement acoustique : 100 m  
(Cf. Annexe 5C)

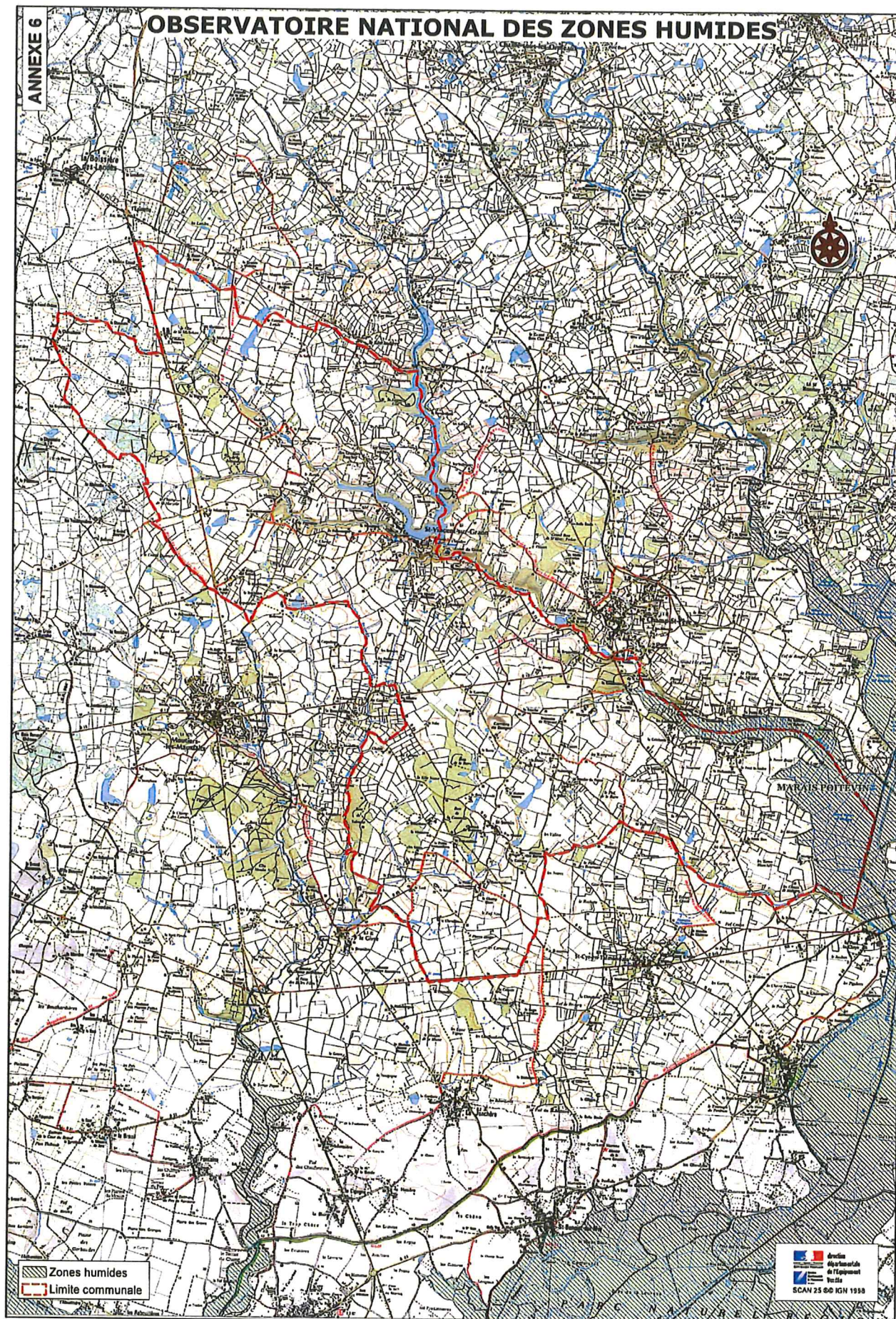
### ➤ **La zone humide du Marais Poitevin**

Le « Marais Poitevin » est recensé comme zone humide d'importance nationale FR53100203 par l'Observatoire National des Zones Humides (O.N.Z.H.). La création de cet observatoire répond à cinq objectifs :

- Dresser un état zéro de la situation des zones humides
- Assurer le suivi de leur évolution
- Développer la capacité d'expertise du Ministère chargé de l'Environnement
- Permettre à ce même ministère d'influer sur les politiques sectorielles (agriculture, équipement, tourisme, ...) et d'orienter les politiques de préservation
- Diffuser l'information.

*Cf: carte page suivante*







## **II - LE PAYSAGE DE LA COMMUNE**

La juxtaposition des milieux naturels contribue à la lisibilité du paysage et crée des ambiances paysagères bien différentes séparées par des espaces de transition plus ou moins développés.

L'analyse paysagère du territoire communal permet de dégager un certain nombre de grandes unités représentant une relative homogénéité par la présence d'un ou plusieurs éléments dominants.

Ces unités paysagères peuvent être regroupées en trois rubriques :

- les paysages "naturels" de marais
- les paysages agricoles de type bocager
- les paysages urbanisés

### **2.1 - LES PAYSAGES NATURELS DE MARAIS**

Situés dans la partie extrême Sud de la Commune, les Marais occupent une surface d'environ 250 hectares.

Il s'agit d'un milieu ouvert caractérisé par une extrême platitude et une absence d'urbanisation. Les altitudes moyennes NGF s'échelonnent entre + 2 et + 3 m au-dessus du niveau de la mer. Cette grande zone est constituée par des prairies humides bordées par des canaux et des fossés.

En période hivernale lorsque le marais est inondé, le paysage devient lacustre. Le regard peut alors embrasser l'ensemble de l'unité de marais notamment depuis la RD 949 ou du village La Claye.

### **2.2 - LES PAYSAGES AGRICOLES DE TYPE BOCAGER**

Sur les 18 kilomètres du Nord au Sud du territoire communal, on trouve un paysage rural où alternent des espaces agricoles cultivés, des prairies et des boisements plus ou moins importants.

Dans la partie Nord-Ouest de la Commune, du carrefour de l'Epinette au Bourg de Moutiers-les-Mauxfaits, on trouve un paysage agricole ouvert constitué par de grandes unités avec une topographie légèrement ondulée. L'ensemble forme un vaste plateau d'une altitude moyenne de l'ordre de 70 m entrecoupée à intervalles irréguliers par des thalwegs où coulent les principaux ruisseaux alimentant le lac du Graon.

Dans la partie Nord-Est de la Commune, y compris les abords du Bourg de Saint-Vincent-sur-Graon, on change radicalement de paysage : la trame bocagère y est plus dense, le relief accentué donne une impression de site de basse montagne. Le site même où est construit le bourg renforce cette impression par son aspect d'éperon rocheux dominant le lac d'une part et la vallée du Graon où en quelques centaines de mètres on perd 25 à 30 mètres d'altitude par une route "en lacets".

La partie Sud de la Commune perd cet aspect en retrouvant un paysage de plateau bocager finissant en pente douce vers le grand Marais de Marigny. Son altitude s'étage de 55 m à 10 m pour décroître lentement au niveau 2 m dans la zone humide de la vallée du Lay.

## 2.3 - LES PAYSAGES URBANISÉS

Le paysage de bocage aéré, dû notamment à la bonne taille des exploitations agricoles en place, qui s'explique par une nature de sol peu riche et la présence des grands domaines a permis d'éviter un mitage désastreux de la campagne. En corollaire, les constructions se sont groupées en villages et hameaux.

**Le Bourg de Saint-Vincent-sur-Graon** s'est constitué de part et d'autre d'une ligne de partage étroite, entre les vallées encaissées du Graon et de la Marzelle. La partie la plus importante du village ancien s'est établie à un élargissement de cette ligne de crête, un plateau de 150 m de rayon, véritable promontoire cerné de thalwegs. Ce promontoire a permis la localisation d'espaces publics : Mairie, église, place, cimetière.



La forme générale de l'urbanisation et l'impression qui s'en dégage en la traversant l'apparente, malgré ce plateau, à un village-rue.

Le bourg n'a pu, au fil des temps, ne progresser qu'à l'Ouest, tout développement étant rendu impossible à l'Est par la topographie ainsi qu'en témoignent les difficultés du chemin départemental à se frayer un chemin





L'urbanisation récente s'est donc, dans un premier temps (années 60), développée sur un second plateau, à l'Ouest, aux dimensions comparables. Cette urbanisation fut essentiellement le fruit des lotissements communaux en impasse.

La disparité, quant à l'occupation de cet espace difficile à aménager, entre le vieux village et le nouveau village, apparaît nettement malgré leur proximité : la discontinuité du bâti et la réduction de l'espace public aux voies de circulation s'opposent à l'ancienne rue, plus dense, et aux articulations de l'espace public ancien (venelle, place, équipements, ...).



L'urbanisation de la ligne de crête principale a dû s'arrêter dans les années 70, faute de terrains constructibles disponibles. Le développement n'était possible dès lors qu'en franchissant la petite vallée de la Marzelle, au Sud ouest du bourg, la création du lac définissant dans le même temps une limite inexpugnable. Une nouvelle zone d'habitat se constituait alors sur un versant Nord : le lotissement de la Fontaine, créé en 1977. Un second lotissement, celui de la Poitevinière, confortera la naissance de ce quartier autonome.



Aujourd'hui l'urbanisation se poursuit sur ce secteur avec la réalisation imminente du lotissement de la Morattière sur le versant sud-est du plateau.



## La Garmitière - Moulin Moizeau

Les fortes contraintes portant sur l'agglomération ont orienté le développement de l'urbanisation vers le sud, tout à fait à l'écart du bourg, au-delà du profond vallon de la Marzelle.

Une première étape a consisté en un développement linéaire des constructions le long de la route départementale 85 et en appui sur la voie communale de Moulin-Moizeau. Puis, à partir de la fin des années 90, ce sont des lotissements qui se sont développés sur le plateau entre Moulin Moizeau et le vieux village de la Garmitière.





## Saint Sornin

Ancienne Commune, le village de Saint-Sornin se distingue par de nombreux traits des autres villages : une église et une place ombragée, un cimetière, une communauté religieuse, un petit local-annexe de la Mairie, une salle paroissiale.

On peut également noter la présence d'un patrimoine architectural de qualité notamment le château de St Sornin et le Prieuré.

Ces éléments confèrent au village un caractère fortement identitaire; ses habitants tiennent à cette appartenance spécifique.



## **Les autres villages**

L'activité agricole, principale richesse de la Commune, est à l'origine de la création des nombreux villages, hameaux et manoirs qui parsèment le vaste territoire communal. Très différents les uns des autres, ils font partie intégrante des sites, tant sur le plan topographique que sur le plan des usages.

### **Les Aires - les Crècheries - les Guérinières**

Ces trois villages, relativement isolés, sont plus proches et mieux reliés à Champ-Saint-Père qu'à Saint-Vincent-sur-Graon.

Les hameaux des Guérinières et des Crècheries tendent à former peu à peu un ensemble homogène (village/cour).

La coupure très nette dans le paysage (300 mètres) entre les Crècheries et les Aires paraît essentielle à sauvegarder.

Le village des Aires, long de 750 mètres, n'est bâti que d'un côté de la voie, à flanc du coteau de Graon. Une grande unité se dégage : alignements des maisons sur la voie, hauts murs, végétation très présente (nombreux points de vue sur la vallée boisée). De l'autre côté de la voie, des cultures.

Ce village, qui possède de belles maisons et une Chapelle du 18<sup>ème</sup> siècle reconvertie en résidence secondaire, est l'objet de rénovations ponctuelles et tend à devenir un lieu de séjour de vacances, du moins dans sa partie Ouest.

A l'Est, le village retrouve sa vocation agricole, avec plusieurs sièges d'exploitation.

### **La Bergerie / La Paynière**

Ces villages sont situés sur de petits plateaux.

**La Bergerie**, malgré la présence de maisons neuves dont l'implantation est souvent malheureuse, reste un village agricole, sans distinction nette entre espaces publics et espaces privés.

**La Paynière** est un village aux abords très boisés qui ne possède plus de siège d'exploitation. Quelques maisons rénovées, quelques implantations de maisons neuves, la qualité de l'environnement (murs, végétation ornementale, boisements, ...) lui ont conféré peu à peu un aspect résidentiel.

### **L'urbanisation éparse**

Il est important de noter que de nombreux petits villages sont restés vierges de construction nouvelle, mais aussi qu'un mitage est apparu aux endroits stratégiques : le long de la RD 73, aux abords du lac et à proximité de Champ-Saint-Père.

### **III - LE PATRIMOINE DE LA COMMUNE**

#### **3.1 – LES MONUMENTS HISTORIQUES**

Selon le livre VI du Code du Patrimoine, peuvent être considérés comme Monuments historiques "les immeubles ou parties d'immeubles publics ou privés qui présentent un intérêt d'histoire ou d'art". Deux possibilités se présentent alors : le classement ou l'inscription à l'inventaire supplémentaire.

L'article L. 621-1 du Code du Patrimoine stipule que "sont compris parmi les immeubles susceptibles d'être classés au titre des monuments historiques :

- a) Les monuments mégalithiques, les terrains qui renferment des stations ou gisements préhistoriques,
- b) Les immeubles dont le classement est nécessaire pour isoler, dégager ou assainir un immeuble classé au titre des monuments historiques ou proposé pour le classement,
- c) D'une façon générale, les immeubles nus ou bâtis situés dans le champ de visibilité d'un immeuble classé au titre des monuments historiques ou proposé pour le classement."

Les articles L. 621-25 et L. 621-26 du même Code précisent que sont compris parmi les immeubles susceptibles d'être inscrits un inventaire supplémentaire :

- a) " Les immeubles ou parties d'immeubles publics ou privés (...), sans justifier une demande de classement immédiat au titre des monuments historiques,
- b) Tout immeuble nu ou bâti situé dans le champ de visibilité d'un immeuble déjà classé ou inscrit au titre des monuments historiques,
- c) Les monuments mégalithiques, les stations préhistoriques ainsi que les terrains qui renferment des champs de fouilles pouvant intéresser la préhistoire, l'histoire, l'art ou l'archéologie."

Ne figure sur la liste des immeubles protégés au titre des législations sur les monuments et les sites, qu'un mégalithe :

- la pierre dressée dite "La Chenillée" sise parcelle n° 317, section B du cadastre, inscrite sur l'inventaire supplémentaire des Monuments Historiques le 4 Février 1988.

Le pré-inventaire identifie cependant certains éléments du patrimoine communal présentant un caractère indéniable :

- le Château de la Garenne
- le Château de la Fremaudière
- le Château de Malcote
- le Château de Saint-Sorin
- le Château de la Gaudinière
- le Moulin de la Gaudinière

### 3.2 – LE PATRIMOINE ARCHÉOLOGIQUE

Les articles du Livre V, du titre II, chapitre 4 du Code du Patrimoine (partie législative) et le décret n°2004-490 du 3 juin 2004 ont modifié la prise en compte du patrimoine archéologique dans le cadre de l'aménagement du territoire.

Ainsi, l'article L. 524-2 de ce même Code, modifié par l'article 14 de la loi n°2004-804 du 9 août 2004 relative au soutien à la consommation et à l'investissement, institue une redevance d'archéologie préventive due par les personnes publiques ou privées projetant d'exécuter des travaux affectant le sous-sol et qui sont soumis à une autorisation ou une déclaration préalable en application du Code de l'Urbanisme, ou donnent lieu à une étude d'impact en application du Code de l'Environnement ou, dans les cas des autres types d'affouillement, qui sont soumis à déclaration administrative préalable selon les modalités fixées par décret en Conseil d'État.

L'article L. 531-14 du code du patrimoine applicable à l'ensemble du territoire communal stipule que *"lorsque, par suite de travaux ou d'un fait quelconque, des monuments, ruines, ou plus généralement des objets pouvant intéresser la préhistoire, l'histoire, l'art, l'archéologie ou la numismatique sont mis au jour, l'inventeur de ces vestiges ou objets et le propriétaire de l'immeuble où ils ont été découverts sont tenus d'en faire la déclaration immédiate au maire de la commune, qui doit la transmettre sans délai au préfet. Celui-ci avise l'autorité administrative compétente en matière d'archéologie"*.

Des entités archéologiques sont recensées sur le territoire communal ; le Service Régional de l'Archéologie des Pays de la Loire a transmis la liste suivante :

Numéro de l'EA	N° de site DRACAR	Nom du site / lieu-dit cadastral	Chronologie, vestiges, commentaires
85 277 0014	85277001 AH	Nécropole de Saint-Vincent-sur-Graon / Place Flandre-Dunkerque	(Haut moyen-âge - époque moderne) cimetière
			(Haut moyen-âge - époque moderne) église
			(Haut moyen-âge - époque moderne) sarcophage
85 277 0001	85277001 AP	Dolmen de la Garenne / du Champ de la Grande Garne / La Garenne (ancien n° de site 85.270.001AP)	(Néolithique) dolmen
85 277 0015	85277002 AH	Le Palinet / Le Palinet	(Epoque indéterminée) enclos carré(e)
85 277 0002	85277002 AP	Pierre de Gargentua / Menhir de la Chenillée / La Chenillée (ancien n° de site 85.270.002AP)	(Néolithique) menhir



Numéro de l'EA	N° de site DRACAR	Nom du site / lieu-dit cadastral	Chronologie, vestiges, commentaires
85 277 0016	85277003 AH	La Barre (1) La Barre	(Epoque indéterminée) enclos rectiligne
85 277 0003	85277003 AP	Dépôt de haches de la Chenillée / La Chenillée	(Néolithique) dépôt
85 277 0004	85277004 AH	Tènement de Moreau / La Poterie	(Epoque indéterminée) parcellaire
85 277 0005	85277005 AH	La Grande Bordaine / La Touche	(Epoque indéterminée) enclos curvilinéaire
85 277 0006	85277006 AH	La Gîte de la Paynière / La Gîte de la Paynière	(Epoque indéterminée) enclos curvilinéaire
85 277 0007	85277007 AH	Les Champs Doulands / Les Champs Doulands	(Epoque indéterminée) chemin
			(Epoque indéterminée) enclos carré(e)
85 277 0008	85277008 AH	Le Bois Sarrasin / Le Bois Sarrasin	(Epoque indéterminée) enclos curvilinéaire
85 277 0009	85277009 AH	La Frenaudière / La Frenaudière / Saint-Sornin	(Bas moyen-âge - Epoque moderne) édifice fortifié
85 277 0010	85277010 AH	La Barre (2) / La Barre	(Bas moyen-âge - Epoque moderne) maison forte
85 277 0011	85277011 AH	La Gaudinière / La Gaudinière	(Bas moyen-âge ? - Epoque moderne) château non fortifié
85 277 0012	85277012 AH	Malcote / Malcote	(Bas moyen-âge - Epoque moderne) maison forte
85 277 0013	85277013 AH	Tènement de la Martinière	(Epoque indéterminée) enclos curvilinéaire

*Ministère de la Culture - DRAC Pays de la Loire, Service régional de l'Archéologie*

## IV - LES DONNÉES SOCIO – DÉMOGRAPHIQUES

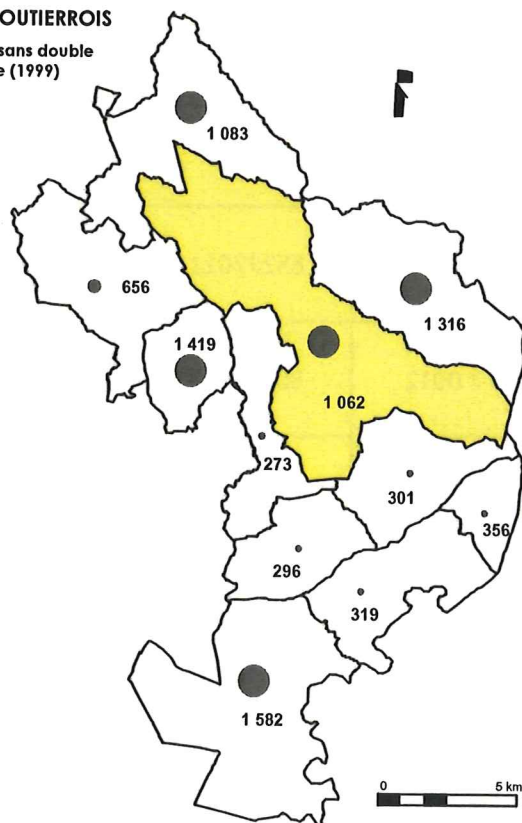
### 4.1 – LA DÉMOGRAPHIE

	Nombre d'habitants				
	1975	1982	1990	1999	2005
Angles	964	1 153	1 314	1 582	
La Boissière-des-Landes	713	902	1 036	1 083	
Le Champ-Saint-Père	1 236	1 376	1 436	1 316	
Curzon	542	438	405	356	
Le Givre	263	276	265	273	386
La Jonchère	277	282	238	296	
Moutiers-les-Maufaits	1 261	1 259	1 348	1 419	
Saint-Avaugourd-des-Landes	434	496	590	656	
Saint-Benoist-sur-Mer	303	314	283	319	
Saint-Cyr-en-Talmondaïs	283	277	274	301	
Saint-Vincent-sur-Graon	1 000	1 020	1 031	1 062	1 238
<b>Pays du Moutierrois</b>	<b>7 276</b>	<b>7 793</b>	<b>8 220</b>	<b>8 663</b>	

Source I.N.S.E.E.

#### PAYS DU MOUTIERROIS

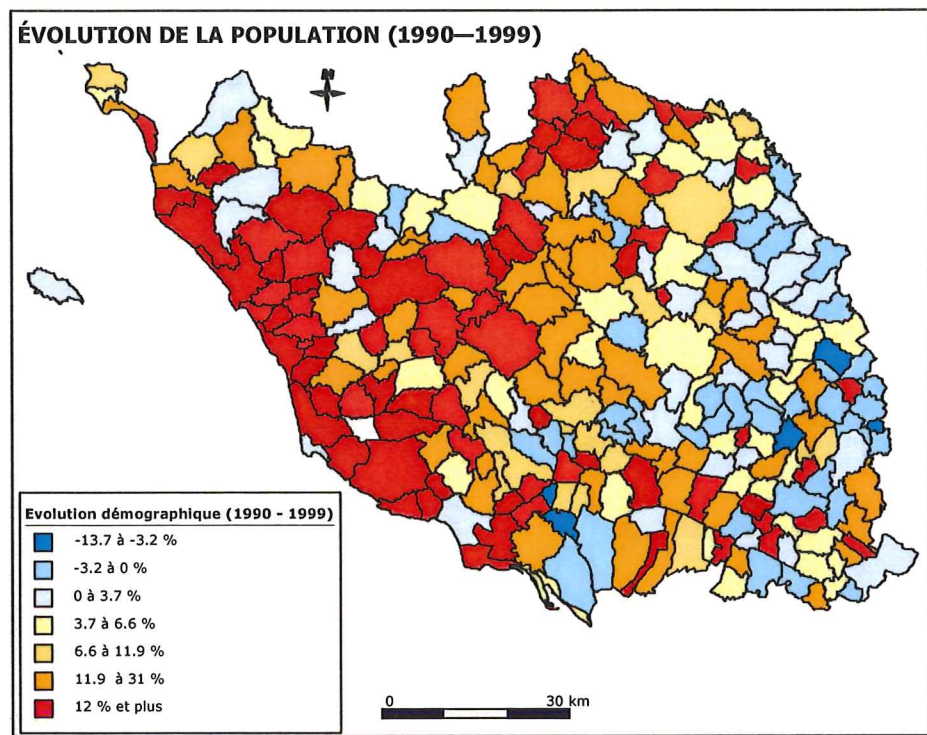
Population sans double  
compte (1999)



A l'échelle intercommunale, Saint-Vincent-sur-Graon, fait partie des communes de plus de 1000 habitants.

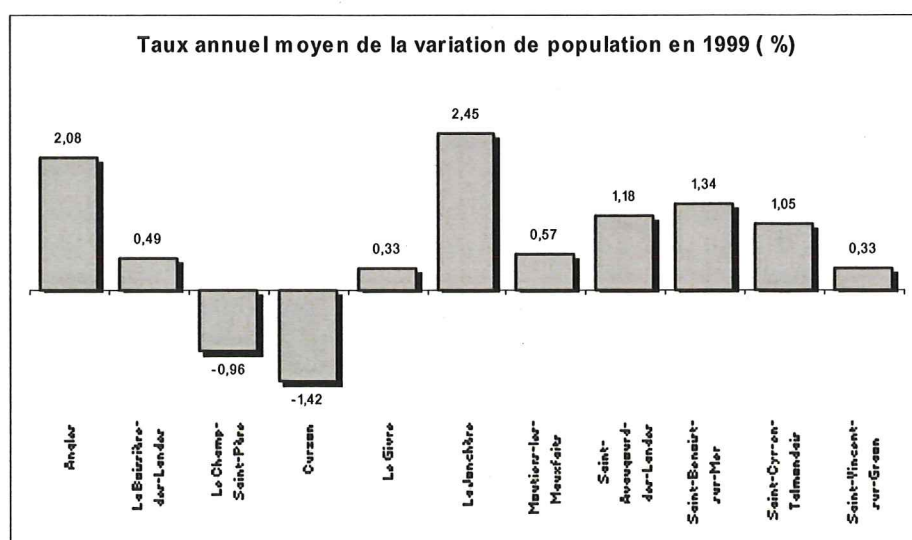
## ➤ L'évolution démographique

En Vendée, c'est sur le littoral que la progression de la population est la plus marquée entre 1990 et 1999.



Le Pays Moutierrois a vu sa population augmenter (443 habitants supplémentaires durant la dernière période intercensitaire).

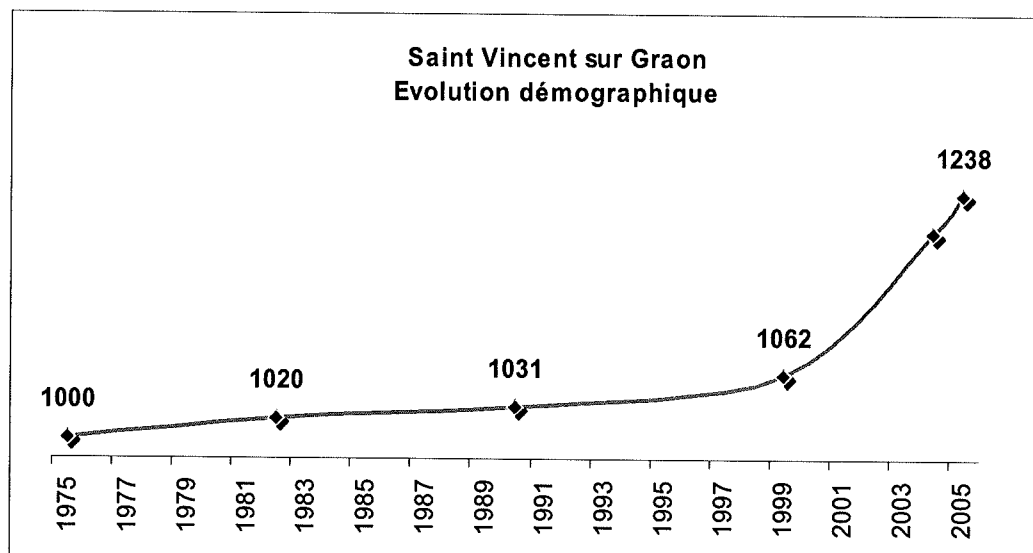
Le taux de variation de la population (1990-1999) est de 5,14%, légèrement inférieur à la moyenne vendéenne (+ 5,95%).



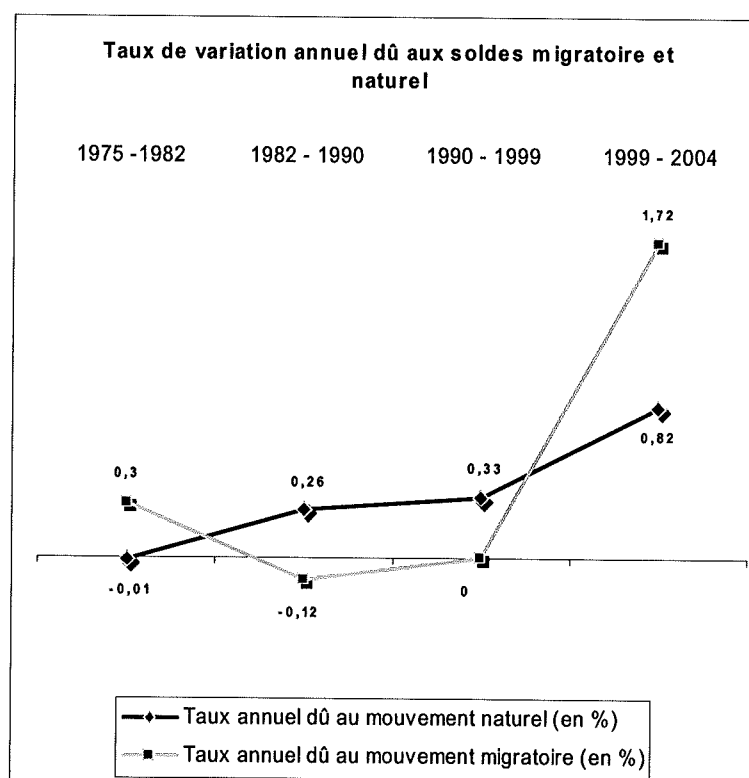
Entre 1990 et 1999, seules les communes de Curzon et de Champ-Saint-Père ont connu une régression démographique.



Après une longue période de stagnation démographique, la Commune de Saint-Vincent-sur-Graon a connu ces dernières années une forte croissance de sa population. Entre 1999 (date du dernier recensement de la population) et 2005 (1 238 habitants recensés), le taux de variation annuel est de 2,5%.



Source : I.N.S.E.E.



Source : I.N.S.E.E.

Le solde migratoire permet de mesurer la différence entre les départs et les arrivées des ménages sur un territoire, alors que le solde naturel est la différence entre les naissances et les décès.

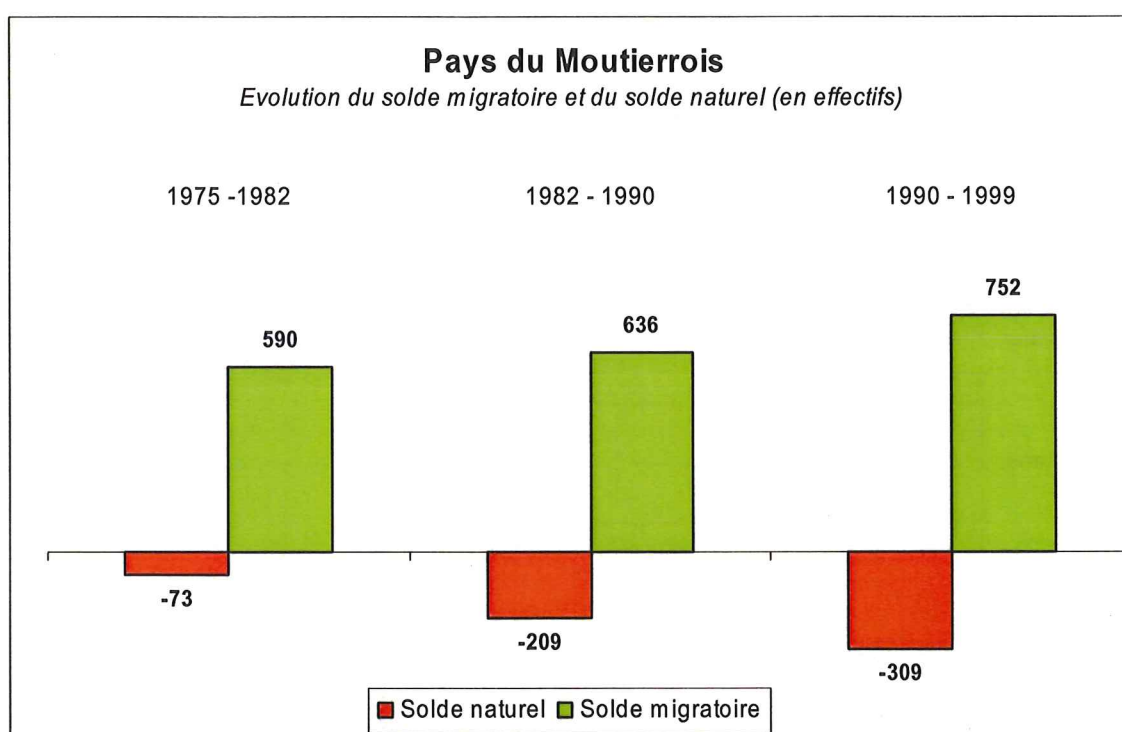
Jusqu'en 1999, la croissance démographique était assurée pour un solde naturel positif. Plus précisément c'est bien l'arrivée de nouveaux habitants sur la commune qui permet l'augmentation du nombre d'habitants.

## ➤ Les mouvements de la population

L'étude des soldes naturel et migratoire permet de mesurer l'attractivité d'un territoire.

### Le Pays Moutierrois : un territoire attractif

Les résultats du dernier recensement de la population (1999) ont mis en évidence un phénomène de migrations massives vers les départements littoraux. La Vendée est le département le plus attractif de la région Pays de la Loire. L'excédent des arrivées sur les départs a généré un solde positif de 23 000 nouveaux habitants.



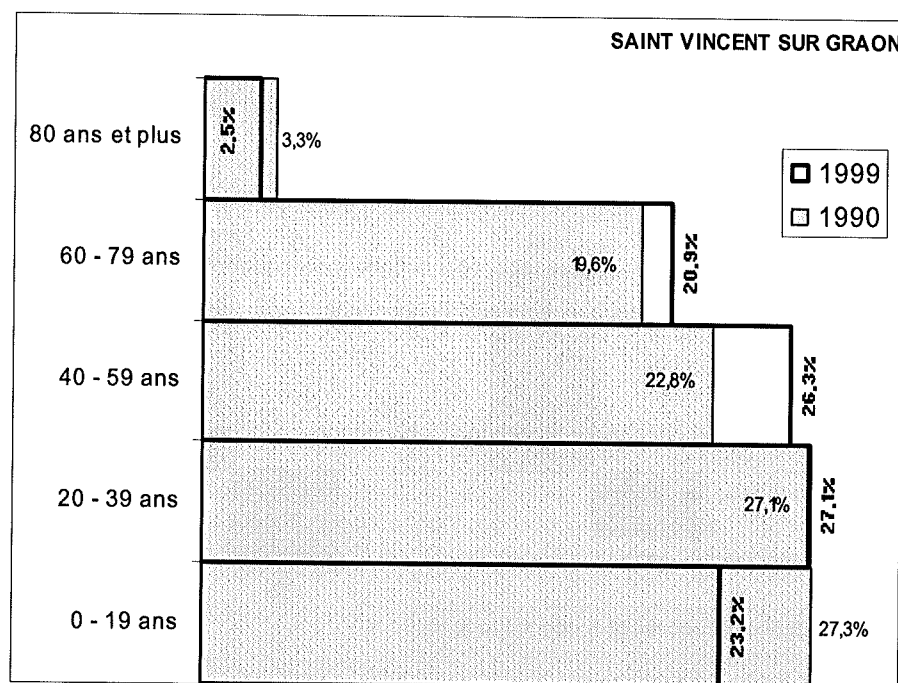
Source I.N.S.E.E.

Le Pays Moutierrois connaît depuis 1975 un solde naturel déficitaire, alors que le solde migratoire est croissant dans le temps.

La Commune de Saint-Vincent-sur-Graon qui, jusqu'en 1999 restait à l'écart de ce phénomène, connaît désormais aussi cette attractivité.

➤ **La structure par âge de la population**

	0 - 19 ans	20 - 39 ans	40 - 59 ans	60 - 79 ans	+ de 80 ans
<b>SAINT-VINCENT-SUR-GRAON (1990)</b>	27,3 %	27,1 %	22,8 %	12,6 %	3,3 %
<b>SAINT-VINCENT-SUR-GRAON (1999)</b>	23,2 %	27,1 %	26,3 %	20,9 %	2,5 %
<b>Pays du Moutierrois (1990)</b>	24,3 %	23,9 %	21,9 %	23,7 %	6,2 %
<b>Pays du Moutierrois (1999)</b>	21,4 %	21,9 %	24,5 %	26,7 %	5,4 %



En comparant la situation en 1990 et 1999, on constate une forte diminution de la classe d'âge 0-19 ans (-47 points en 9 ans).

Entre 1990 et 1999, l'indice de jeunesse (rapport du nombre de moins de 20 ans sur le nombre de plus de 60 ans) a régressé de 1,2 à 0,9.

Le vieillissement de la population se fait relativement lentement. Ainsi, l'évolution de l'indice de jeunesse n'est pas très importante et est moins rapide que celle de la moyenne départementale (de 1,4 en 1982 à 0,9 en 1999) pour la commune contre 1,58 à 0,96 pour la Vendée.



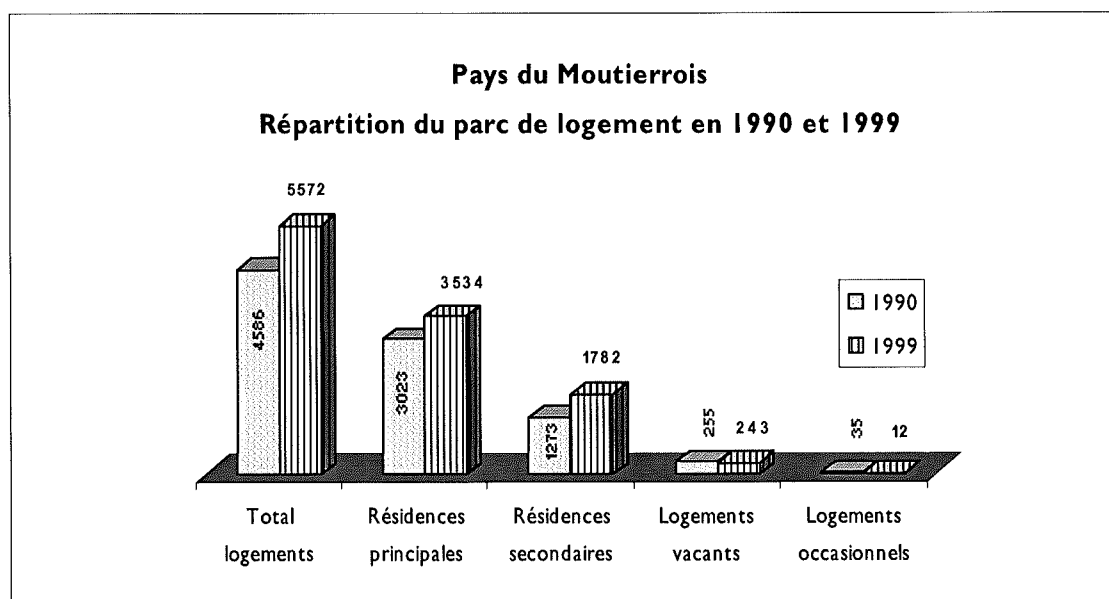
## 4.2 – LE LOGEMENT

	Nombre de logements		Nombre de résidences principales		Nombre de résidences secondaires		Nombre de logements vacants ou occasionnels	
	1990	1999	1990	1999	1990	1999	1990	1999
<b>Saint-Vincent-sur-Graon</b>	525	620	359	412	135	170	31	38
<b>Pays du Moutierrois</b>	4 586	5 572	3 023	3 534	1 273	1 782	35	12

Source I.N.S.E.E.

### ➤ L'évolution du parc de logement de 1990 à 1999

- Les résidences principales en augmentation

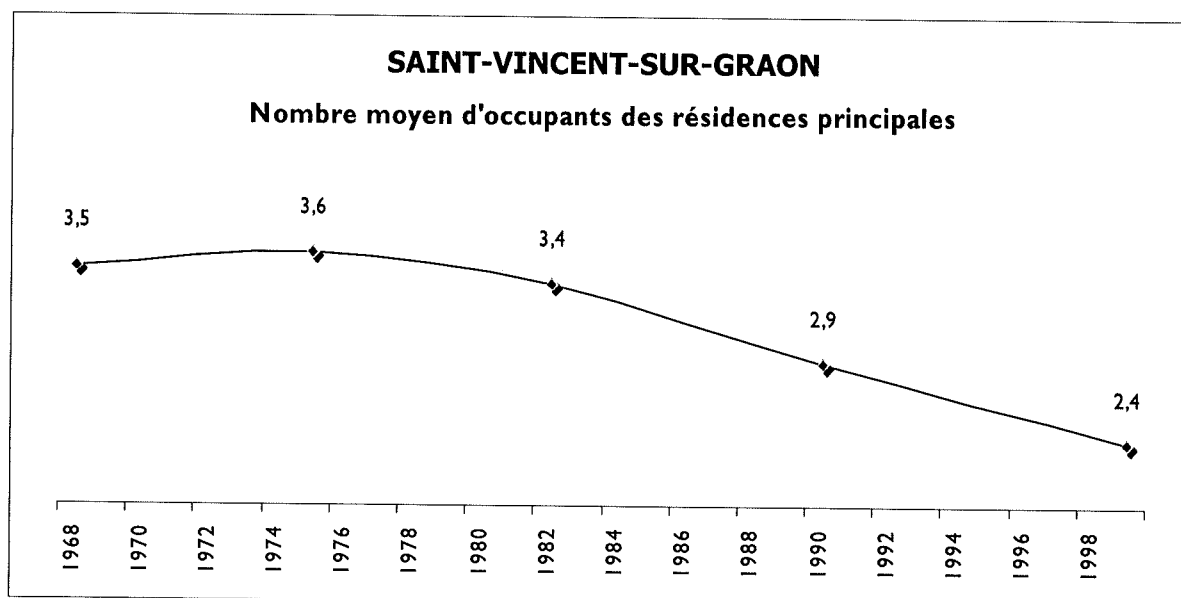


Le Pays du Moutierrois a vu son parc de logement augmenter de + 986 unités, soit 17% entre 1990 et 1999. Cette progression est inférieure à la situation connue à l'échelle du département (la moyenne vendéenne est de 19,4%).

Alors que l'évolution de la population est de 0,33% par an entre 1990 et 1999, celle des résidences principales est de 1,55% par an sur la même période soit 5 fois plus importante.

Cette différence s'explique par le phénomène de baisse de la taille des ménages constaté au niveau national. Une des explications réside dans le phénomène de décohabitation des jeunes, aux séparations, ainsi qu'au vieillissement de la population.

Le nombre moyen de personnes par ménage est passé de 3,4 en 1982, à 2,4 en 1999, inférieure à la moyenne vendéenne (2,9 en 1982 ; 2,5 en 1999).



Source I.N.S.E.E.

Par conséquent, il est nécessaire d'avoir plus de logements pour un nombre égal d'habitants. Ce phénomène devrait d'ailleurs se poursuivre sur la commune, dans la mesure où le vieillissement de la population est important.

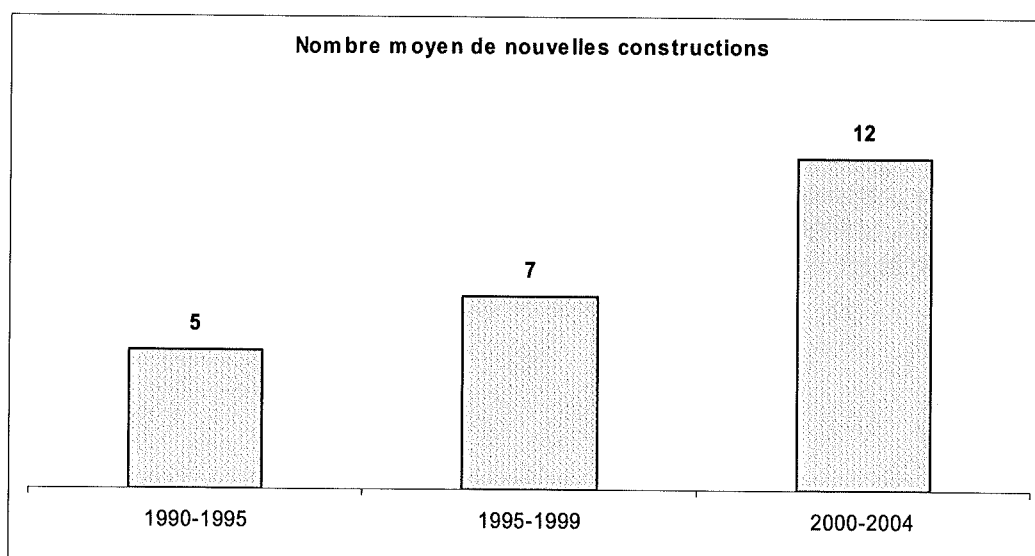
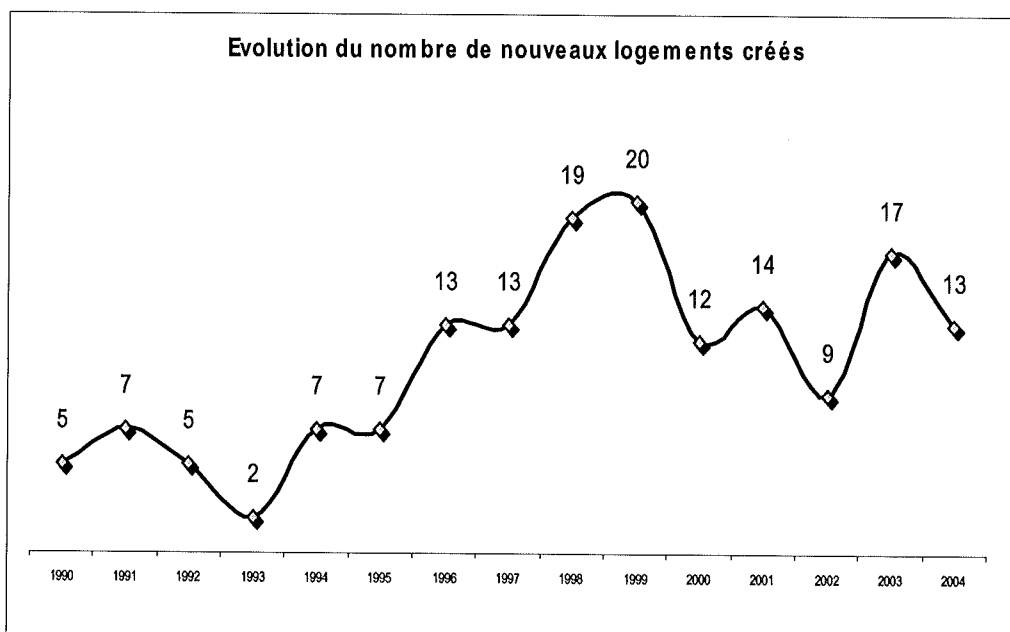
De plus, la part des moins de 20 ans représente encore environ 23% de la population (24% en moyenne sur le département) induit des besoins en logements liés au phénomène de décohabitation (départ des jeunes du toit familial) que la commune doit satisfaire si elle souhaite maintenir les jeunes sur place.

## Une accélération du rythme de la construction neuve

Cette augmentation des résidences principales est portée en partie par la construction neuve dont le rythme a doublé à compter de 1995 pour atteindre une moyenne de 13 unités par an.

Mais les résidences principales ne sont pas les seules à tirer profit de cette évolution. Le parc de résidences secondaires a aussi progressé et avec une évolution plus forte que le parc de résidences principales : 2,34% par an entre 1990 et 1999 pour représenter 27,4% du parc de logements.

Ce rythme de la construction, même s'il n'est pas encore important, mérite d'être suivi afin que les élus s'assurent de disposer d'une réponse aux besoins de terrains à bâtir, conforme aux projets de développement de la commune.





## **Un parc locatif à développer**

Le parc locatif de la commune, secteur public et privé confondus, représente 19,9% des résidences principales, ce qui se situe en retrait de la moyenne vendéenne (27,1%). Toutefois, nous observons depuis 1995, une forte augmentation des logements autorisés dédiés à la location. En effet, sur la période de 1990 à 1995, seulement 9,4% des logements autorisés était des locatifs contre 16,7% sur la période de 1996 à 2004. Ce rythme n'est cependant pas suffisant pour améliorer l'offre locative.

Le parc public représente quant à lui seulement 2,6% des résidences principales, ce qui est inférieur à la moyenne des communes départementales de taille équivalente (4,3% des résidences principales). Il convient de s'assurer d'un développement maîtrisé des logements locatifs sociaux en adéquation avec les projets communaux, notamment en matière d'accueil de nouveaux ménages ou de maintien des jeunes sur place, tout en maîtrisant le niveau des loyers du secteur.

### **➤ La politique intercommunale de l'habitat**

Une démarche apparentée à un programme local de l'habitat a été menée à partir de 1996 par la Communauté de Communes du Pays Moutierrois dont fait partie Saint-Vincent-sur-Graon.

Le diagnostic établi à cette occasion a mis en évidence plusieurs aspects du marché de l'habitat :

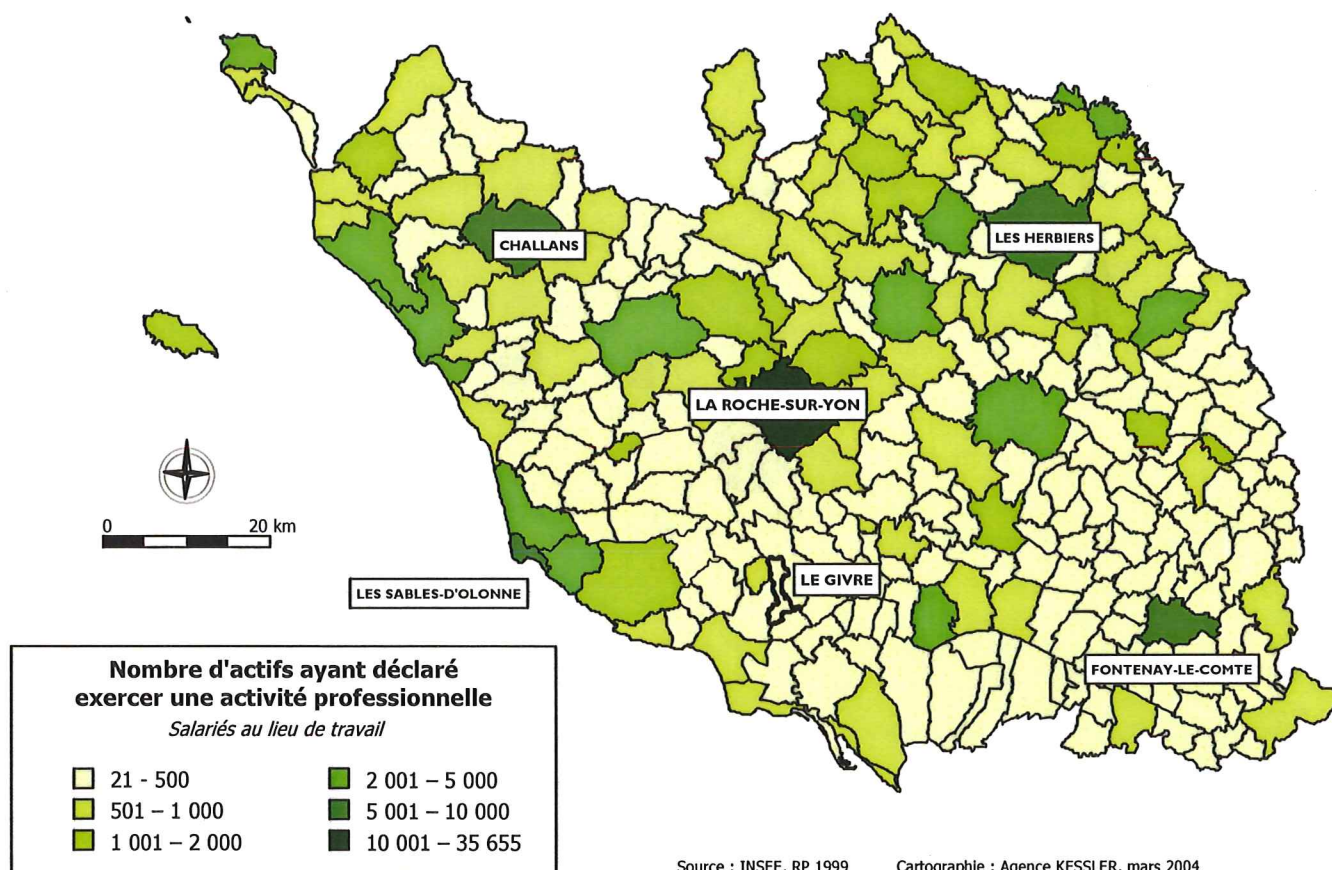
- l'ancienneté du parc de logements : 50% des logements ont été construits avant 1948
- l'inconfort des habitations, qui touche principalement les ménages âgés
- la faiblesse des revenus des ménages
- des besoins dans les locatifs privés et publics avec des loyers raisonnables
- l'existence d'un potentiel d'une trentaine de logements qui pourraient être mis sur le marché locatif après travaux.

Il en ressort en particulier la nécessité de favoriser l'amélioration et la mise aux normes de l'habitat ancien. L'accent doit être mis sur les actions de réhabilitation parallèlement au développement de la construction neuve.

## V – LES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES

### 5.1 – LES EMPLOIS ET LA POPULATION ACTIVE

#### La répartition de l'emploi en Vendée (1999)



La carte ci-dessus représente la répartition de l'emploi sur le Département de la Vendée en 1999.

Cinq bassins d'emplois principaux se dégagent :

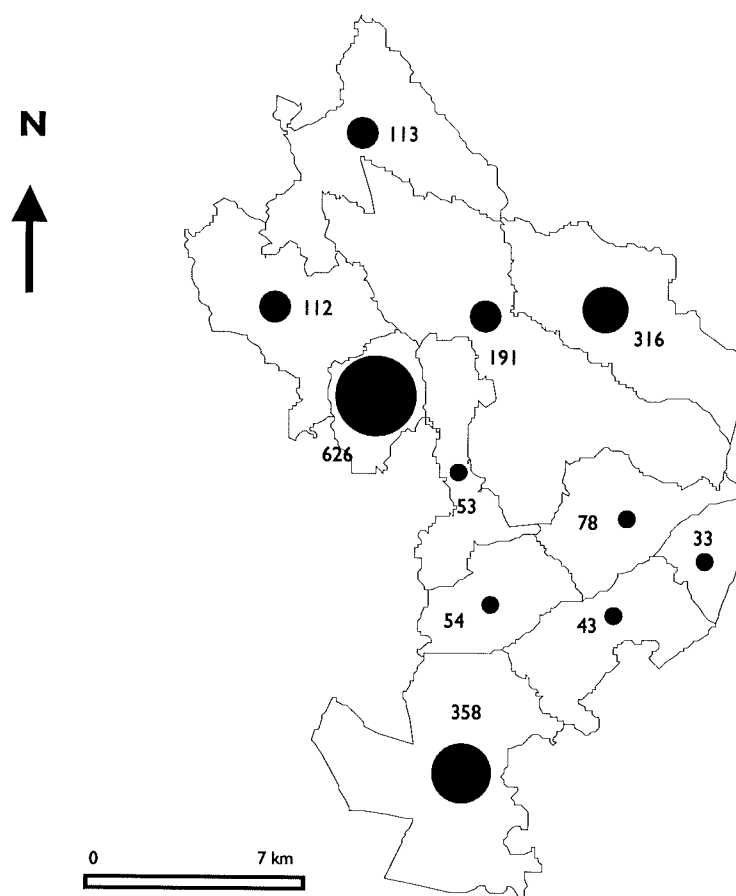
- La Roche-sur-Yon
- Challans
- Les Sables-d'Olonne
- Fontenay-le-Comte
- et Les Herbiers

Le territoire intercommunal du Pays Moutierrois regroupe des potentialités de développement économique notamment par une situation géographique enviable et une polyvalence de zones attractives qui peuvent répondre aux exigences variées des investisseurs.

## ➤ La localisation des emplois

### Le nombre d'emplois par commune \*

\* Population ayant un emploi au recensement de 1999, comptabilisée au lieu de travail



Source : INSEE, RP 1999

Cartographie : Agence KESSLER, Juin 2005

*Source I.N.S.E.E.*

Le Pays Moutierrois n'est pas une intercommunalité présentant un pôle économique d'importance. Seule la Commune de Moutiers-les-Mauxfaits accueille plus de 600 postes.



## ➤ L'évolution du nombre d'emplois

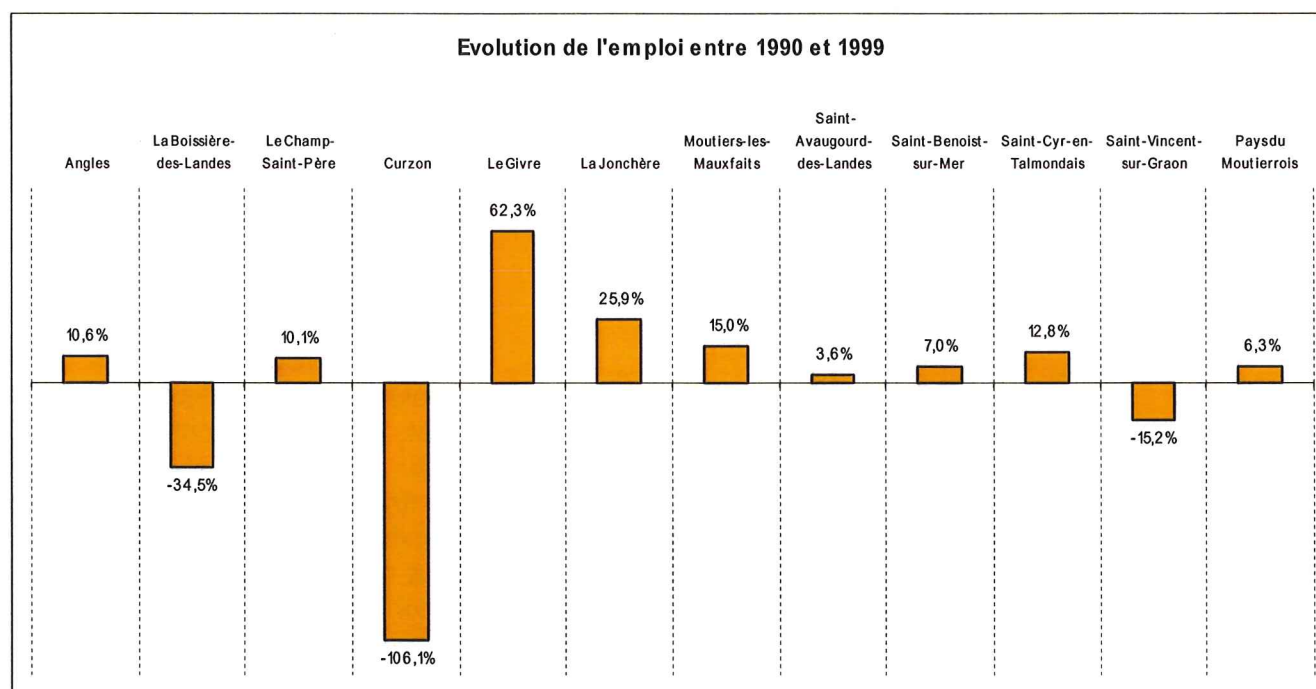
Le dernier recensement de la population montre une diminution du nombre d'emplois à Saint-Vincent-sur-Graon.

	Nombre d'actifs ayant un emploi sur la Commune de Saint-Vincent-sur-Graon
<b>1990</b>	220
<b>1999</b>	191

Source I.N.S.E.E. 1990 - 1999

Globale-

ment, le



Source I.N.S.E.E.

Le développement économique est désormais une compétence intercommunale. Le Pays Moutierrois intervient dans les domaines suivants :

- la création et l'aménagement de zones d'activités
- la promotion des zones existantes
- la création d'Ateliers Relais
- la gestion des bâtiments relais existants
- la promotion de l'accueil touristique :
  - \* acquisition foncière bâtie ou non bâtie
  - \* aménagement, création d'équipements structurants permettant une action de développement touristique d'intérêt communautaire.

## ➤ La population active et les migrations alternantes

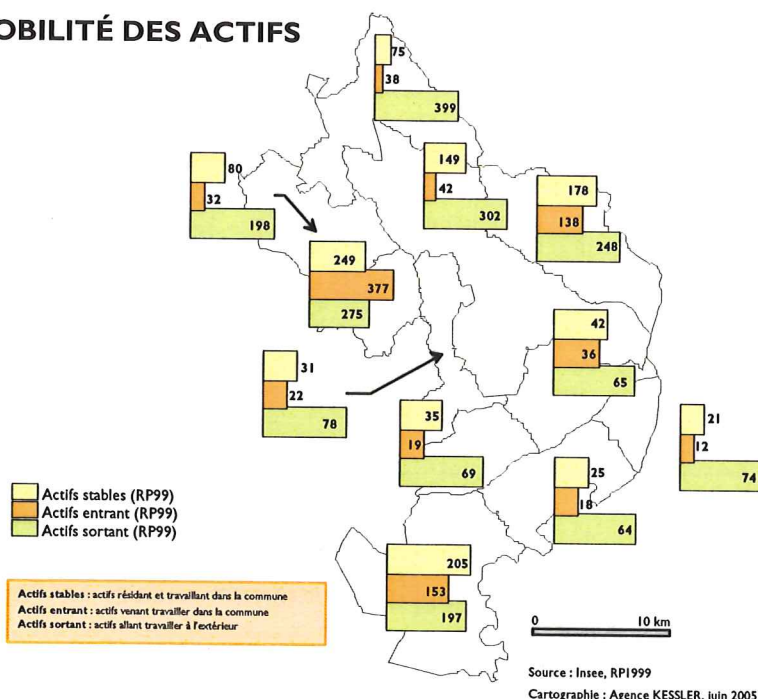
Nombre d'habitants (I.N.S.E.E. 2001)	1 238
Population active ①	500
Population active occupée ②	451
Population au chômage	49
Nombre d'emplois sur la commune	191
Nombre d'actifs travaillant et résidant sur la commune	149

① La population active comprend les actifs occupés et les chômeurs

② La population concernée comprend les actifs ayant déclaré exercer une activité professionnelle (salarisée ou non)

## PAYS DU MOUTIERROIS

### MOBILITÉ DES ACTIFS



Cette carte permet de mesurer la proportion de personnes qui travaillent dans les différentes communes du Pays Moutierrois (les entrées), ceux travaillant à l'extérieur (les sorties) et les résidents ayant un emploi dans leurs communes (les stables).

Seule la Commune de Moutiers-les-Mauxfaits accueille plus d'actifs par rapport aux actifs sortants.

Source I.N.S.E.E.

## 5.2 – L'AGRICULTURE

Les données concernant l'activité agricole de Saint-Vincent-sur-Graon sont issues du diagnostic établi en 2005 par la Chambre d'Agriculture.

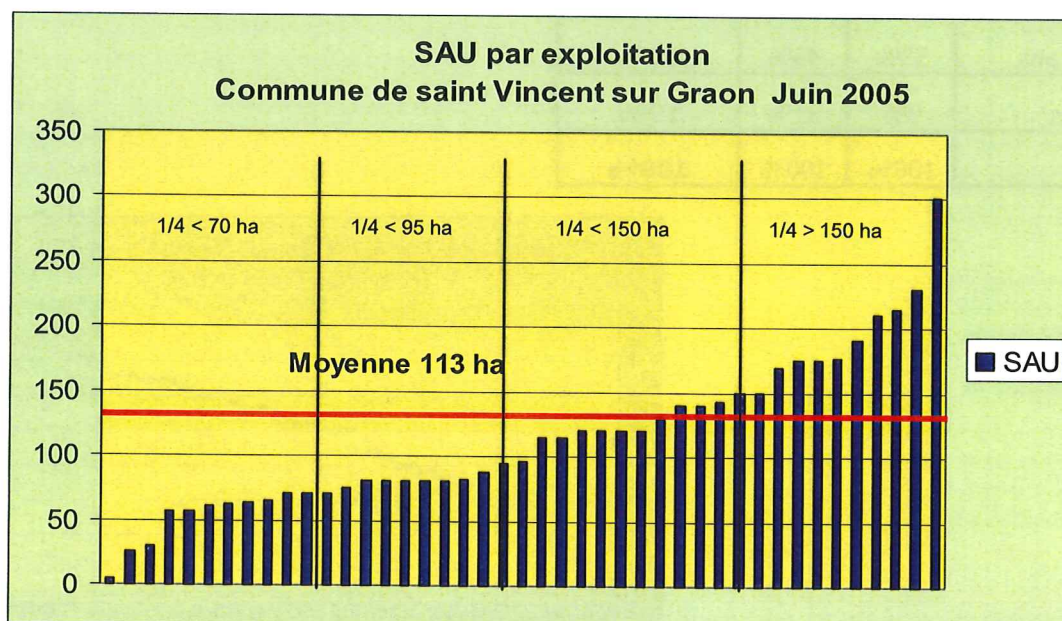
### ➤ Situation de l'agriculture de Saint-Vincent-sur-Graon en 2005 :

- 43 exploitations
- 63 chefs d'exploitation
- SAU : 4 874 ha
- S.A.U. moyenne : 113 ha/exploitation (Canton : 92 ha, Vendée : 69 ha)
- Surface territoire communal: 4 879 Ha (90% des communes de Vendée ont une surface plus petite)
- 3 579 Ha de SAU soit 73% du territoire
- SAU utilisée par les exploitants de la commune : 4 929 Ha.
- Terres Labourables : Com 68%, canton 68%, Vendée 79%

### ➤ Evolution de l'agriculture de Saint-Vincent-sur-Graon depuis 20 ans

- Presque deux fois moins d'exploitations professionnelles : moins 41%
- Deux fois plus de surfaces par exploitation : plus 190%
- Cinq fois plus de surfaces irrigables: plus 513%
- 30% de terres labourables en plus utilisées par les exploitants de la commune
- Terres en céréales: Aucune évolution significative (plus 6%)
- Surface fourragère principale : une légère reprise depuis 10 ans
- Surface en oléo protéagineux : peu importante
- Nombre de bovins : en constante augmentation

### ➤ Surface des exploitations





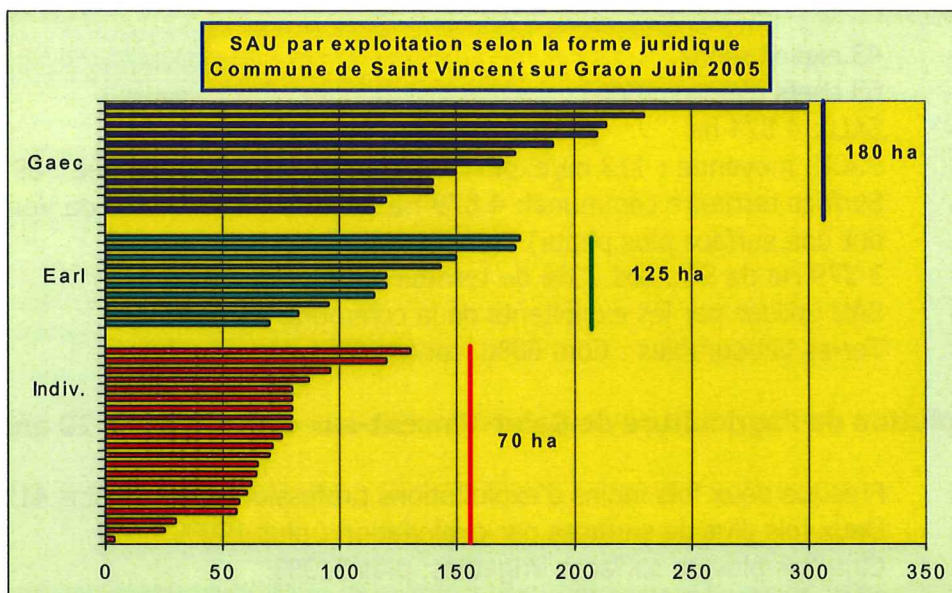
## ➤ Statut des exploitations

Sur les 43 exploitations :

21 sont en individuel

12 sont des GAEC

10 sont des EARL et SCEA



## ➤ Age des exploitants

Ages des chefs d'exploitation	Vendée 2000	Canton 2000	StVincent/Graon 2005
Moins de 40 ans	38%	26%	<b>32%</b>
40 à 55 ans	53%	43%	<b>49%</b>
> 55 ans	9%	31%	<b>19%</b>
Total	100%	100%	<b>100%</b>



➤ **Les productions**

Le système de production dominant est l'élevage avec :

	Nb. d'exploitations
<b>Viande bovine</b>	26
<b>Viande bovine et hors-sol</b>	3
<b>Viande bovine et divers</b>	2
<b>Vache laitière</b>	7
<b>Hors-sol</b>	1
<b>Divers</b>	4
<b>Total</b>	<b>43</b>

➤ **Les préconisations de la Chambre d'Agriculture**

« Le P.L.U. devra viser à l'établissement d'un projet de territoire pour l'espace rural, qui aura le souci :

- D'une gestion économe du territoire
- D'une gestion harmonieuse pour une cohabitation réussie des activités agricoles et des résidents
- De la préservation et du développement de l'outil de production agricole

Pour cela, il conviendra :

- De protéger les exploitations agricoles (terres et bâtiments) à travers un zonage A.
- De respecter les distances d'implantation des tiers vis-à-vis des activités agricoles (100 mètres)
- De densifier au maximum les parties déjà urbanisées »

## **VI – LES ÉQUIPEMENTS PUBLICS**

### **6.1 - L'ENSEIGNEMENT**

Le territoire de Saint-Vincent-sur-Graon ne dispose que de l'école privée "Saint-Joseph" qui compte 1 classe de maternelle et trois classes de primaire.

L'enseignement public est dispensé pour les enfants de Saint-Vincent-sur-Graon, par deux écoles, l'une au Bourg de Champ-Saint-Père et l'autre au Bourg de Moutiers-les-Mauxfaits.

La scolarité, au-delà de l'école primaire, s'effectue pour les enfants de Saint-Vincent-sur-Graon, essentiellement dans les deux collèges de Moutiers-les-Mauxfaits, l'un privé et l'autre public.

### **6.2 – LES ÉQUIPEMENTS COMMUNAUX ET LE MONDE ASSOCIATIF**

#### **➤ Les équipements communaux**

- **Les équipements de sports**

Un complexe sportif est localisé dans le village des Touches

Il est composé :

- d'un terrain de football
- d'un court de tennis
- D'une salle de tennis de table

- **Les salles communales**

Par ailleurs, la commune dispose d'une salle polyvalente pouvant accueillir jusqu'à 300 personnes ainsi que des salles associatives (théâtre, foyer de jeunes, ...)

#### **➤ Les associations**

Le monde associatif est présent et actif au sein de la commune. Il est présent dans différents domaines.

La liste des associations est la suivante :

- Club du 3<sup>ème</sup> Age (l'Entente graonnaise)
- Club de Football (A.S.G.)
- Société de Chasse
- Comité des Fêtes
- Créations graonnaises (loisirs créatifs)
- Amis du théâtre
- Club de gymnastique
- A.T.T.G. (Tennis de Table)
- Syndicat d'initiative



## 6.3 – LES ÉQUIPEMENTS TOURISTIQUES ET DE LOISIRS

La Commune accueille :

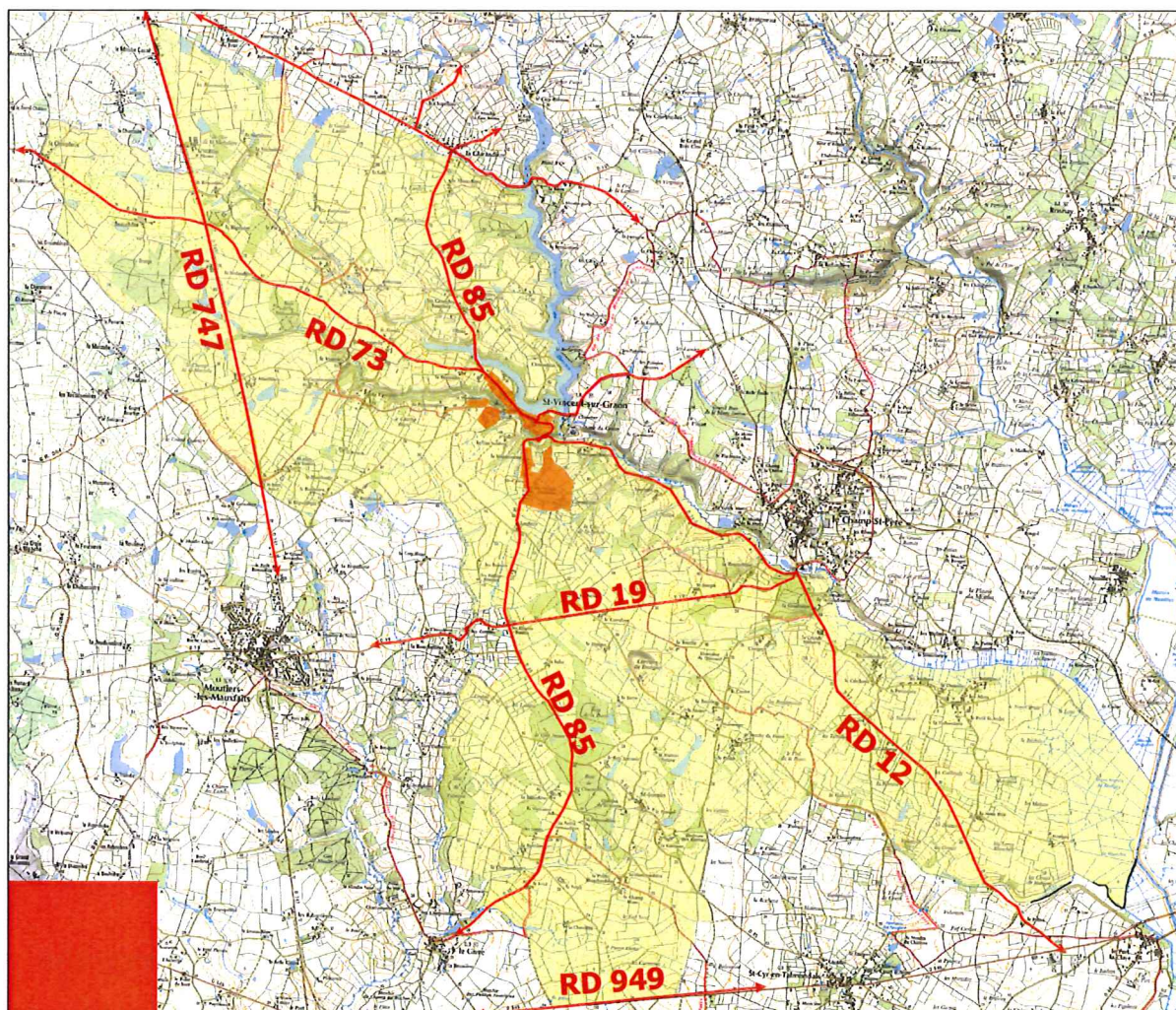
- 1 camping 2 étoiles permettant l'hébergement de 150 personnes
- 2 chambres meublées
- 3 gîtes ruraux

## VII – LES ÉQUIPEMENTS D'INFRASTRUCTURE

### 7.1 – LE RÉSEAU ROUTIER

Le territoire communal de Saint-Vincent-sur-Graon, qui s'étend sur environ 18 km du Nord-Ouest au Sud-Est, est traversé dans sa partie Ouest par la RD 747, route de la Tranche-sur-Mer ; la RD 949 (route de Luçon / Talmont-Saint-Hilaire) forme quant à elle une partie de la limite Sud du territoire.

Ces deux axes importants laissent toutefois à l'écart les Bourgs de Saint-Vincent-sur-Graon et de Saint-Sornin.



Les Routes Départementales RD 747 et RD 949 sont classées à grande circulation, elles sont concernées par l'article L. 111-1-4 du Code de l'Urbanisme. Le principe de cet article introduit un principe d'inconstructibilité le long des grands axes de circulation, en dehors des zones déjà urbanisées des communes, principe qui s'applique sur une largeur de 75 m. Dans ces bandes sont interdites toutes constructions et installations, sauf exception prévues par la loi.

## **7.2 – L'EAU**

### **➤ L'eau potable**

#### **1. Présentation générale de l'Alimentation en Eau Potable en Vendée**

VENDEE EAU a été créé le 20 juin 1961. Il regroupe 276 communes sur 282. Seules les Communes de CHALLANS, FONTENAY-LE-COMTE, ROCHESERVIERE, LA ROCHE-SUR-YON, ST MARS-LA-REORTHE et ST PHILBERT-DE-BOUAINE n'en font pas partie.

Il fédère les 22 Syndicats Intercommunaux auxquels les communes ont délégué la responsabilité du service public de production et de distribution d'eau potable.

#### **2. Rôle et fonctionnement des Syndicats Intercommunaux et de Vendée Eau**

Les communes sont initialement responsables de la production et de la distribution de l'eau potable sur leur territoire.

En Vendée, elles ont transféré ces compétences aux Syndicats Intercommunaux d'A.E.P. qui ont eux-mêmes, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1999, transféré la compétence "distribution d'eau potable" à Vendée Eau.

Ainsi, les Syndicats Intercommunaux d'A.E.P. de Vendée restent compétents pour la production de l'eau potable (propriétaires et gestionnaires des captages, des forages et des usines de traitement d'eau potable, propriétaires des barrages et responsables de la protection de la ressource - qualité des eaux brutes) - Depuis, ils représentent les communes et les abonnés auprès de Vendée Eau et à l'inverse, ils représentent localement Vendée Eau.

Vendée Eau, auquel adhèrent tous les Syndicats Intercommunaux, est responsable de la distribution de l'eau potable aux abonnés ; ses missions sont les suivantes :

- il est maître d'ouvrage, c'est-à-dire propriétaire des ouvrages (châteaux d'eau, surpressions...), des réseaux d'adduction et de distribution d'eau potable et des branchements particuliers,
- il en confie l'exploitation, en gérance, à des sociétés privées qui sont responsables, en particulier, de la qualité de l'eau distribuée,
- il établit "le Règlement du Service de distribution d'eau et du contrat d'abonnement" à l'attention des abonnés,
- il décide annuellement des tarifs du Service de l'eau potable qui est le même pour les abonnés des 276 communes adhérentes,
- il vend l'eau potable aux abonnés ; les factures sont émises et perçues par les sociétés gérantes, pour le compte du Syndicat,
- il est responsable du compte financier d'exploitation du Service.
- il décide, finance et met en oeuvre les investissements nécessaires au bon fonctionnement de la distribution de l'eau potable aux abonnés.
- il décide annuellement les tarifs des branchements particuliers établis sur les conduites d'eau potable existantes, qui sont appliqués par les sociétés gérantes
- il fixe annuellement le bordereau des prix des Travaux Hors Programme, pour la desserte en eau potable des constructions neuves ou existantes, lotissements publics ou privés.



### **3. Conditions d'alimentation en eau potable des communes**

95 % des ressources en eau potable des syndicats Intercommunaux et de Vendée Eau proviennent de 12 barrages réservoirs implantés sur des cours d'eau, auxquels sont adjoints 9 usines de traitement d'eau. Il s'agit d'eau de surface.

Le volume restant est fourni localement par des captages d'eau souterraine.

Des conduites principales permettent l'adduction de l'eau vers les différents secteurs d'exploitation et des canalisations de distribution assurent la desserte des abonnés. Les réseaux sont autant que possible interconnectés pour offrir une sécurité au niveau de la production d'eau potable entre les usines, et pour que chaque commune dispose d'au moins deux possibilités d'approvisionnement.

Les réseaux sont souvent de type "gravitaire" à partir de réservoirs sur tour, mais certains secteurs disposent d'une alimentation "surpressée".

Un bilan annuel des conditions d'alimentation en eau potable (origine de l'eau, qualité de l'eau) spécifiques à chaque commune établi par la D.D.A.S.S. de la Vendée, est adressé personnellement à chaque abonné avec sa facture d'eau.

### **4. Travaux d'extension du réseau public d'eau potable**

Les syndicats Intercommunaux et Vendée Eau financent et réalisent, dans le cadre de leurs programmes annuels de travaux, les investissements relatifs à la production, à l'amélioration de la ressource et de la qualité de l'eau, à l'adduction principale et aux interconnexions, aux renforcements et aux renouvellements de réseaux, ainsi que les investissements d'extensions du réseau pour desservir les habitations principales anciennes encore alimentées par un puits particulier.

Par contre, les investissements d'extension du réseau public pour desservir une maison neuve, un lotissement, une activité nouvelle, une résidence secondaire, etc... voire des travaux de renforcement localement nécessaires pour alimenter un nouveau lotissement ou un besoin nouveau important, sont financés par la commune et le demandeur en application de la loi S.R.U. du 13 décembre 2000 (pour la partie de l'extension réalisée sous voie publique).

Vendée Eau reste maître d'ouvrage des travaux : il s'agit alors de Travaux Hors Programme qui sont définis dans le "Règlement du Service de distribution d'eau et du contrat d'abonnement".

Le Règlement impose aussi que chaque logement, chaque construction ou chaque activité, dispose de son propre branchement particulier sur le réseau public, le regard de compteur étant implanté sur la partie de la propriété à jouissance privative.

Il en résulte en particulier que la desserte d'un ensemble privé de logements doit être réalisée par un réseau public au sein de la propriété privée.

Les immeubles collectifs qui ne peuvent pas techniquement respecter cette règle sur le plan technique, en particulier les immeubles verticaux, doivent être équipés d'un branchement particulier avec un compteur général par cage d'escalier et chaque logement doit disposer d'un compteur individuel.

Vendée Eau est également maître d'ouvrage de ces travaux, qui demeurent à la charge du demandeur, il s'agit aussi de Travaux Hors Programme.



Vendée Eau confie l'exploitation du Service à des sociétés privées prestataires de la collectivité par contrat de gérance ou marché de service. Pour Saint-Vincent-sur-Graon, il s'agit de la S.A.U.R.

L'origine de l'alimentation est le lac du Graon et en période d'étiage, éventuellement celui du Marillet.

## ➤ **L'assainissement**

Concernant le traitement des eaux usées, il s'agit de distinguer l'assainissement collectif, de l'assainissement autonome.

**L'assainissement collectif** consiste à collecter les effluents des installations privées d'un bourg ou d'un village par un réseau de canalisations enterrées et à les traiter par l'intermédiaire :

- soit d'une fosse toutes eaux de grande capacité et de filtres à sable (généralement pour un village)
- soit d'une station d'épuration de type lagunage naturel ou aéré ou à boues activées ou encore à filtres bactériens (agglomérations plus importantes).

Contrairement à l'assainissement autonome et autonome regroupé, les équipements de traitement et le réseau de collecte sont situés sur le domaine public et sont propriété de la collectivité.

La Commune de Saint-Vincent-sur-Graon a recours à l'assainissement collectif pour le traitement des effluents domestiques d'environ 300 Equivalents-habitants habitants dans le secteur du bourg. Cette entité urbaine est particulièrement sensible en matière d'assainissement compte tenu de la proximité de retenue du lac du Graon, pour l'alimentation en eau potable.

Il s'agit d'une unité de traitement de type "boue activée".

La capacité de traitement de cet ouvrage est de 300 Eh (45 m<sup>3</sup> d'effluent/jour, 60 kg DBO<sub>5</sub>/jour) et 150 litres d'eau par jour et par personne.

Les conclusions du rapport 2004 du Service de l'Eau du Pôle Assainissement du Conseil Général de la Vendée sont les suivantes :

- La charge polluante entrante est proche de la capacité nominale de traitement organique de cet ouvrage
- Les rendements épuratoires sont assez moyens du fait également de la conception ancienne de cet ouvrage.

Le reste du territoire est équipé en **assainissement autonome**.

Ce type de traitement consiste à traiter les effluents sur le terrain de l'installation concernée. Il est défini au cas par cas, après étude pédologique.

**L'assainissement autonome regroupé** reprend le même principe que l'individuel. Il consiste à traiter en commun un petit nombre d'installations d'un hameau par l'intermédiaire d'une fosse toutes eaux de grande capacité suivie d'un dispositif d'épuration adapté au sol. Les équipements de traitement et de collecte des effluents sont implantés en domaine privé.

## • La gestion des eaux pluviales

De manière générale, la croissance de l'urbanisation génère des impacts très sensibles sur le cycle de l'eau, les principaux étant :

- L'imperméabilisation des sols
- L'accélération des écoulements
- La création d'obstacles à l'écoulement
- L'artificialisation des cours d'eau
- La pollution des milieux récepteurs, ...

Depuis le début des années 80, une approche intégrée et globale s'est développée pour prendre en compte tous ces aspects, orientant la réflexion à l'échelle du bassin versant. Cette démarche a donné naissance à des solutions alternatives en matière d'assainissement pluvial et a été confortée et renforcée par la Loi sur l'Eau de 1992 et ses textes d'application.

Le principe généralement adopté, d'un point de vue hydraulique, est que tous les nouveaux aménagements sur un bassin versant donné ne doivent pas aggraver la situation préexistante en matière d'écoulements pluviaux.

La Loi sur l'Eau du 3 Janvier 1992 et ses décrets d'application ont également prévu l'obligation pour chaque commune d'instituer un zonage d'assainissement. Dans ce cadre, des zones de limitation des débits et de leurs conséquences peuvent également être définies. Il est stipulé que :

*« les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique...*

- *les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement,*
- *les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement. »*

*Extrait de la loi sur l'eau du 3 Janvier 1992*

Le zonage d'assainissement de la Commune de Saint-Vincent-sur-Graon, approuvé en 1998, ne traite pas de l'assainissement des eaux pluviales.

On peut toutefois avancer que le caractère relativement imperméable des sols et mouvementé du relief constitue un contexte complexe en matière d'écoulement des eaux pluviales. En effet, le réseau hydrographique du territoire est formé d'un chevelu dense de petits ruisseaux affluents et sous affluents du Lay, constituant autant de bassins versants et de sous bassins versants.

Dans ce contexte, seule une approche très détaillée et localisée de chacun des sites voués à des aménagements futurs permettrait de dresser un diagnostic et un schéma directeur de prise en compte des eaux pluviales.

Concrètement, se sont les études pré-opérationnelles des futures opérations d'aménagement qui définiront les modes de gestion des eaux pluviales.

En effet, toute installation, ouvrage, travaux ou activités, qui auront une incidence sur les milieux aquatiques nécessitent la constitution d'un dossier de déclaration ou d'autorisation par la personne porteuse du projet.

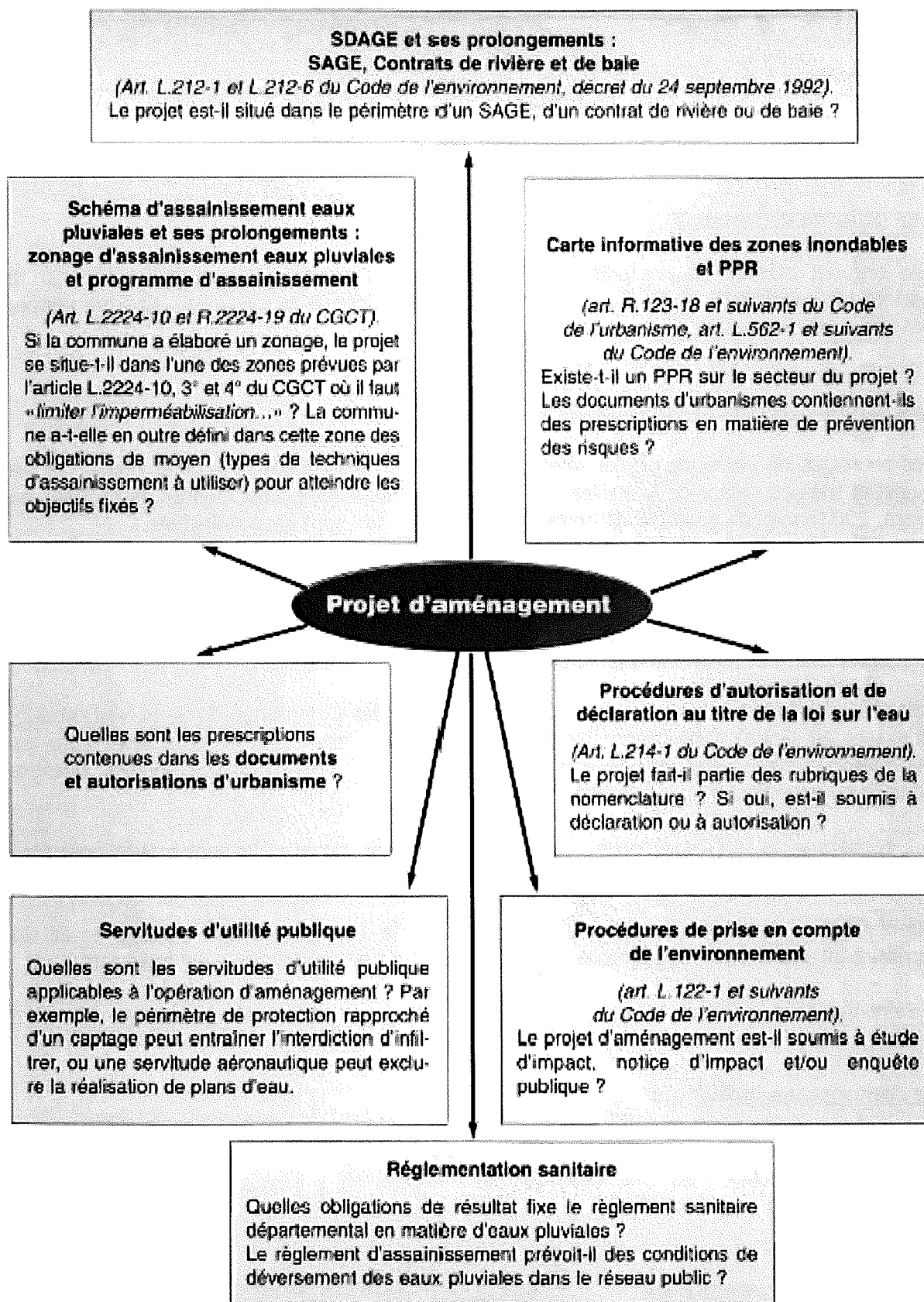
Dans ce contexte, la gestion et la régulation des eaux pluviales sont régies par les rubriques de la nomenclature figurant dans le décret n°2006-881 du 17 Juillet 2006, modifiant le décret n°93-743 du 29 Mars 1993, en application de l'article 10 de la Loi sur l'Eau du 3 Janvier 1992.

En fonction des caractéristiques du projet (milieu où le rejet est effectué, caractéristiques de l'exutoire, superficie de l'aménagement, charge polluante, etc. ...) et des seuils requis, les opérations sont soumises à une simple déclaration ou à une autorisation. Ce dossier d'incidence est transmis à la préfecture et instruit par les services de la Police de l'Eau.

Le schéma présenté page suivante, au-delà de la seule problématique de gestion des eaux pluviales, expose et résume les différents éléments du cadre réglementaire qui régie la question de l'eau dans tout projet d'aménagement.



## Questions juridiques (relatives à l'eau) à se poser au niveau de l'opération d'aménagement



**MEMENTO POUR LA GESTION DES PROJETS D'ASSAINISSEMENT [doc. CERTU 2001]**

## **7.3 – LA COLLECTE DES DÉCHETS**

La Communauté de Communes du Pays Moutierrois intervient dans des domaines qui sont délégués par les communes elles-mêmes, jugeant plus opportun de mener à l'échelle intercommunale des actions structurantes. La collecte des déchets est une de ces thématiques.

### **Les ordures ménagères**

Les ordures ménagères produites sur le territoire intercommunal sont collectées par la société LOCARECUPER et traitées dans le centre de compostage de Corpe. Chaque année, environ 3 200 tonnes de déchets sont ainsi ramassées.

### **Les produits de la collecte sélective**

Les tonnages de verre, de papier, d'emballages sont collectés par la Société Coved Centre Ouest et triés au centre de Saint-Jean-de-Monts. Chaque année, c'est environ 400 tonnes de verre, 200 tonnes de papier et 50 tonnes d'emballages qui sont ainsi collectées.

Les matériaux triés sont ensuite expédiés dans des filières de recyclage. Les matières sont réutilisées dans le cadre de multiples applications (verre, carton, textile, ...).

### **Les produits de déchetteries**

Les deux déchetteries intercommunales (localisées sur les Communes de Saint-Vincent-sur-Graon et au Givre) sont gérées par la société Grandjouan / Onyx. Selon leur type, les matériaux peuvent être dirigés vers des filières de recyclage (cartons, huiles, déchets verts...) ou en enfouissement (tout-venant, gravats).

Les déchets verts sont ainsi récupérés par des agriculteurs locaux. Ils sont broyés pour être utilisés en apports organiques.

L'implantation des déchetteries a été déterminée de façon à ce que chaque foyer du territoire intercommunal soit à moins de 20 minutes en voiture des deux équipements.

A Saint-Vincent-sur-Graon, la déchetterie est localisée au lieu-dit les Mottières.

### **Le compostage individuel**

Dans le cadre de sa politique de limitation des tonnages d'ordures ménagères et de renforcement de la collecte sélective, le Pays Moutierrois a développé depuis 2004 des actions de compostage individuel.

# **SECONDE PARTIE**

## **PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION ET MISE EN ŒUVRE DU P.L.U.**

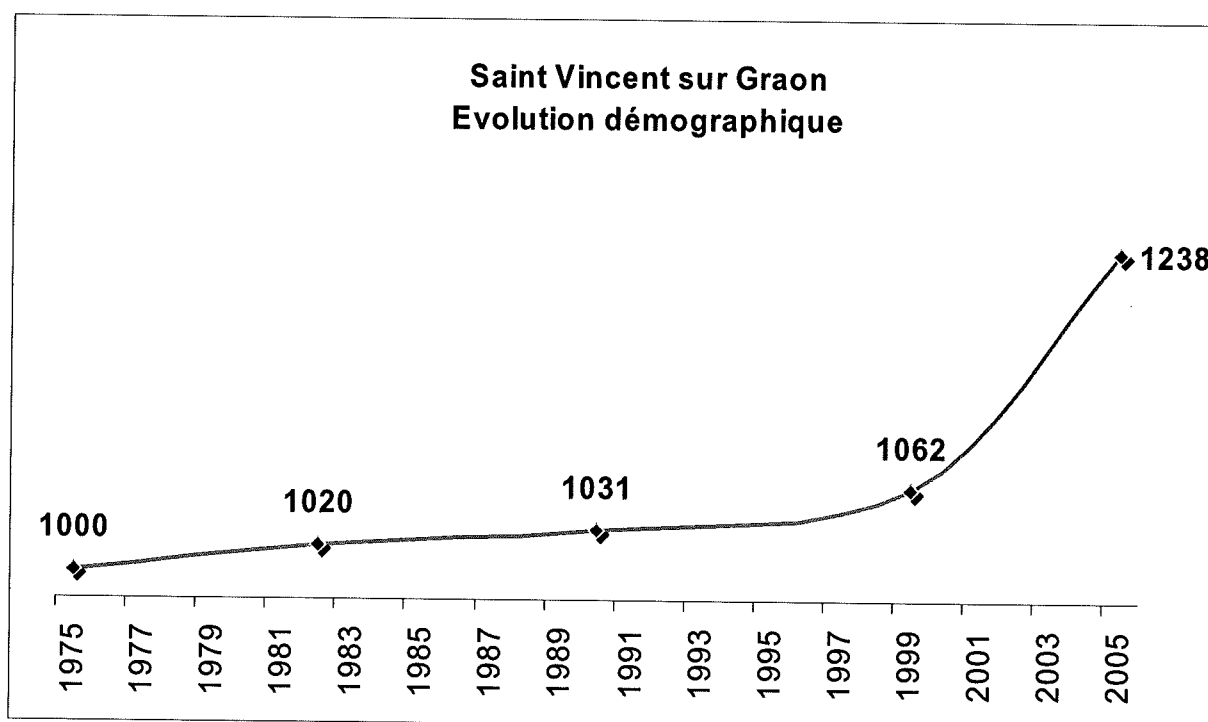


## **CHAPITRE 1 -**

## **PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION, DEMOGRAPHIE ET LOGEMENT**

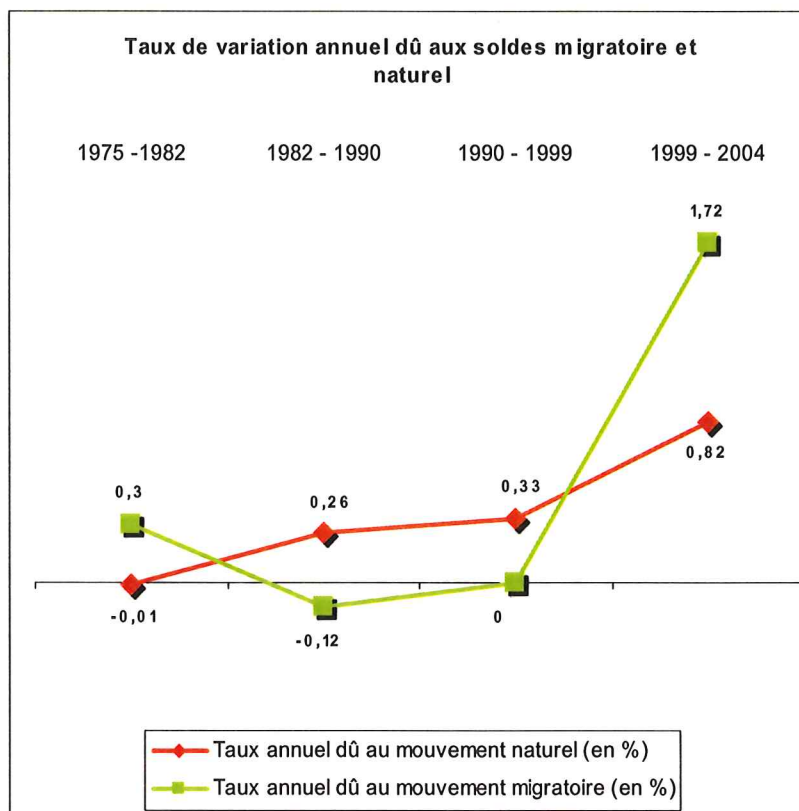
### **1.1 - L'ÉVOLUTION DÉMOGRAPHIQUE**

L'évolution intercensitaire de la population a été la suivante :



Depuis 1975, la population de la Commune de Saint-Vincent-sur-Graon n'augmente que très légèrement.

Cette relative stagnation démographique est due au positionnement de la Commune à l'écart des pôles d'emplois et des centres urbains et donc à son caractère fortement rural. La dernière période intercensitaire 1999/2005 connaît toutefois un mouvement différent qui traduit une attractivité nouvelle pour Saint-Vincent-sur-Graon.



L'évolution des soldes naturels et migratoires illustrent également cette inversion de tendance avec un taux de variation annuel qui, entre 1999 et 2005, atteint 2,5%, dû pour une grande part à l'arrivée d'une population nouvelle.

Le Bourg, de petite taille au regard de l'étendue du territoire communal correspond bien aux caractéristiques d'une localité rurale ; une école et quelques commerces et services de base y sont présents.

La dynamique communale s'appuie donc plus que sur les activités, sur un tissu associatif bien ancré et qui anime Saint-Vincent-sur-Graon.

La relative proximité du littoral joue aussi son rôle à Saint-Vincent-sur-Graon ; le parc des résidences secondaires représente autour de 25% de l'ensemble des logements. En outre, la Commune elle-même recèle des atouts touristiques liés à la qualité et à la tranquillité de la campagne, mais aussi à la présence du lac du Graon, retenue d'eau potable qui jouxte le Bourg de Saint-Vincent-sur-Graon.

En 1988, la Commune s'est dotée d'un Plan d'Occupation des Sols, ce qui lui a permis de mieux maîtriser son urbanisation, notamment en organisant le déploiement de son agglomération sous forme d'opérations d'aménagement d'ensemble. Le présent document d'urbanisme devra répondre aux besoins nouveaux pour le logement, les activités, les équipements,... tout en prévoyant un phasage de l'urbanisation.

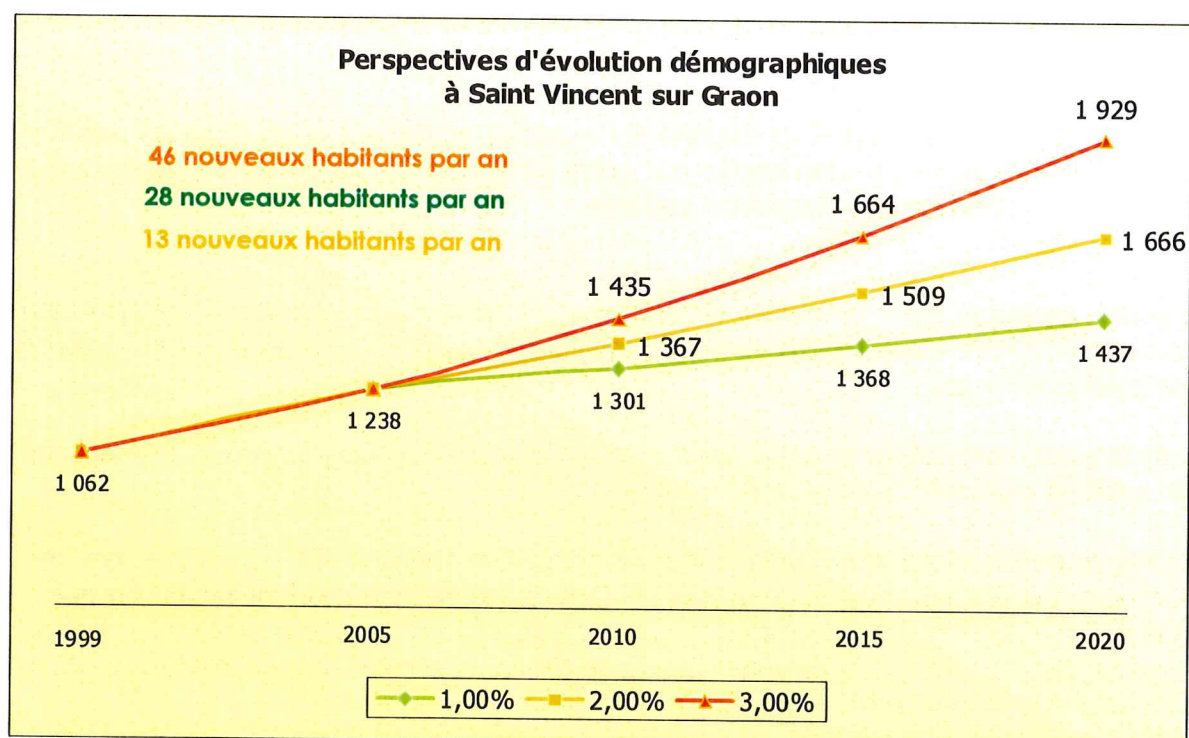
Au vu de ces différentes données, trois hypothèses de calcul démographique peuvent être définies afin de dresser des perspectives sur le niveau de la population à l'horizon 2020.

**Hypothèse 1** : Hypothèse basse, où le taux de croissance annuelle démographique retenu est de 1 %, qui traduirait une inversion de tendance peut probable dans le contexte favorable que connaît la commune depuis 1999.

**Hypothèse 2** : Hypothèse moyenne, avec un taux de croissance de l'ordre de 2 % par an, correspondant à une légère diminution du rythme démographique vis-à-vis des évolutions récentes.

**Hypothèse 3** : Hypothèse haute, avec une évolution estimée à 3 %, taux de croissance légèrement supérieur à l'évolution très récente qu'a connu la commune entre 1999 et 2005.

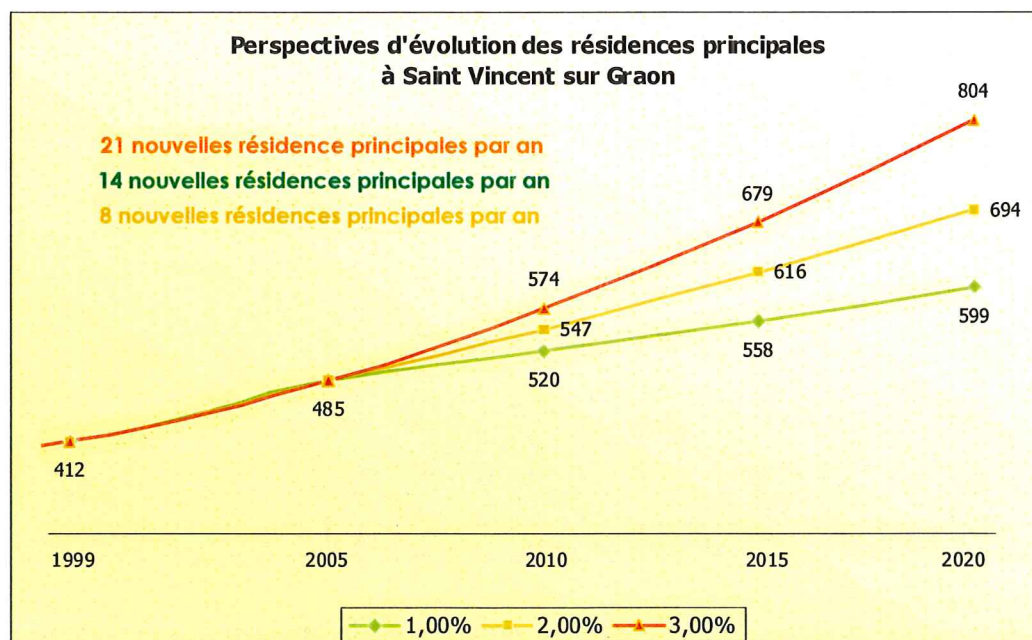
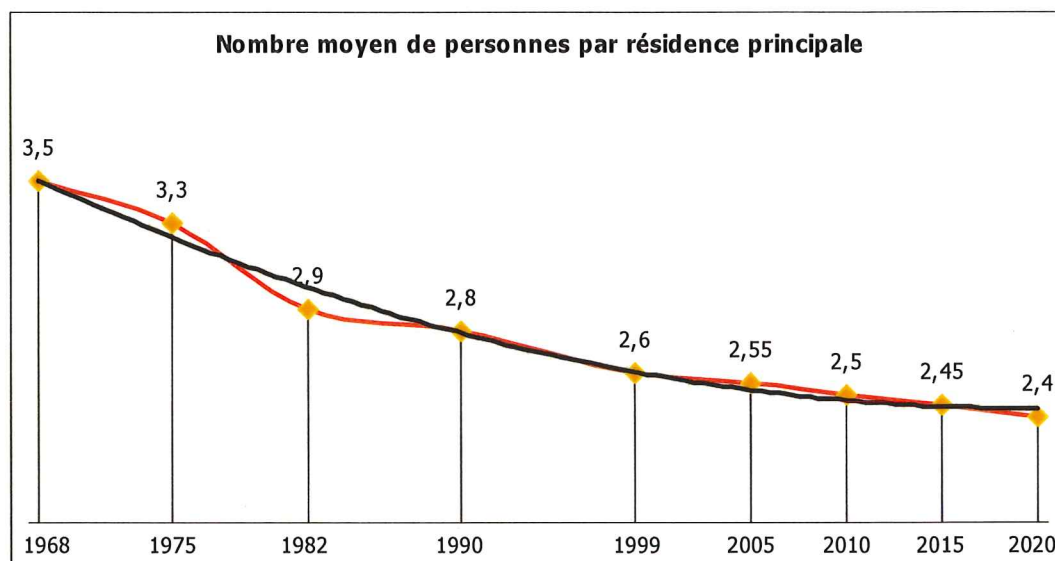
Une croissance supérieure à celle envisagée dans l'Hypothèse 3 pourrait comporter des risques pour le fonctionnement de la collectivité, notamment en terme d'équipements collectifs (assainissement, écoles, installations sportives, ...) mais également pour l'intégration des nouvelles populations au tissu social de la commune.



## 1.2 - L'ÉVOLUTION DU PARC DE LOGEMENTS

La croissance du nombre de logements résulte de plusieurs phénomènes dont l'augmentation du nombre d'habitants n'est qu'un des éléments. Il est nécessaire de prendre en considération les données sur la vacance des habitations, l'évolution de notre société où l'on constate un desserrement des ménages (décohabitation juvénile, séparations et divorces, maintien des personnes âgées à domicile, ...).

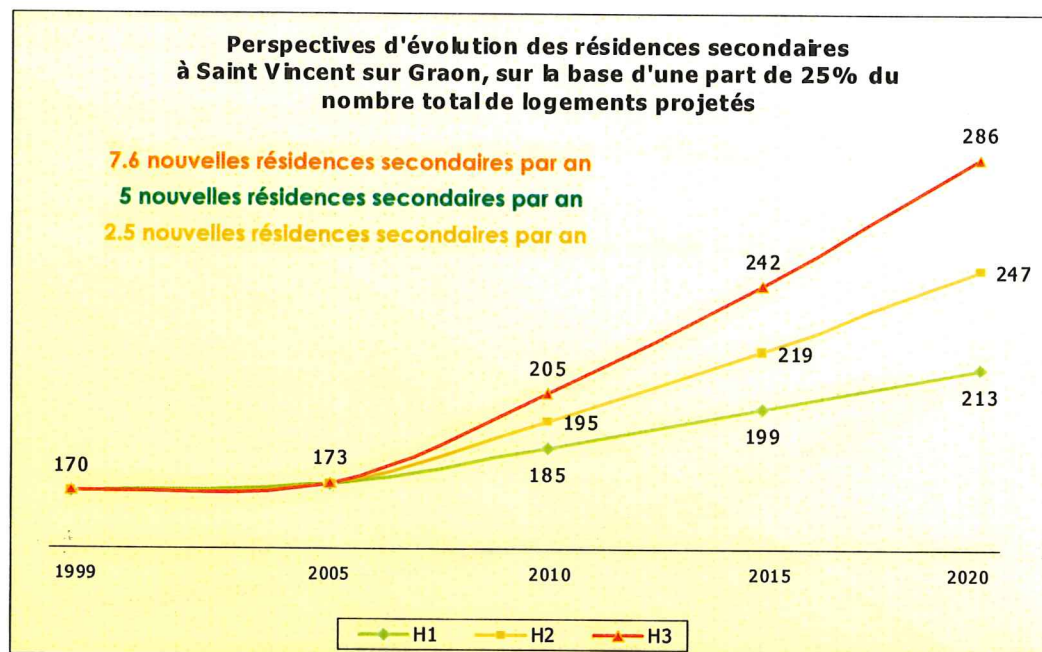
Le nombre moyen de personnes par logement ne cesse de diminuer ce qui, conjugué à une augmentation démographique, accélère la construction et la rénovation.



L'hypothèse retenue par la Commune de Saint-Vincent-sur-Graon se situe entre H2 et H3 ; le P.L.U. s'attachant à prévoir une croissance démographique et une évolution du parc de logements selon un rythme qui permette le renouvellement des générations, l'intégration sociale de la population et les équipements collectifs répondant aux attentes de la population.



Cette perspective, directement liée à l'hypothèse d'évolution démographique, doit être complétée avec les données concernant la perspective en matière de résidences secondaires. On considère, qu'une part des nouveaux logements ( $\approx 25\%$ ) auront pour vocation la résidence secondaire.



Perspectives d'évolution des logements		H1	H2	H3
		Résidences principales		
	2005 (donnée INSEE)	485 (soit 71,5 % des logements)		
	2020 (projection)	599	694	804
<b>a</b>	Nombre de résidences principales supplémentaires en 2020	113	209	318
		Résidences secondaires		
	2005 (donnée INSEE)	173 (soit 25,5 % des logements)		
	2020 (projection)	213	247	286
<b>b</b>	Nombre de résidences secondaires supplémentaires en 2020	40	74	113
		Ensemble des logements		
<b>c</b>	Nombre de nouveaux logements en 2020 (a + b)	154	283	432
	Nombre moyen de nouveaux logements par an à l'horizon 2020 (c / 15)	10	19	29

A l'horizon 2020, selon l'hypothèse retenue comme objectif par la Municipalité, le rythme serait d'environ 24 nouvelles constructions par an.

En terme de surface consentie à l'urbanisation, il s'agit d'estimer les besoins qui seront nécessaires pour les 10 à 15 ans à venir.

Dans le contexte "rural" de Saint-Vincent-sur-Graon, le développement urbain se doit de concilier une gestion économe de l'espace et un habitat répondant aux attentes d'une population qui recherche une certaine qualité de vie "à la campagne".

Dans ce contexte, les modes d'habitat variés pourront être associés au sein d'un même quartier conciliant pavillonnaire, habitat groupé et petit collectif.

Cette forme urbaine, globalement plus dense que celle développée ces dernières décennies, s'inscrit dans une logique de développement durable qui, outre le souci d'économie d'espace, traite également de la conception et de la qualité des espaces collectifs et d'une prise en compte transversale de l'environnement (économie d'énergie, mode de déplacement doux, gestion de l'eau et des déchets, intégration paysagère, ...)

Compte-tenu du phénomène de rétention foncière, l'offre doit être multipliée par un "coefficient de rétention foncière" de 1,25 afin de maintenir un rythme de construction répondant aux besoins définis.

En prenant en compte ces différents critères, le projet de développement de l'urbanisation de Saint-Vincent-sur-Graon, à l'horizon 2020, se déploiera, pour l'habitat, sur une surface de 27 ha inscrits dans le P.L.U. en zone IAU et IIAU (6 ha sont déjà en cours de réalisation à la Moratière et la Garmitière).

A cela vient s'ajouter une enveloppe de 9 ha inscrite en IIAUe, correspondant à un potentiel souhaité par la Communauté de Communes pour le développement des activités économiques.

Enfin, dans certains hameaux, des "dents creuses", pourront être construites ; dans ce cas, la densification du bâti, au sein de secteurs déjà urbanisés, ne grève pas de surfaces agricoles.

## **CHAPITRE 2 -**

# **EVOLUTION DU TERRITOIRE "RURAL" ET DES ESPACES A VOCATION AGRICOLE**

## **2.1 - UNE GESTION ÉCONOME DE L'ESPACE POUR UN TERRITOIRE AGRICOLE PRÉSERVÉ**

Malgré une nouvelle attractivité à Saint-Vincent-sur-Graon ces dernières années et une diversification des occupations du sol, l'agriculture garde une place prépondérante tant dans l'économie locale que dans l'identité communale.

De ce secteur d'activité dépend, non seulement, l'utilisation des sols sur la majeure partie du territoire, mais aussi le maintien et l'entretien d'un paysage « rural », constitutif de l'image de Saint-Vincent-sur-Graon et chère à bon nombre de ces habitants.

La préservation de l'agriculture dans le P.L.U. se traduit par une priorité donnée à la vocation agricole sur la majeure partie du territoire communal. Une étroite concertation avec les agriculteurs a permis de définir les limites des zones A et N en portant une attention particulière à l'environnement des exploitations en place, afin de bien apprécier leurs possibilités de développement.

Cette partition entre zones N et zones A ne crée toutefois pas de césure au sein du territoire "rural" au sens large, dont la qualité dépend, pour sa plus grande part, du travail de la terre. Si les zones N ne peuvent être constructibles, elles restent toutefois exploitées et valorisées par l'agriculture.

Le choix des secteurs d'urbanisation future s'est effectué en considérant l'impact en terme de consommation d'espace vis-à-vis des exploitations touchées.

En ce qui concerne la valorisation du "paysage" rural, le P.L.U. privilégie la réhabilitation d'anciens bâtiments agricoles, de bonne qualité architecturale, afin de pouvoir les transformer, notamment en logement. Ces changements de destination permettent le maintien en bon état et le plus souvent l'amélioration d'un patrimoine bâti qui participe à l'identité paysagère de la campagne graonnaise.

Un relevé exhaustif a été réalisé, village par village, afin de bien répertorier les éventuels changements de destination de ce bâti, qui sont possibles dans le secteur Nh et interdits en zone A.

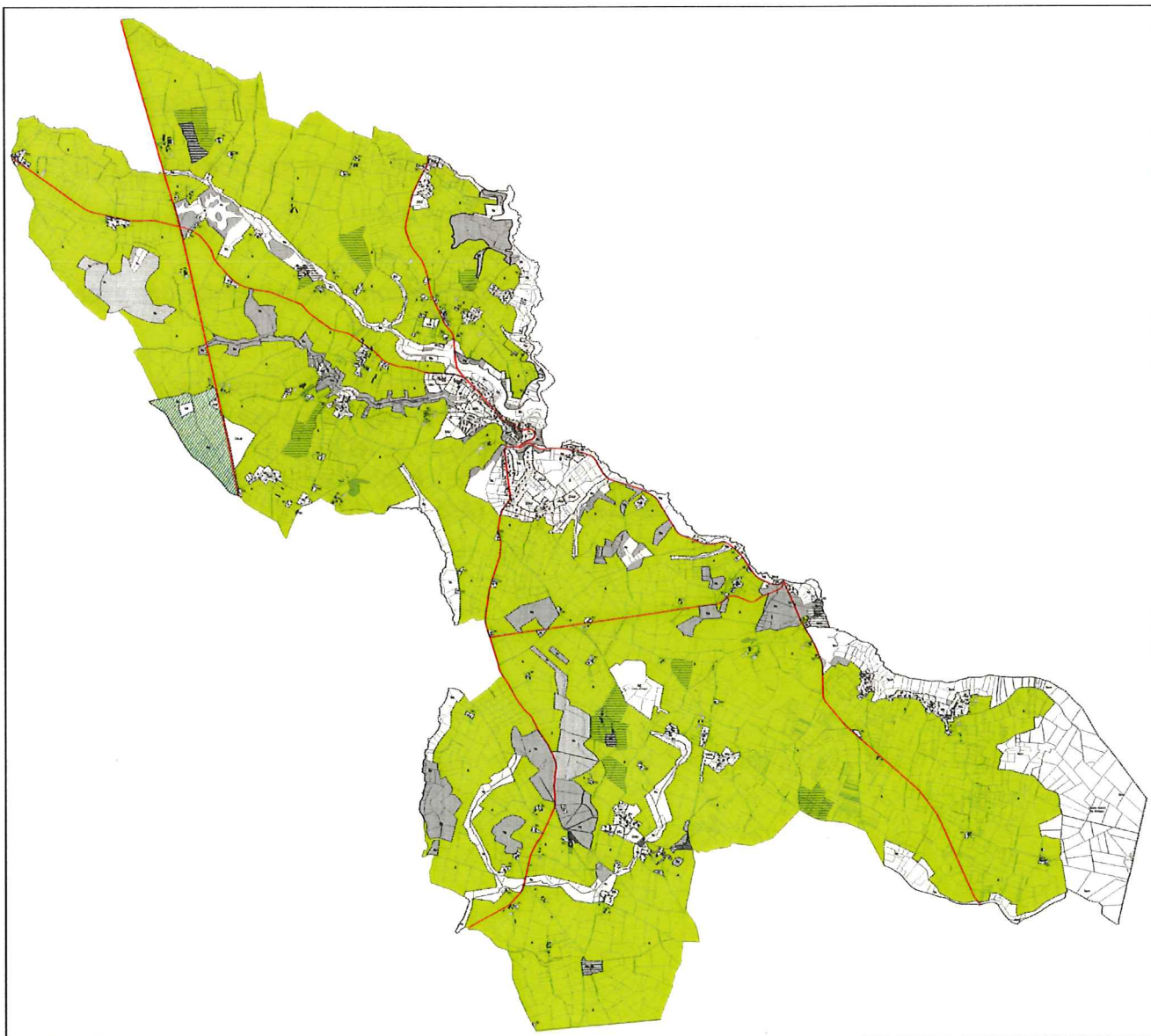
Le maintien d'une agriculture dynamique se traduit réglementairement dans le P.L.U. par un classement **en zone A** de vaste espaces dont la vocation première est directement liée à l'exploitation agricole.

« Les zones agricoles sont dites "Zones A". Peuvent être classés en zones agricoles, les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles.

Les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif et à l'exploitation agricole sont seules autorisées en zone A ». (Article R 123.7 du Code de l'Urbanisme).

La zone A couvre 3 625 ha, soit 74 % de la surface totale du territoire.

Elle comprend un **secteur Ap** (49,63 ha) qui concerne, à l'Ouest du territoire, un espace agricole susceptible d'évoluer dans les décennies à venir vers d'autres usages, liés au projet routier de doublement de la RD 747.





## **2.2 - LES ESPACES NATURELS AU CŒUR DU PROJET DE DÉVELOPPEMENT ET DE L'IDENDITÉ COMMUNALE**

La Commune de Saint-Vincent-sur-Graon bénéficie d'un milieu naturel de qualité aux confins de trois entités paysagères, le bocage, la plaine et le marais.

La préservation du patrimoine naturel est un enjeu majeur sur le plan environnemental mais également en terme de paysage et de cadre de vie pour les habitants de Saint-Vincent-sur-Graon.

Le réseau hydrographique prend part à ce patrimoine naturel et la préservation de la ressource en eau, en cohérence avec les objectifs du S.D.A.G.E. Loire Bretagne et du S.A.G.E. du Lay s'inscrit comme préoccupation majeure pour la collectivité.

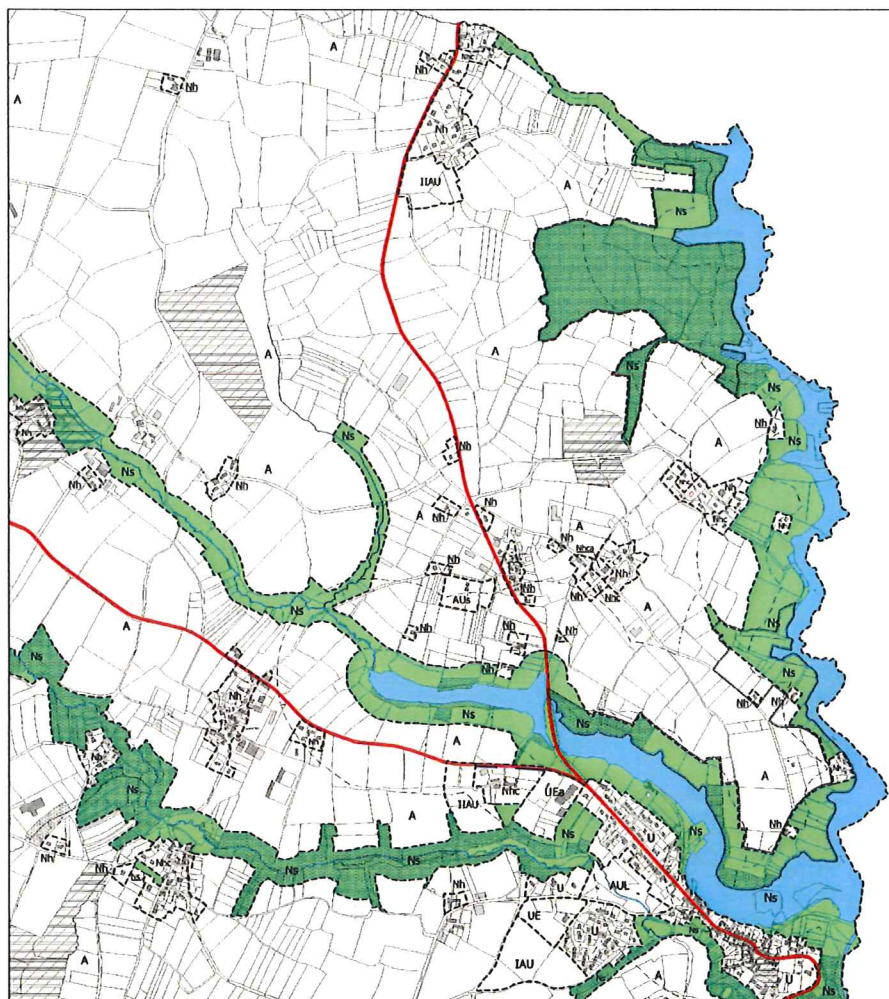
A ces différents égard, la prise en compte des espaces naturels se décline en deux grandes orientations qui trouvent leur traduction réglementaire dans le P.L.U. :

- La protection des espaces naturels sensibles, des boisements et de la ressource en eau
- L'articulation du développement urbain ménageant, en appui sur une trame existante, des espaces de respiration.

L'outil réglementaire du P.L.U. permettant d'assurer la protection et la pérennité des espaces naturels sensibles est le classement en zone N :

« Les zones naturelles et forestières sont dites "zones N". Peuvent être classés en zone naturelle et forestière, les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison, soit de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique, soit de l'existence d'une exploitation forestière, soit de leur caractère d'espaces naturels ». (Article R 123.8 du Code de l'Urbanisme).

- **Le secteur Ns**, identifie, dans la continuité du P.O.S., les espaces sensibles à préserver afin de leur conférer un usage compatible avec leur sensibilité écologique et paysagère.



A ce titre, une protection s'impose sur l'ensemble des vallons accompagnant le réseau hydrographique, couvrant les coteaux souvent boisés ainsi que les fonds de vallées à caractère plus ou moins inondables et qui recèlent une richesse écologique de milieux humides. En particulier la rivière du Graon est sensible à plusieurs égards : son utilisation pour l'alimentation en eau potable dans sa partie amont (lac du Graon et ses coteaux abrupts) et son appartenance au bassin versant du Lay directement en prise avec l'identité écologique du Marais Poitevin et de la Baie de l'Aiguillon.

Le secteur Ns s'étend donc en bordure du Graon et accompagne l'ensemble du réseau hydrographique affluent du Graon.

Le territoire de Saint-Vincent-sur-Graon est également marqué par la présence de boisements homogènes nombreux dont certains sont de taille importante.

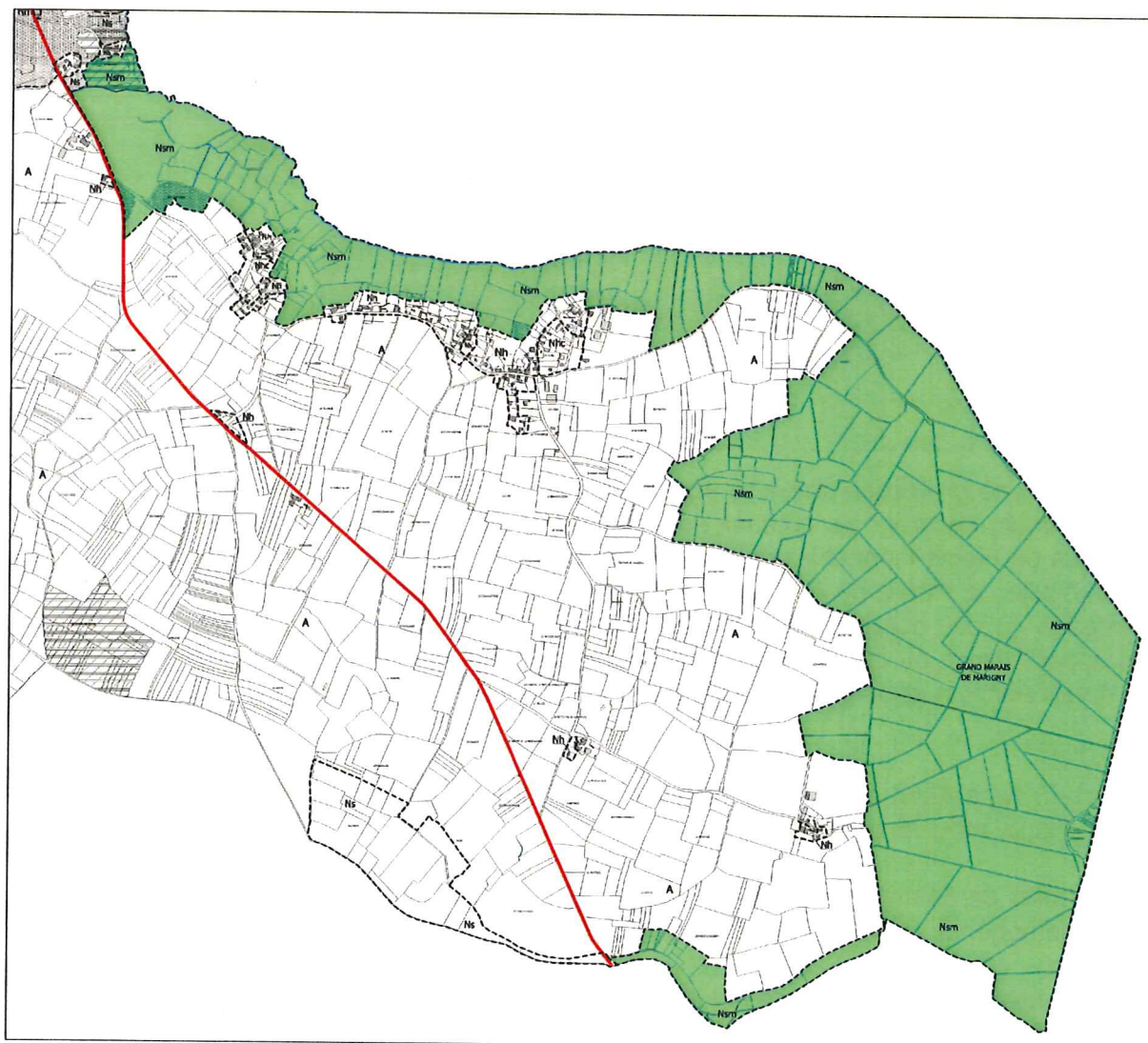
Ce patrimoine boisé, dans la continuité du P.O.S., est préservé au titre de la Loi Paysage (L.123.1.7 du Code de l'Urbanisme) qui souvent s'accompagne d'un classement en secteur Ns, soulignant la sensibilité de ces boisements tant sur le plan écologique que sur le plan paysager.

Sur la partie Sud-Est du territoire, la zone naturelle sensible se décline en un **sous-secteur Nsm** qui met l'accent sur la sensibilité particulière que revêt l'espace du Grand Marais de Marigny.

Ce secteur de marais, tout en étant situé à sa marge, appartient "réglementairement" au vaste complexe écologique du Marais Poitevin et de la Baie de l'Aiguillon ; il est inclus dans son périmètre "Natura 2000".

Il s'agit d'un espace naturel agricole, régit par un système hydraulique complexe, à l'intérieur duquel la prairie permanente est privilégiée ; ce mode d'exploitation répondant à des objectifs environnementaux de préservation et d'amélioration de la qualité des eaux et de protection de corridors écologiques pour les espèces animales et végétales.

Dans ce secteur Nsm, la règle est restrictive et n'autorise aucun travaux et constructions excepté ceux liés à la gestion hydraulique du marais et à l'entretien courant des équipements existants liés à l'exploitation agricole (cf. règlement sous-secteur Nsm).





- **Le secteur Nh**

Au sein de ces vastes espaces agricoles et naturels, le **secteur Nh**, comprend l'ensemble des villages, hameaux ou habitats isolés n'ayant plus de vocation agricole afin notamment, de permettre l'évolution des habitations et activités existantes (extensions, annexes).

En outre, dans le secteur Nh, la priorité est donnée à la réhabilitation et au changement de destination d'un bâti agricole ancien de qualité (granges, écuries, dépendances, ...) à la valeur patrimoniale reconnue. A cet égard, un travail très fin a été réalisé sur le terrain et en concertation avec la profession agricole afin d'effectuer le repérage de ce bâti ancien réhabilitable.

Le territoire de Saint-Vincent-sur-Graon est très vaste et nombreux sont ces écarts, qui n'étant plus liés à l'activité agricole, ont désormais une vocation résidentielle.

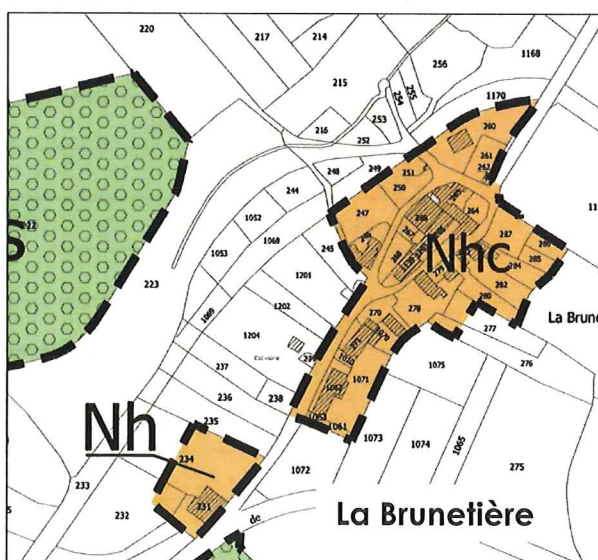
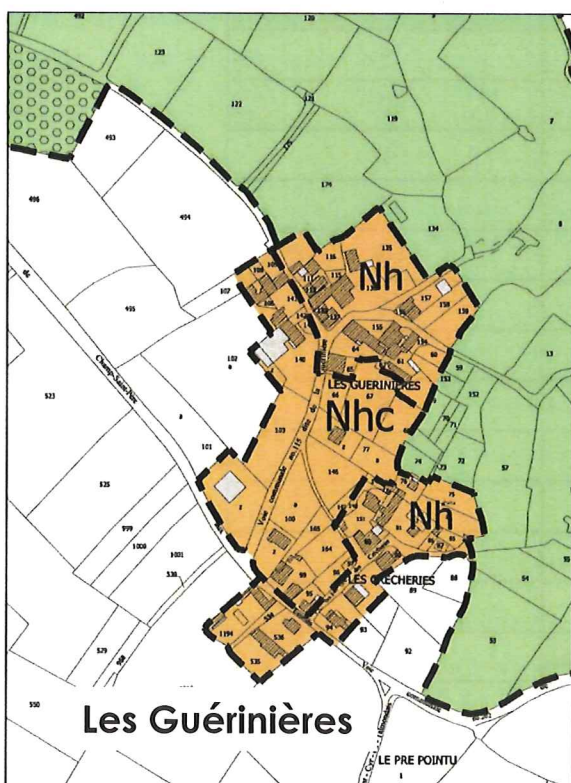
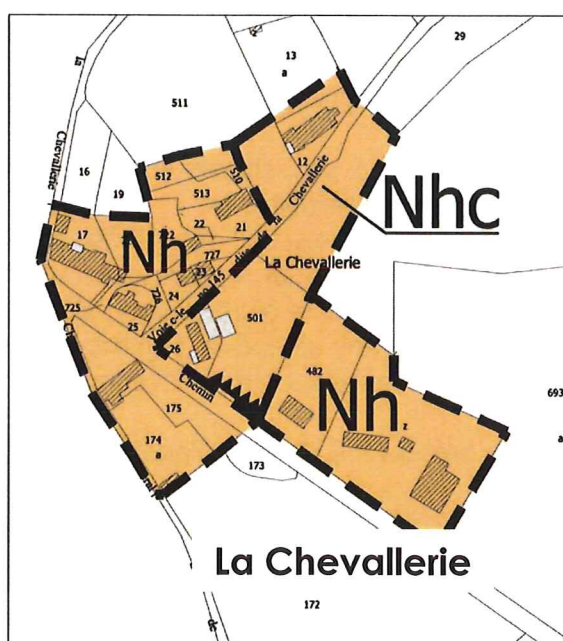
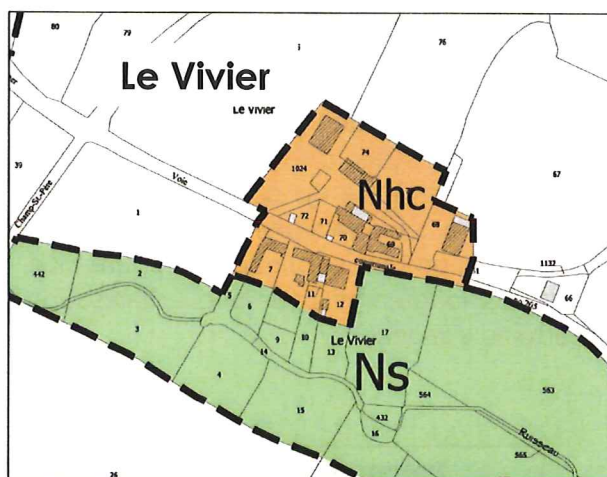
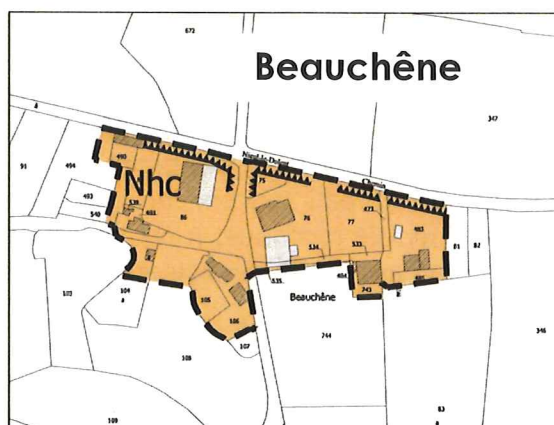
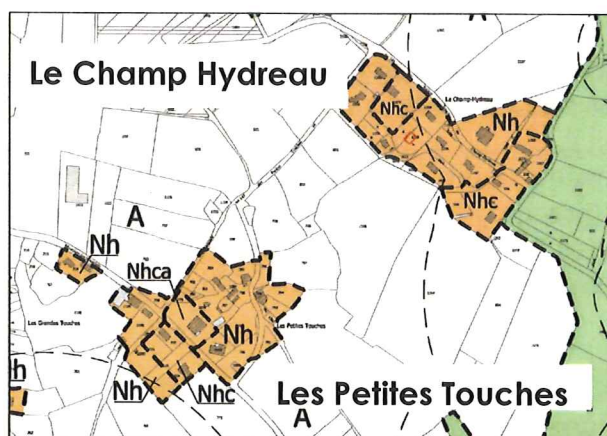
Dans leur grande majorité, ils sont classés en secteur Nh, leur évolution ne pouvant s'effectuer qu'à partir du bâti existant (réhabilitation, extension, changement de destination d'anciens bâtiments agricoles représentatifs du patrimoine local, ...).

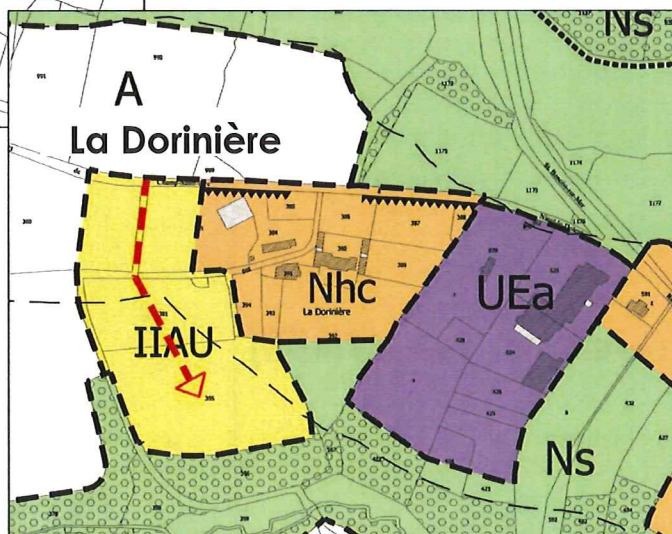
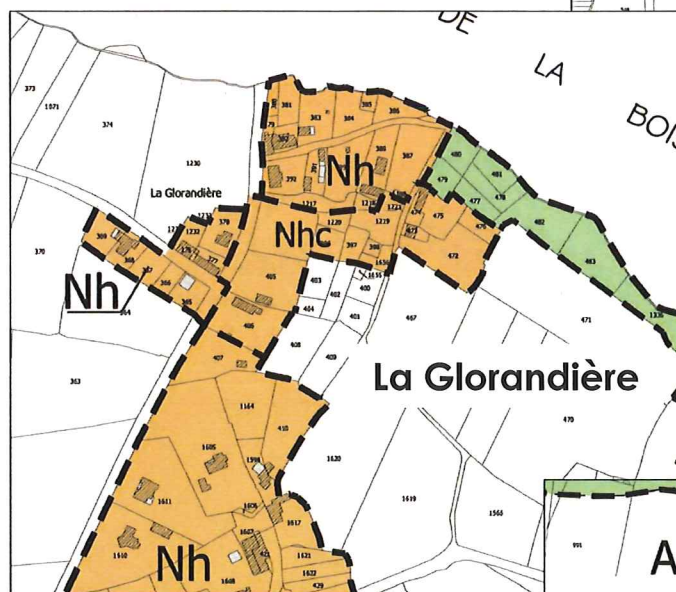
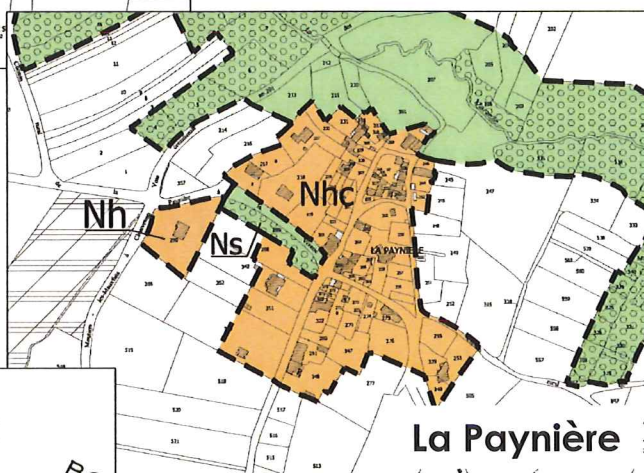
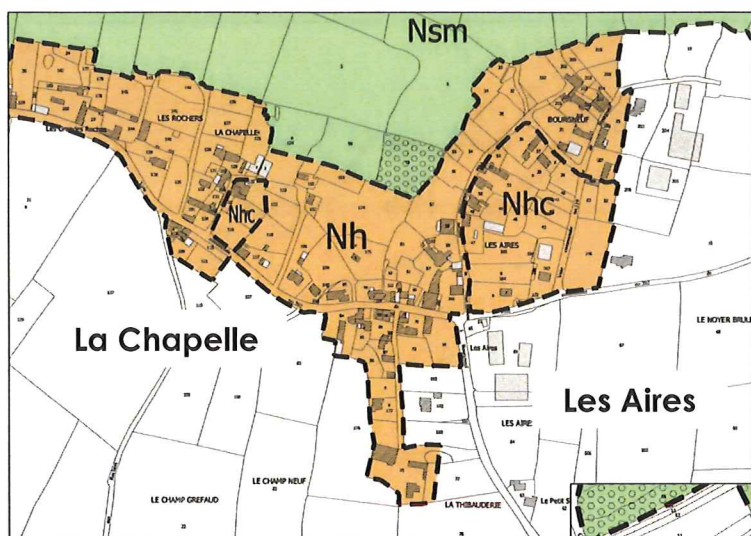
D'autres hameaux sont classés en **secteur Nhc**, offrant, au delà de l'évolution du bâti existant, quelques possibilités de constructions nouvelles, à l'intérieur d'une trame déjà bâtie. Cette forme d'urbanisation représente sur l'ensemble du territoire un potentiel d'une cinquantaine de logements répartis dans 12 villages. Ce choix s'inscrit dans la continuité des précédents documents d'urbanisme ; les fortes contraintes portant sur le Bourg et l'étendue du territoire ayant amené la Commune à opter depuis longtemps pour une urbanisation sous diverses formes, dont le développement de certains villages.

Dans le présent P.L.U., ces villages sont :

	<b>Potentiel (nbre d'habitation)</b>
La Dorinière	4
Le Champ Hydreau	2
Les Petites Touches	1
La Paynière	3
La Glorandière	5
Les Aires / La Chapelle	6
Les Guérinières	5
Le Pinier	5
Le Vivier	3
La Chevalerie	4
Beauchêne	6
La Brunetière	4
<b>Total</b>	<b>48</b>





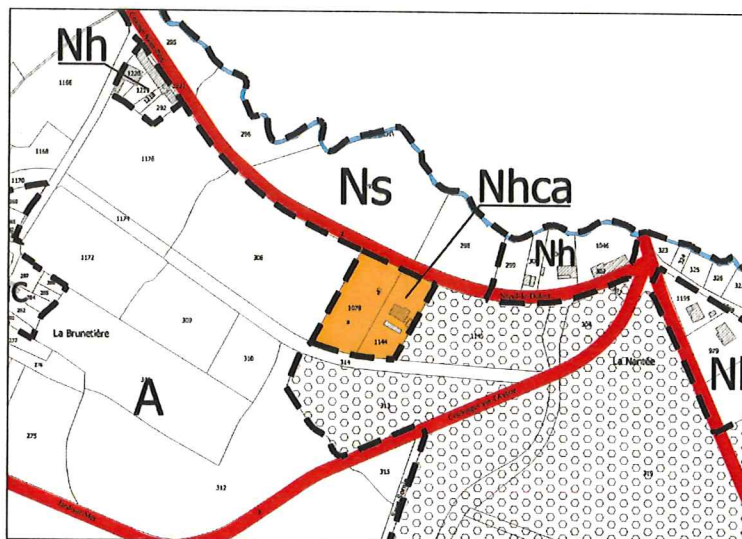




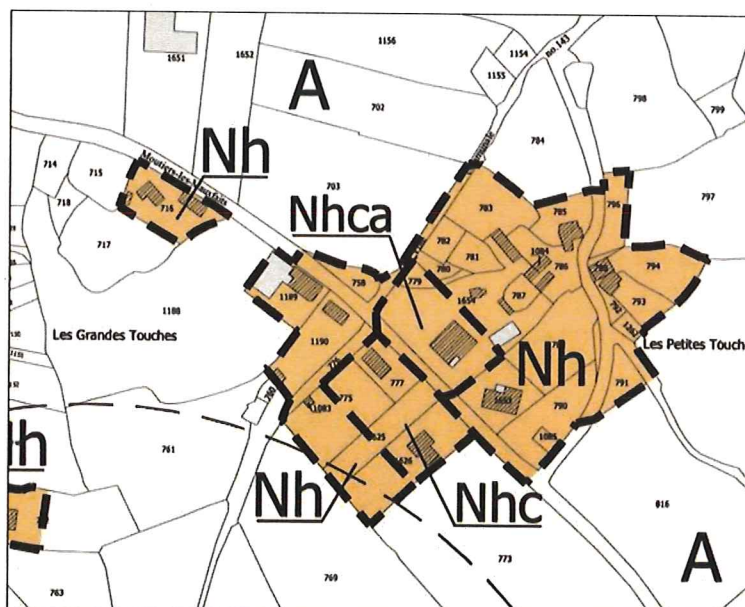
Enfin, le secteur Nhc se décline en un **sous-secteur Nhca**, au sein duquel seules sont admises les constructions artisanales, à condition qu'elles soient liées et nécessaires aux activités artisanales déjà en place.

Trois sites sont concernés par ce zonage:

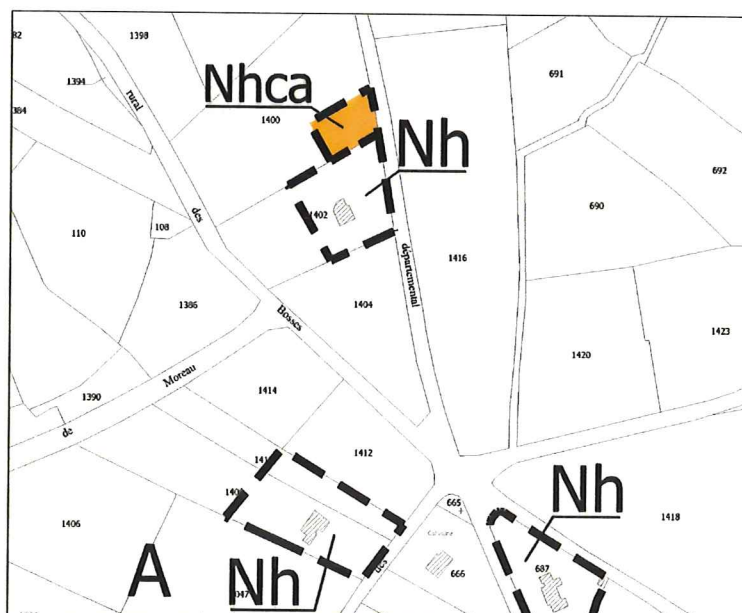
### La Nantée.



### Les Petites Touches



### Les Grandes Touches (nord)

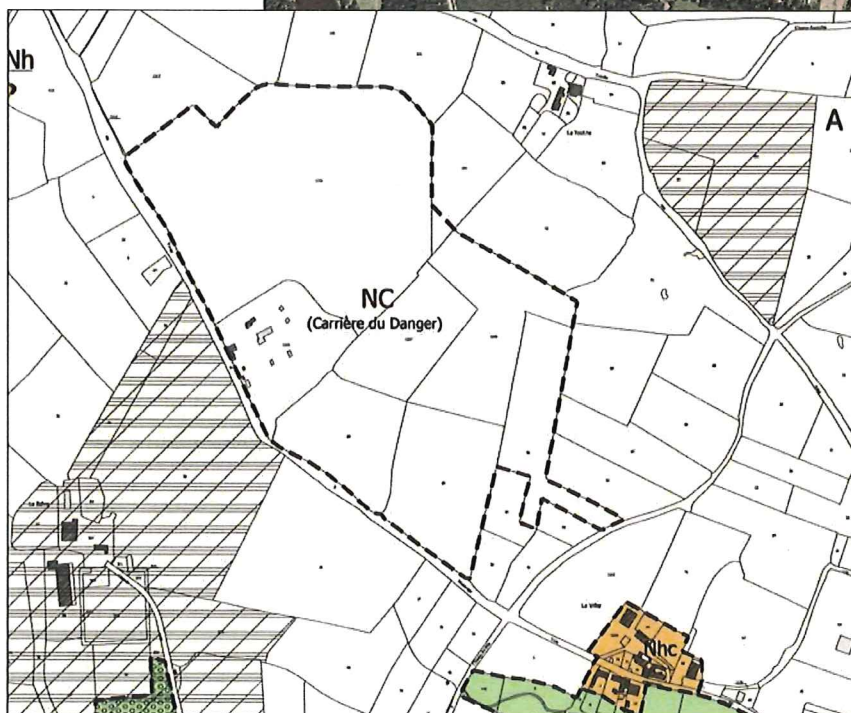


## 2.3 - LE SECTEUR Nc - LA CARRIÈRE DU DANGER

**Le secteur Nc** correspond au site d'exploitation de la Carrière du Danger, titulaire d'une autorisation préfectorale d'exploitation de carrière en date du 9 Janvier 1991 n° 91 - DIR / 1-12 pour une durée de 30 ans sur une surface de 23 ha 11 a et 10 ca.

Cette carrière est localisée dans le tiers Sud du territoire communal à proximité des villages et fermes du Vivier, du Danger, de la Barre et de la Touche.

Le P.L.U. identifie le secteur Nc en appui sur le périmètre d'exploitation autorisé.





## **CHAPITRE 3 - LE DEVELOPPEMENT DE L'URBANISATION**

La Commune de Saint-Vincent-sur-Graon a acquis ces dernières années une certaine attractivité, en atteste l'évolution démographique et le nombre croissant des permis de construire délivrés pour la création de nouveaux logements.

La Municipalité, soucieuse du bon équilibre de son développement, se dote, notamment par le biais de son document d'urbanisme, d'outils permettant d'assurer l'accueil des nouveaux habitants dans de bonnes conditions. Il s'agit en effet d'offrir un cadre de vie de qualité, d'assurer l'intégration des nouveaux arrivants dans le tissu social de la commune et de conserver une identité communale forte.

L'élaboration du P.L.U., dans le prolongement du P.O.S., a permis de prévoir pour le moyen terme, les secteurs voués au développement de l'urbanisation, pour les futurs quartiers d'habitat, mais également pour le renforcement des équipements publics et des espaces "de respiration".

Les réflexions et visites sur le terrain ont permis à la fois de déterminer les sites constructibles et les modalités de leur urbanisation (voies structurantes, préservation du maillage bocager, liaisons piétonnes et cyclables, ...).

Le rythme de ce projet de développement de l'urbanisation s'inscrit également dans un calendrier qui répond aux objectifs communaux en matière d'accroissement de la population et du nombre de construction.

Après la période 1999 - 2005 qui a connu une accélération du rythme de création de nouveaux logements, la Municipalité affiche sa volonté de maîtriser ce rythme pour ne pas atteindre plus d'une vingtaine de nouveaux logements par an dans les années à venir.

A cet égard, la partition des zones I AU et II AU, pour une ouverture progressive à l'urbanisation, constitue un outil de maîtrise pour la Municipalité.

Le P.L.U. prévoit également la création d'une zone d'activités économiques à l'Ouest du territoire qui s'inscrit dans un contexte intercommunal et en appui sur le réseau routier existant et à venir.

Le projet de développement urbain de la Commune de Saint-Vincent-sur-Graon comprend certaines particularités liées à divers facteurs géographiques et historiques.

En effet, il ne s'agit pas d'une forme "classique" de développement concentrique des quartiers autour d'un noyau urbain aggloméré. Au contraire, le développement urbain de Saint-Vincent-sur-Graon repose sur plusieurs axes, formant en divers points du vaste territoire communal, des entités urbanisées, bien identifiées, constituant de petites agglomérations.

Dans cette configuration, les trois pôles principaux sont : le Bourg de Saint-Vincent, le quartier de la Garmitière/Moulin Moizeau et le Bourg de Saint-Sornin. S'ajoute à cela un développement diffus dans les écarts sous forme soit de petites zones à urbaniser (AU) soit de zones constructibles (Nhc).

### 3.1 - Les zones Urbaines

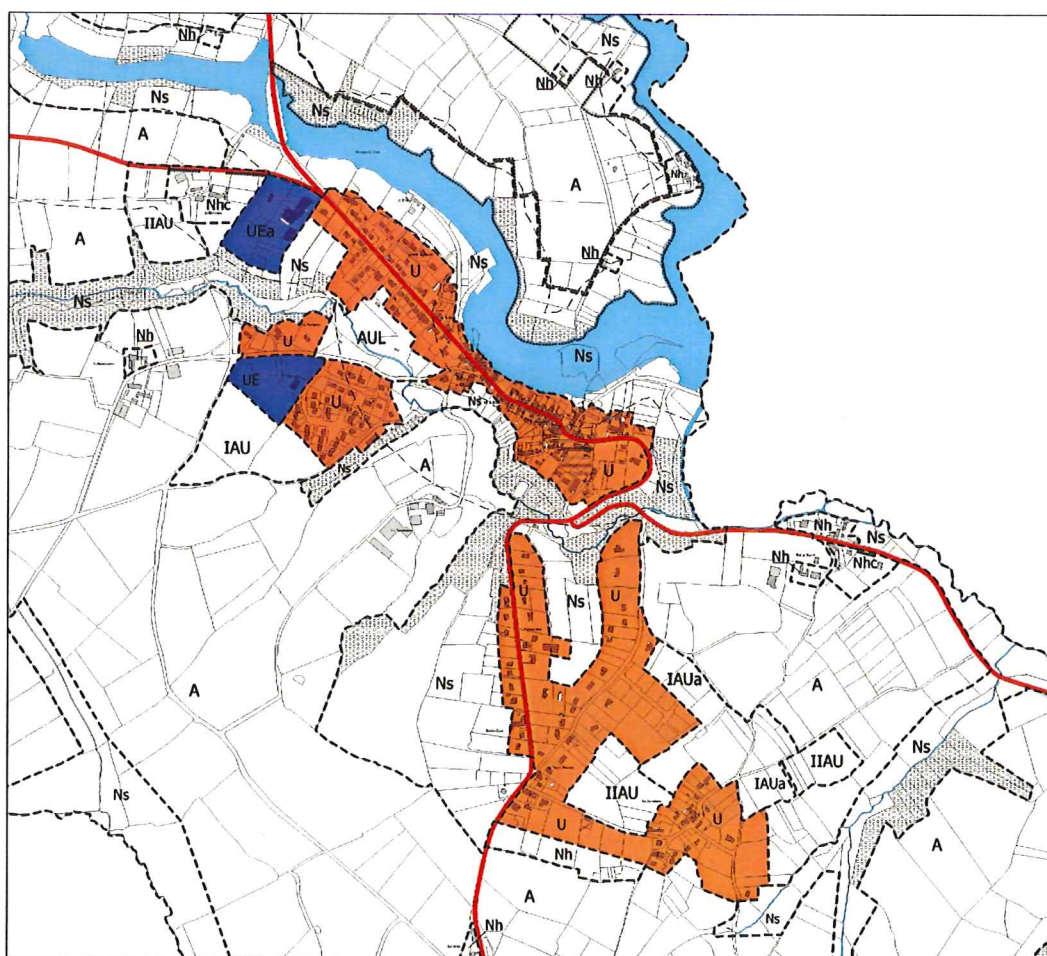
« Les zones urbaines sont dites "Zones U". Peuvent être classés en zones urbaines, les secteurs déjà urbanisés et les secteurs où les équipements publics existants ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter ». (Article R123.5 du Code de l'Urbanisme).

Deux zones urbaines sont créées sur le territoire communal :

- ⇒ **La zone U**, correspondant aux secteurs déjà urbanisés à vocation principale d'habitat
- ⇒ **La zone UE**, liée à une activité industrielle.

- **La zone U**

Elle comprend les centres anciens de Saint-Vincent-sur-Graon et de Saint-Sornin ainsi que l'ensemble des extensions contemporaines qui se sont développées autour de ces centres et dans le secteur de Moulin Moizeau / la Garmitière. Les centres anciens sont caractérisés par une densité du bâti, qui s'établit essentiellement à l'alignement des voies. Ces extensions plus récentes présentent des caractéristiques urbanistiques et architecturales en rupture avec les centres anciens ; pavillonnaire développé soit en appui sur les voies existantes, soit sous forme de lotissements. Le bâti y est peu dense, en particulier dans le secteur de Moulin Moizeau / La Garmitière.



- **La zone UE**

Cette zone a un usage strict d'activités, elle est bien identifiée et nécessite de ce fait des règles spécifiques.

Elle couvre à Saint-Vincent-sur-Graon deux secteurs voués aux activités :

- **le secteur UE** reconduit dans les mêmes limites que celles du P.O.S., correspond à la zone artisanale située sur la route de Moutiers-les-Mauxfaits, en sortie Ouest de l'agglomération du Bourg.  
Compte tenu de proximité des zones d'habitat, le règlement prévoit que la nature des activités qui s'implanteront dans la zone ne génère pas de nuisances vis-à-vis des zones d'habitat.
- **le secteur UEa** correspond à l'emprise d'une entreprise de fabrication de charpente située sur la route de La Roche-sur-Yon (RD 73).  
Par mesure de précaution, le règlement du secteur UEa prévoit la confortation de l'activité en place mais limite toutes autres activités susceptibles de générer des nuisances vis-à-vis du voisinage.

- **Le sous-secteur Ud**

Il correspond au site de la déchetterie située à l'extrême Ouest du territoire, à la Miottière. Seuls y sont autorisés les travaux et constructions liés à la gestion des déchets.

Le plan de zonage des zones U a un impact très faible sur l'environnement, compte tenu de l'intégration des extensions récentes de l'urbanisation dans le sillage du tissu urbain préexistant.

Les disponibilités de nouvelles constructions, au sein des zones urbaines, sont très réduites et s'apparentent à des "dents creuses". Elles se justifient par ailleurs pleinement par la présence ou la réalisation projetée, à court terme, des équipements publics nécessaires à la constructibilité "au coup par coup".

Dans le zonage, la délimitation des zones urbaines reprend, au plus près, les périmètres des zones U et NB du P.O.S., ne créant pas de nouvelles zones urbaines en dehors des enveloppes spatiales des îlots existants, rompant ainsi avec l'effet préjudiciable d'un étirement linéaire le long des voies.



### **3.2 - Les zones à urbaniser à vocation principale d'habitat**

« Les zones à urbaniser sont dites "zones AU". Peuvent être classés en zone à urbaniser, les secteurs à caractère naturel de la commune, destinés à être ouverts à l'urbanisation ». (Article R 123.6 du Code de l'Urbanisme).

Les zones AU rassemblent, en quelque sorte, le potentiel d'évolution de l'urbanisation, à moyen terme.

Les surfaces consenties pour le développement futur de l'urbanisation couvrent 27 ha dont 7,5 ha en cours de réalisation ; cela répond à la volonté municipale de s'inscrire dans une vision à long terme qui permette, face à une situation où la rétention foncière est importante, de mener une politique d'acquisition grâce notamment au Droit de Prémption Urbain.

Le classement, en zone I AU et II AU, traduit en outre la volonté de la Municipalité de phaser et de maîtriser l'évolution de son urbanisation.

En effet, le projet de développement traduit plusieurs orientations dans l'espace :

- Le Bourg - Moulin Moizeau / La Garmitière et Saint-Sornin pour les parties agglomérées
- La Thuaudière et le Pinier, pour un développement dans les écarts.

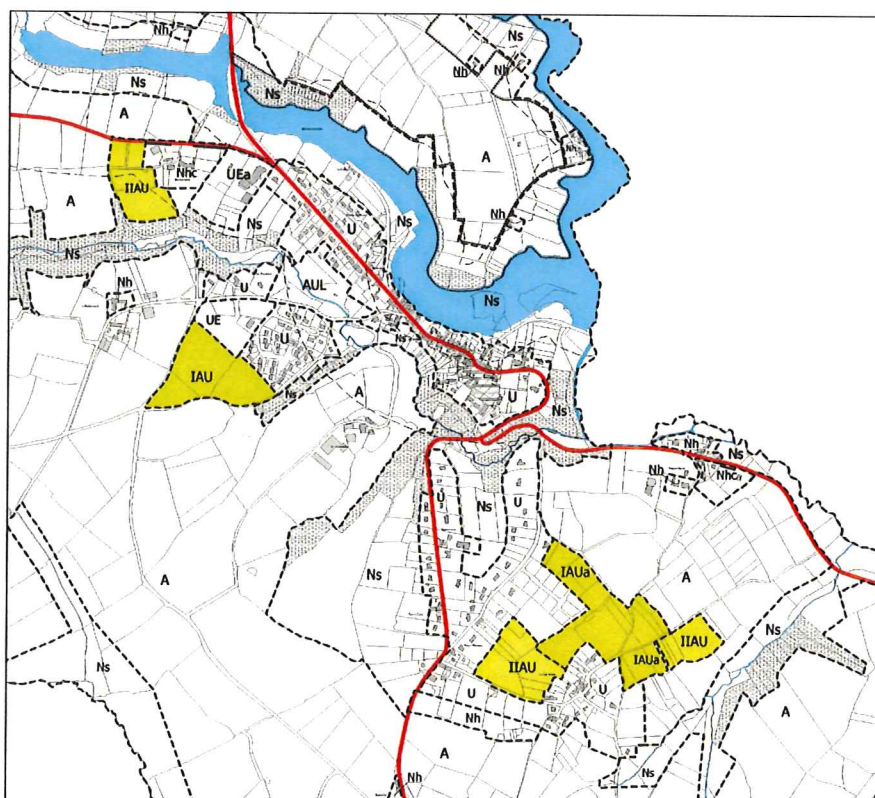
- Zones I AU et II AU - Le Bourg de Saint-Vincent-sur-Graon - Moulin Moizeau / La Garmitière**

Désignation de la zone	Surface (ha)	Potentiel en nombre d'habitations
I AU - La Moratière (réalisée)	4,56	30
I AUa - La Garmitière (en partie réalisée)	7,02	41
II AU - La Dorinière	3,03	23
II AU - La Garmitière Ouest	2,20	24
II AU - La Garmitière Est	1,44	11
<b>TOTAL</b>	<b>18,25</b>	<b>129</b>

Le schéma de développement de l'urbanisation dans le prolongement du Centre Bourg de Saint-Vincent-sur-Graon est fortement contraint par les caractéristiques physiques du site ; qui parallèlement participent au charme et à la qualité paysagère du Bourg.

La partie ancienne du Bourg et en effet "perchée" sur un promontoire rocheux qui domine le lac du Graon au Nord et le ruisseau de la Marzelle au Sud. Cette configuration a orienté fortement la trame urbaine plus récente vers une disposition "éclatée" où les quartiers d'habitation se sont développés à l'écart du Centre Bourg.

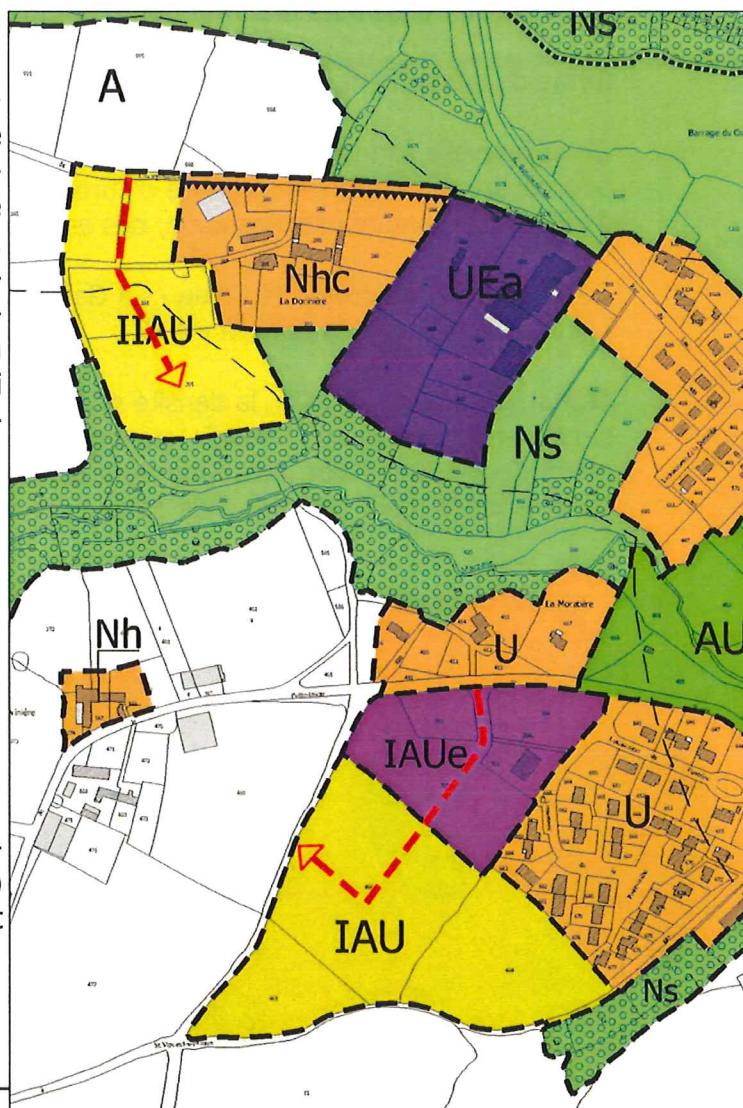
Le positionnement des zones d'urbanisation futures poursuivent cette même logique, venant se greffer dans le prolongement de ces pôles dispersés.



- **A l'Ouest du Centre Bourg**, deux secteurs sont retenus :

**La Dorinière** (zone II AU) située entre la RD 73 et le ruisseau de la Marzelle. Il s'agit d'un terrain incliné vers le vallon boisé, qui bénéficie d'une exposition favorable au Sud. Desservi à partir de la route départementale pour les circulations automobiles, ce secteur est relié par un cheminement (vélos - piétons) qui rejoint la voie communale de la Poitevinère.

**La Moratière**  
(zone I AU définie par Révision Simplifiée du P.O.S. en décembre 2005) qui fait actuellement l'objet d'un projet de lotissement communal.





- **Au Sud du Centre Bourg**

C'est tout un ensemble urbanisé qui s'est développé en linéaire de part et d'autre de la route départementale et des voies communales dans un premier temps, puis sous forme de lotissement depuis la dernière Révision du P.O.S. en 1999.

Cette nouvelle forme d'urbanisation a permis, tout en conservant une forme urbaine peu dense, de sortir d'une logique d'étiement des constructions le long des voies et d'utiliser de manière plus économe, des espaces restés naturels sur les arrières.

Cet ensemble du Moulin Moizeau / La Garmitière s'étoffera encore au sein des zones I AUa et II AU prévues dans le P.L.U.

**Dans le secteur I AUa**, la densité souhaitée des constructions s'inscrit dans le prolongement de l'existant, à savoir une moyenne des terrains sur l'ensemble d'une opération de 1 100 m<sup>2</sup> par habitation avec un minimum de 800 m<sup>2</sup>. Sur ce secteur, un premier lotissement communal de 11 lots est en cours de réalisation.



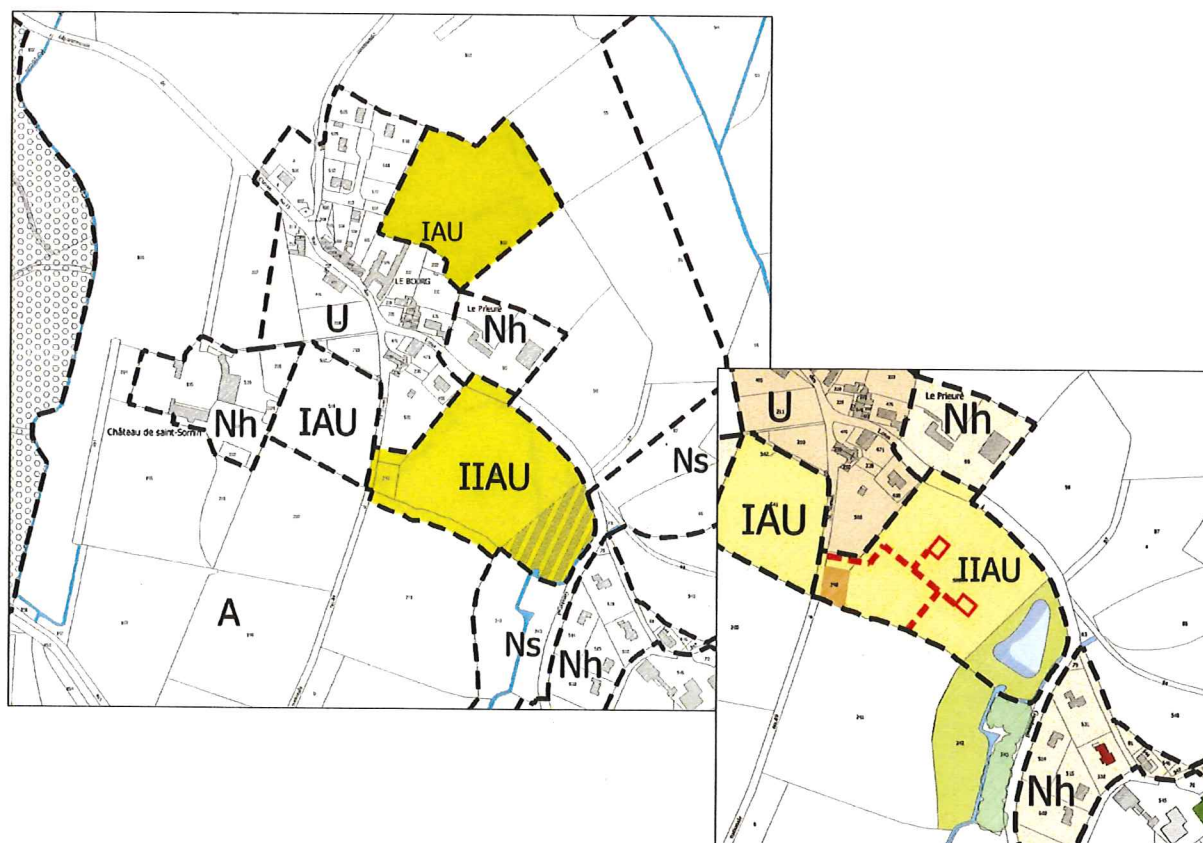
- **Zones I AU et II AU - Saint-Sornin**

Désignation de la zone	Surface (ha)	Potentiel (nombre d'habitations)
I AU - Saint-Sornin Nord	1,93	15
I AU - Saint-Sornin Château	1,12	9
II AU - Saint-Sornin Sud	2,20	17
<b>TOTAL</b>	<b>5,25</b>	<b>41</b>

Le "Bourg" de Saint-Sornin s'appréhende à une autre échelle que celle du Bourg de Saint-Vincent-sur-Graon.

Il s'agit bien d'une très petite agglomération dont la configuration rappelle toutefois qu'il s'agit bien d'un Bourg avec son église, sa mairie annexe et son château.

L'identité de Saint-Sornin est bien présente sur le territoire et dans l'esprit des habitants qui clairement appartiennent à Saint-Vincent ou à Saint-Sornin.



Le projet de développement traduit la volonté communale de renforcer le "village" de Saint-Sornin en prévoyant toutefois des extensions restant à une échelle cohérente vis-à-vis de l'existant.



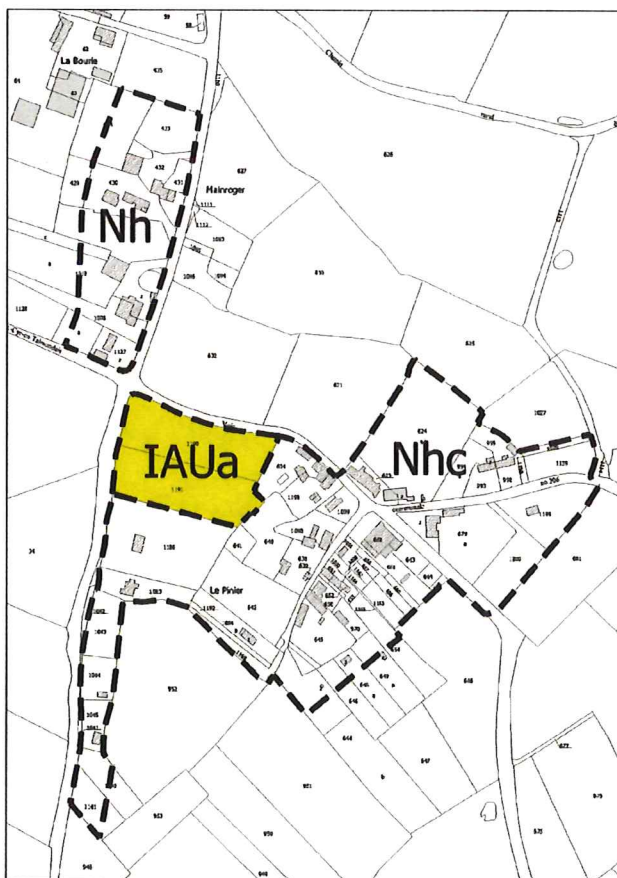
- **Zones I AUa et II AU dans les écarts : le Pinier et la Thuaudière**

Le troisième axe du projet de développement de Saint-Vincent-sur-Graon en matière d'habitat consiste en la création de deux petits secteurs d'urbanisation future en greffe avec deux hameaux importants le Pinier et la Thuaudière.

- **Le Pinier**

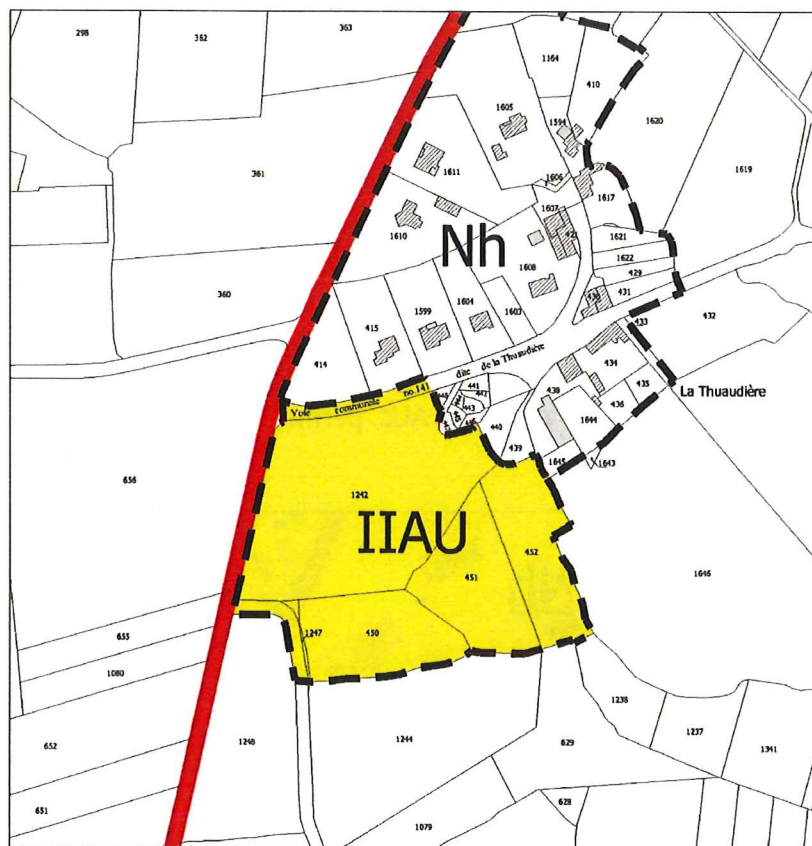
Le village du Pinier, au Sud du territoire communal, regroupe d'ores et déjà une quinzaine d'habitations.

**Le secteur I AUa**, d'une surface de 1,03, représente un potentiel de 7 habitations, la volonté communale étant, dans ce secteur, de conserver une faible densité, s'inscrivant dans la continuité de l'existant et répondant à une demande de terrains de grande taille dans ce secteur de campagne.





## - La Thuaudière



La zone II AU à la Thuaudière, située à l'extrême Nord du territoire, s'inscrit dans la même démarche qu'au Pinier ; toutefois étant situé en amont du lac du Graon, la question du rejet des eaux usées y est particulièrement sensible. Un diagnostic établi sur ce secteur en matière d'assainissement montre que même si l'aptitude du sol permet d'envisager l'assainissement individuel, il faut considérer le risque sanitaire que représente un rejet au milieu superficiel en amont d'une prise d'eau potable.

L'ouverture à l'urbanisation de la zone II AU sera donc subordonnée à la mise en place d'un système d'assainissement collectif qui desservira, à terme, les deux villages de la Glorandière et la Thuaudière. Cette option devra être intégrée dans une prochaine Révision du zonage d'assainissement.

L'impact sur l'environnement de l'ensemble des zones I AU et IIAU sera, à terme, évident, le déploiement en zone urbanisée de ces espaces aujourd'hui naturels engendrera une transformation radicale de l'occupation du sol et de la perception des sites.

Toutefois, le choix des zones d'urbanisation future s'est effectué dans un souci d'intégration des futurs quartiers d'habitation dans leur environnement. La trame bocagère, souvent présente, devra être conservée et la place du végétal privilégiée, notamment sur les espaces publics, l'esprit général des futurs quartiers s'inscrivant dans un objectif d'habitat "à la campagne", qui correspond bien au caractère rural de la Commune.

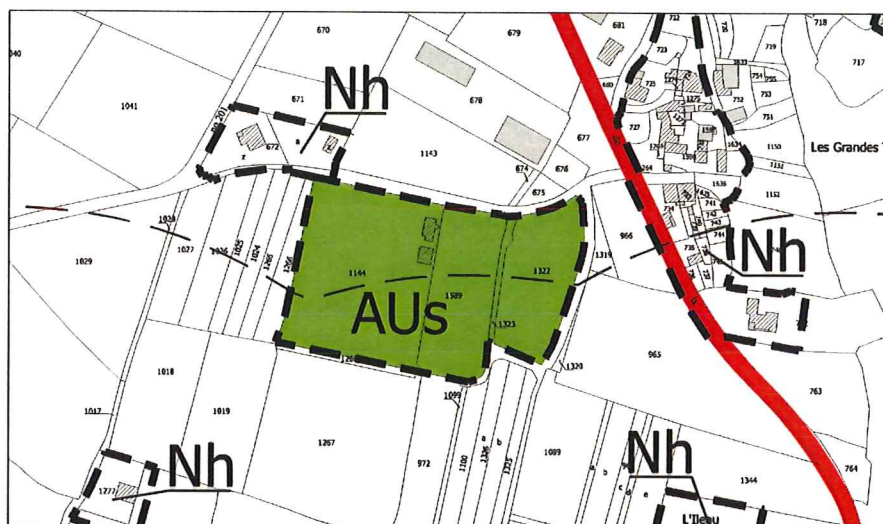
### 3.3 - Les zones à urbaniser à vocation de sports, loisirs et tourisme

Accompagnant les quartiers d'habitation existants et à venir, deux secteurs sont identifiés sur les équipements sportifs et d'accueil touristique.

Ils sont reconduits dans les mêmes limites que celles du P.O.S.. Il s'agit :

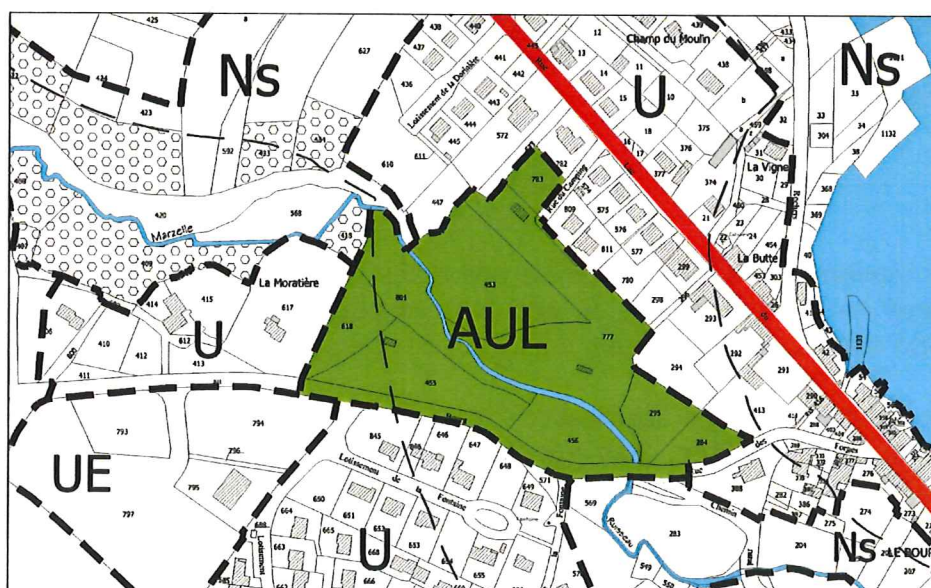
#### - du secteur Aus

La topographie du Bourg étant peu adaptée à la réalisation de terrains de football, les équipements sportifs se sont "délocalisés" à l'écart du Bourg, dans le hameau des Grandes Touches. La surface classée en zone AUS permet d'envisager le déploiement de nombreux équipements sportifs.



#### - du secteur AUL

Il correspond au camping municipal de Saint-Vincent-sur-Graon





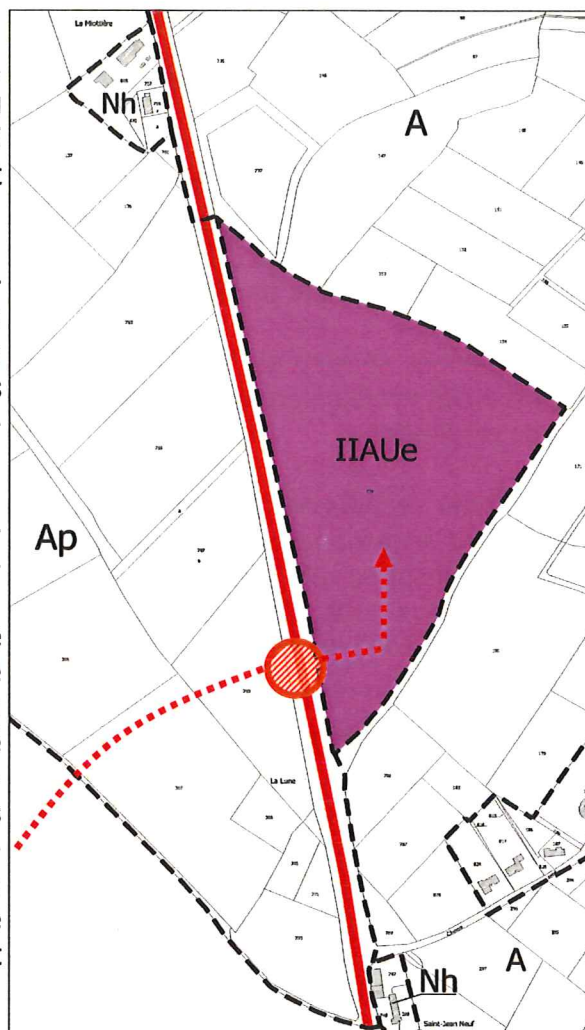
### 3.4 - La zone à urbaniser à vocation d'activités

La zone **AUe** est une zone naturelle insuffisamment équipée, destinée à l'urbanisation à usage d'industrie, de services, de commerces et d'artisanat.

Prévu pour un développement à moyen terme, le secteur IIAUe s'étend sur 9,5 ha, le long de la RD 747, à la hauteur du giratoire qui bientôt marquera de départ du contournement Ouest de Moutiers-les-Mauxfaits.

Cette zone s'inscrit dans une démarche intercommunale, la Communauté de Communes du Pays moutierrois ayant, depuis sa création en 1995, souhaité implanter ses zones d'activités le long de la RD 747 qui traverse tout son territoire.

Plusieurs zones se sont successivement développées sur les territoires de Moutiers-les-Mauxfaits, La Boissière-des-Landes et Angles. Début 2006, les élus de la Communauté de Communes ont souhaité donner une nouvelle impulsion au développement économique du territoire et ont aussi étudié puis budgétisé des crédits pour constituer des réserves foncières destinées à l'aménagement de futures zones, toujours en respectant l'objectif d'implantation sur la RD 747 qui, avec l'arrivée du contournement Sud de La Roche-sur-Yon et le contournement de Moutiers-les-Mauxfaits, est renforcé dans sa position d'axe stratégique.



Enfin, la volonté intercommunale est de favoriser l'accueil d'entreprises sur un territoire fortement rural qui connaît un taux de chômage relativement élevé.

C'est dans ce contexte que s'inscrit la zone II AUe ; son ouverture à l'urbanisation ne pourra intervenir qu'après la mise en service du giratoire qui permettra de desservir la zone. En outre, la Municipalité qui, en inscrivant dans son P.L.U. cette zone, suit le projet intercommunal tout en ayant conscience de l'emprise que cela représente au regard de l'exploitation agricole concernée.

Cette grande parcelle est drainée et constitue une part importante du plan d'épandage de l'exploitation.

Préalablement à l'ouverture à l'urbanisation, il conviendra de prendre en compte cette situation agricole et de trouver par la concertation, les moyens de limiter le préjudice pour l'exploitant.

La RD 747 étant classée voie à grande circulation, il conviendra également au moment de l'ouverture à l'urbanisation d'intégrer au P.L.U. les dispositions spécifiques étudiées dans un projet d'aménagement dit "Etude Loi Barnier".



## **CHAPITRE 4 - IMPACT SUR L'ENVIRONNEMENT**

L'élaboration du P.L.U., dans le prolongement des grands principes qui avaient déjà à l'époque guidé la création du P.O.S., est un moment fort pour réfléchir aux modalités à mettre en œuvre afin de minorer l'impact des multiples aspects du développement sur l'environnement.

Densifier l'existant, reconstruire sur la trame existante sont des pistes de travail souvent mises en exergue mais finalement très limitées. Le renouvellement urbain qui reste toutefois le meilleur moyen d'accroître la vitalité d'un centre bourg, ne correspond, en terme de surface, qu'à une petite partie des demandes exprimées par le corps social.

Ces demandes sont en effet bien ciblées, notamment en matière de logements à créer, et inspirent des projets nécessitant des surfaces d'accompagnement, espaces publics ou espaces de respiration.

L'impact sur l'environnement généré par l'application du futur P.L.U. est donc pour l'essentiel lié à la transformation de sites agricoles et "naturels" en sites urbanisés. L'impact sur l'environnement se retrouve également, à un degré moindre, au cœur des mesures qui régissent chaque zone. Il sera donc analysé à travers les quatre grands types de zonage : zones urbanisées ; zones urbanisables ; espaces agricoles et "naturels".

### **4.1 - Les zones urbanisées**

La délimitation des zones U offre une lecture immédiate de l'organisation urbaine, mettant en relief les trois grandes phases d'urbanisation :

- un centre ancien, dense et à l'alignement des espaces publics,
- un étirement le long des axes, phénomène des années 1960 et 1970,
- une organisation enfin du bâti par le biais de quartiers nouveaux (lotissements), avec une forme urbaine radicalement différente.

Cette lecture subira certes des transformations, notamment dans la partie centrale, sur les secteurs possédant un bâti désuet, mais conservera globalement ses principales caractéristiques.

L'impact sur l'environnement est donc très faible. Il peut simplement se concrétiser de manière favorable par le jeu de transformations prévisibles (extensions, réhabilitations, ...) qui auront une incidence positive.

La politique d'aménagement de nouveaux quartiers est par ailleurs le fruit de la politique communale, pour une bonne part, grâce à une bonne maîtrise foncière, en amont. Cette notion de quartiers est au cœur même des préoccupations liées à l'aménagement du cadre de vie offert aux habitants actuels et aux futurs arrivants.

Leur localisation, qui résulte de fortes contraintes topographiques, traduit un schéma de développement spécifique à Saint-Vincent-sur-Graon et adapté à la configuration propre du territoire.

Sur le plan de l'assainissement, le réseau collectif dessert l'ensemble de l'agglomération du Bourg.

La zone d'activités (UE et UEa) correspondent à une activité en place et à un potentiel pour l'accueil d'entreprises de proximité. La concentration des activités, sur des espaces bien circonscrits, permet aux collectivités une meilleure maîtrise des risques d'impact sur l'environnement générés par les activités. C'est notamment par le biais du respect des réglementations en vigueur (installations classées, nomenclature Loi sur l'Eau, ...) auxquelles sont soumises les industries, que l'impact sur l'environnement est minimisé.

## 4.2 - Les zones à urbaniser

Les zones AU se répartissent en trois grands secteurs :

- l'habitat (zones IAU et IIAU),
- le développement économique (zone AUe),
- les espaces dédiés aux sports, au tourisme et aux loisirs (zones AUL et AUs).

Les secteurs IAU et IIAU dessinent les contours du développement des futurs quartiers d'habitation.

Ils s'inscrivent dans le prolongement du schéma de développement traduit dans le P.O.S., en venant renforcer l'urbanisation des pôles d'habitat les plus importants.

Leur relative dispersion en plusieurs points sur le territoire (Bourg, Moulin Moizeau, Saint-Sornin, Thuaudière, le Pinier) est certes une particularité ; toutefois, la cohérence urbaine de chaque pôle n'en est pas moins réelle. Elle se traduit par la recherche de fluidité des circulations (automobiles et liaisons douces) et par l'articulation des zones d'habitat avec des espaces de respiration ; vallons conservés en zone naturelle constituant une trame "verte" aux fonctions multiples, récréatives, liaison douce, gestion des eaux pluviales, patrimoine écologique et paysager, ...

L'impact sur l'environnement de ces futurs quartiers est évident. Les mesures que la collectivité mettra en œuvre pour le minimiser tiennent pour une bonne part au maintien de la maille bocagère en place, en appui sur la conservation de chemins et de vallons existants.

La réglementation de la zone AU qui induit une surface minimale d'un hectare pour le passage à l'opérationnel offre des garanties aux concertations à venir entre la commune et les futurs aménageurs. À cet égard, il est important de considérer que la commune a toujours joué, jusqu'à présent, un rôle prépondérant dans la confection des nouveaux quartiers et qu'elle entend conserver cette mission. La définition des zones IAU et IIAU illustre cette volonté de maîtrise.

La gestion technique des espaces dévolus à l'urbanisation future amène aussi à prendre en compte les modalités d'assainissement (collectif ou autonome) ainsi que la maîtrise des écoulements et régulation des eaux pluviales.

Concernant les eaux pluviales, les projets d'urbanisation, sous forme d'opération d'ensemble, répondront à la réglementation Loi sur l'Eau dans les dossiers d'incidence qui définiront les emplacements et mode de gestion adaptés à chaque site et notamment à la topographie, parfois mouvementée à Saint-Vincent-sur-Graon.

Sur le plan du développement économique, la vaste zone IIAUe, située sur la RD 747, aura un impact certain sur l'environnement compte-tenu de la transformation radicale d'un espace agricole en une zone urbanisée destinée aux entreprises.

Parallèlement à la procédure qui permettra son ouverture à l'urbanisation, une étude d'urbanisme, menée sous l'égide intercommunale, devra permettre de définir, parallèlement aux modalités fonctionnelles du parc d'activités, des mesures d'intégration paysagère, vis-à-vis de la Route Départementale et des villages voisins.

### 4.3 - Les zones agricoles et naturelles

L'impact sur l'environnement de la zone A peut difficilement être mesuré dans le domaine de la construction agricole.

Il est en effet difficilement prévisible de quantifier les besoins de cette activité en matière de bâtiments futurs. La volonté d'assigner au territoire communal une forte définition agricole tient au fait qu'il existe peu d'espaces "naturels" au sens non agricole du terme.

La commune bénéficie d'un paysage attrayant et varié (bocage, marais, nombreux boisements, ...) qui tire son identité de l'agriculture même.

La relative pérennité des paysages façonnés par le travail de la terre ne pourra être assurée que par le maintien de cette activité patrimoniale. A cet égard, le P.L.U., en inscrivant 76% du territoire en zone A affirme bien la prépondérance de l'activité agricole sur ce territoire rural.

Le P.L.U. a permis également de prendre en compte au sein des zones agricoles, les hameaux et les maisons isolées ne rentrant pas dans le champ de l'activité agricole, de façon à permettre des évolutions du bâti, sans pour autant miter le territoire et gérer l'activité agricole.

En outre, la création de logements par transformation de l'existant s'inscrit en effet dans le double objectif d'offrir un autre mode d'habitat qui participe à la conservation de mise en valeur d'un patrimoine architectural local, tout en satisfaisant aux obligations réglementaires en matière d'assainissement.

Enfin, les quelques secteurs constructibles dans les écarts (Nhc) ont fait l'objet d'un examen attentif afin de répondre à des critères adaptés au contexte sensible de l'espace rural (intégration au sein du bâti existant, sécurité routière, desserte par les réseaux, capacité à l'assainissement autonome, bonne intégration dans l'environnement).

Par ailleurs, les espaces naturels protégés au sein des zones Ns et Nsm ont été définis en fonction de critères environnementaux et paysagers.

A Saint-Vincent-sur-Graon, les espaces naturels sensibles sont liés à l'hydrographie du territoire. La présence d'une retenue d'eau pour l'alimentation en eau potable, l'appartenance de la vallée du Graon (partie aval) au vaste complexe écologique du Marais Poitevin et de la Baie de l'Aiguillon, mettent en exergue l'impératif de protection de l'eau tant pour la consommation humaine que pour la protection du patrimoine écologique lié à la présence de l'eau.

Les zones Ns et Nsm, inscrites dans le P.L.U., répondent à ces objectifs de protection des espaces naturels en limitant fortement les occupations du sol susceptibles d'affecter la qualité des milieux. A cet égard le secteur Nsm, en particulier, répond aux objectifs du réseau Natura 2000 par une réglementation très restrictive adaptée à la vallée du Graon (Aval) et au Marais du Marigny ; dans le secteur Nsm, aucun projet et travaux relevant de l'article L.414-4 du Code de l'Environnement n'est autorisé.

La préservation de sites sensibles, le développement raisonné de l'agriculture, la mise en place de secteurs agricoles non constructibles, la revitalisation des villages par la réhabilitation sont quatre piliers d'une politique d'urbanisme soucieuse de l'environnement.



#### 4.4 - La protection de la ressource en eau

Un certain nombre de documents réglementaires et de servitudes d'utilité publique s'imposent au P.L.U.

Parmi ceux qui concernent le plus directement l'environnement et plus particulièrement la ressource en eau, sur lesquels les incidences des orientations du plan sont évaluées, il convient de citer le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du Bassin Loire-Bretagne. Ce S.D.A.G.E. fixe les orientations d'une gestion équilibrée de l'eau et se traduit en "sept objectifs vitaux" (cf. 1<sup>ère</sup> partie du présent Rapport de Présentation).

Le S.D.A.G.E. interdit les affouillements et les exhaussements du sol dans les zones humides et inondables.

Le Règlement du P.L.U. précise pour chaque zone que les affouillements et les exhaussements du sols sont interdits dans les zones humides et les zones inondables.

L'article 4, dans toutes les zones, oblige toute nouvelle construction à se raccorder au réseau public d'assainissement s'il existe. En l'absence de réseau collectif, chaque logement doit prévoir un système d'assainissement individuel conforme aux dispositions législatives et réglementaires, tout en se réservant la possibilité d'un raccordement ultérieur au réseau public.

Pour les zones UE et AUe, ce même article impose, de surcroît, que les eaux résiduaires industrielles ne peuvent être rejetées au réseau collectif d'assainissement sans autorisation. Un pré-traitement peut être exigé.

Au travers de ces aspects réglementaires, la commune souhaite limiter les pollutions et préserver au maximum la ressource en eau.

Le P.L.U. de Saint-Vincent-sur-Graon œuvre en faveur d'une bonne gestion de la ressource en eau également sur le plan quantitatif.

En effet, en application du principe de précaution, le Règlement impose des prescriptions spécifiques aux zones potentiellement inondables :

- Articles A 1 et N 1 : "afin de ne pas perturber l'écoulement des eaux en période de crue et de préserver les champs d'expansion des crues, les remblais sont interdits à proximité des cours d'eau",
- Articles A 11 et N 11 : "afin de ne pas augmenter ou aggraver le risque d'inondation, les clôtures pleines sont interdites à proximité des cours d'eau."

En outre, le Règlement impose, au travers de l'article 4 des zones U et AU une gestion des eaux pluviales à l'échelle de la parcelle ; en effet, "les aménagements réalisés sur le terrain doivent garantir l'écoulement des eaux pluviales dans le réseau collecteur (s'il existe). En l'absence de réseau ou en cas de réseau insuffisant, le constructeur doit réaliser sur son terrain et à sa charge des dispositifs appropriés et proportionnés permettant l'évacuation directe et sans stagnation des eaux pluviales vers un déversoir désigné à cet effet. Ces aménagements ne doivent pas faire obstacle au libre écoulement des eaux de ruissellement".

**Au regard de ces diverses règles qui visent à assurer une gestion équilibrée de la ressource en eau (assainissement, protection des milieux sensibles, etc.), le P.L.U. est compatible avec les objectifs du S.D.A.G.E. et du S.A.G.E.**

## **CHAPITRE 5**

### **TABLEAU DES SURFACES**

#### **5.1 - SURFACES DES ZONES ET SECTEURS**

<b>Zones</b>	<b>Surfaces P.L.U.</b>
<b>U</b>	49,65
<b>Ud</b>	1,87
<b>UE</b>	2,17
<b>UEa</b>	3,00
<b>I AU</b>	7,61
<b>I AUa</b>	7,85
<b>AUL</b>	3,37
<b>AUs</b>	1,63
<b>II AU</b>	13,32
<b>II AUe</b>	9,51
<b>Nh</b>	79,95
<b>Nhc</b>	27,27
<b>Nhca</b>	0,86
<b>Nc</b>	23,33
<b>Ns</b>	695,42
<b>Nsm</b>	285,10
<b>Ap</b>	49,63
<b>A</b>	3 625,31
<b>Total</b>	<b>4 879,00</b>

## **CHAPITRE 6 - MOYENS DE LA MISE EN ŒUVRE**

### **6.1 - LE DROIT DE PRÉEMPTION URBAIN (D.P.U.)**

Le D.P.U. est un moyen pour la collectivité de préempter un terrain, un immeuble, ... en tout ou partie afin de réaliser une opération relevant de l'intérêt général.

Lorsque le Plan Local d'Urbanisme sera opposable, le D.U.P., déjà institué par délibération du Conseil Municipal, pourra être modifié afin d'intégrer, suivant les vœux énoncés par le groupe de travail, des zones U, ainsi que les zones II AU, I AU, I AUe et AUL, ainsi que les différents secteurs de ces zones.

## **CHAPITRE 7 – LES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE**

Le Plan Local d'Urbanisme respecte les servitudes d'utilité publique, leurs périmètres, caractéristiques et impacts sur le territoire communal et sont traduits par la pièce 5 B "Annexes".

Les servitudes d'Utilité Publique qui affectent le territoire de Saint-Vincent-sur-Graon sont :

<b>Nom d'appel</b>	<b>Code</b>	<b>Objet</b>	<b>Date de création</b>	<b>Gestionnaire</b>
Protection des eaux potables et minérales	AS 1	Périmètres de protection de la retenue en eau potable du Graon mise en place par arrêté du	04/11/1970	D.D.A.S.S. D.D.A.F.
Monuments Historiques	Ac 1	Menhir de la Chenillée (cad. B 317) inscrit à l'inventaire supplémentaire des Monuments Historiques le	04/02/1988	S.D.A.P.
Canalisations électriques	I 4	Ligne 90 Kv Longeville - Sirmière		R.T.E.
Lignes et installations téléphoniques et télégraphiques	PT 3	Câble régional T 8500079 E		R.T.E.



